

Supplément Arts et Spectacles

# Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 14483 - 6 F

JEUDI 22 AOÛT 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

## Les putschistes de Moscou en difficulté

### Isolement

L'HEURE n'est plus à l'inquiétude navrée et aux demandes de réassurance sur la continuité de la politique étrangère soviétique. D'ailleurs, le ton du jour et de la nuit découvre la nature et les méthodes du régime qui s'est installé au Kremlin le 19 août, la communauté internationale pratiquement au complet pose aujourd'hui à cette «junte» autoproclamée les vraies questions, des questions concernant sa politique intérieure beaucoup plus que sa diplomatie. Il serait même plus exact de parler d'ultimatum, cette junte étant invitée à se soumettre ou à se démettre.

Il y a, bien sûr, une part d'opportunisme dans ce brutal saut : les dirigeants occidentaux se rendent compte non seulement que leurs demandes correspondent très exactement aux vœux d'une large majorité de la population soviétique, et des Moscovites en particulier, mais aussi qu'elles ont de bonnes chances d'aboutir. Lorsque l'on sent que les jours d'un régime sont comptés, il est beaucoup plus facile de le mettre à l'échec.

CELA dit, ce qui est passé il y a peu pour une «ingénierie» dans les affaires intérieures d'un Etat reflète une évolution plus générale du contexte international, tout particulièrement en Europe. Les trente-cinq membres de la CSCE ont signé à Paris des accords très précis en matière de droits de l'homme et de libertés politiques, et depuis les révolutions en Europe de l'Est il n'est plus question de s'y dérober, comme le faisait Brejnev. Dans bien des cas, ces ingénieries sont souhaitées par nombre des parties concernées, comme en Yougoslavie, et aujourd'hui en URSS par M. Eltsine et ses amis.

Juste retour de la «gorbymanie», les droits de l'homme en URSS commencent, comme le rappellent les démarches de MM. Bush, Mitterrand et bien d'autres, par ceux de M. Gorbatchev lui-même : une des premières erreurs des putschistes aura été de traiter le prix Nobel de la paix et le signataire des accords de Paris comme un vulgaire apparatchik en disgrâce. A la différence de ce qui s'était passé pour Khrouchtchev en 1964, sa mise au secret et les pesants mensonges sur son «état de santé» ne sont plus jugés acceptables par ses innombrables interlocuteurs des dernières années.

PLUS généralement, l'analyse chronométrée de ce que l'on ose à peine appeler le «programme» de la junte a provoqué un véritable phénomène de rejet. Ce qui paraissait à la rigueur – et cyniquement – tolérable à Pékin il y a deux ans ne l'est plus en 1991 à Moscou : l'Europe libérée d'aujourd'hui ne peut s'accommoder de la présence dans ses rangs d'un régime rétrograde et fascisant, le plus «démocratique» de toute la fameuse «maison européenne», Albanie comprise.

C'est, en substance, le message qu'ont voulu faire passer les Douze de la communauté, réunis mardi à La Haye. Les dirigeants de Moscou, quels qu'ils soient, ont et auront trop besoin de leur aide pour l'ignorer.

M0147 - 0822 0 - 6.00 F



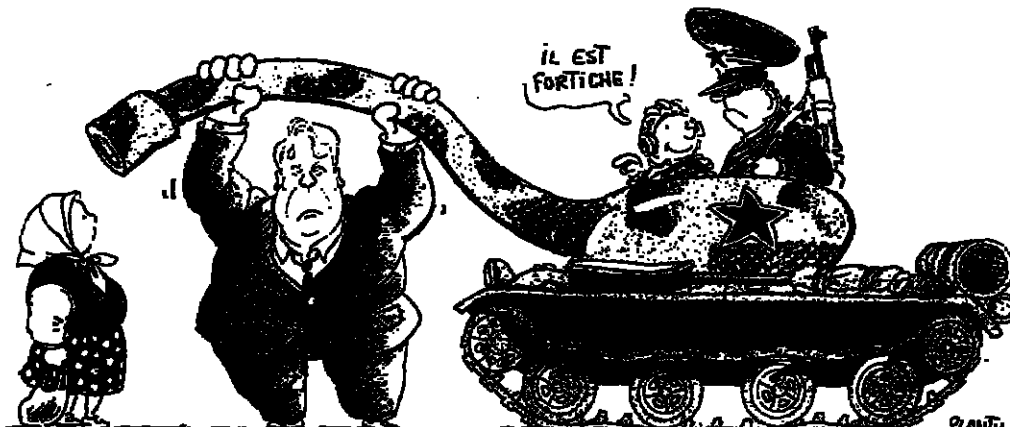
Des milliers de manifestants protègent le Parlement de Russie  
Le KGB propose à M. Eltsine de rencontrer M. Gorbatchev en Crimée

Des incidents opposant des unités blindées à des Moscovites ont fait entre trois et cinq morts dans la nuit du mardi 20 au mercredi 21 août à Moscou. Toutefois, l'intervention militaire que redoutaient les partisans de M. Boris Eltsine contre le Parlement russe où ils se sont retranchés ne s'est pas produite. Des dissensions sont apparues au sein du «Comité d'Etat pour l'état d'urgence» : l'un des huit membres de cette instance, le premier ministre, M. Valentin Pavlov, victime officiellement d'une «crise d'hypertension artérielle» a été remplacé, mardi soir, par l'un de ses adjoints, M. Vitali Dogoujiev. D'autre part, le secrétaire général adjoint du PCUS a demandé à M. Guennadi Ianaev de rencontrer «immédiatement» M. Mikhaïl Gorbatchev en Crimée.

Le chef du KGB, M. Vladimir Krioutchkov, a proposé de son côté à M. Eltsine de l'accompagner en Crimée pour y chercher M. Gorbatchev, selon des déclarations du président russe devant ses députés.

Le Parlement de Tallin a proclamé, mardi soir, l'indépendance de l'Estonie et annoncé des élections générales en 1992. Mercredi matin, des parachutistes soviétiques se sont emparés de la tour de télévision de la capitale de cette République baltique.

Les ministres des affaires étrangères des seize pays membres de l'OTAN étaient réunis mercredi à Bruxelles pour examiner la crise. De leur côté, les chefs d'Etat et de gouvernement de la CEE devaient se réunir, vendredi 23 août vraisemblablement. Ils ont déjà annoncé qu'ils ne participeraient pas à la Conférence sur la dimension humaine prévue en septembre à Moscou. A Paris, M. Mitterrand, au cours d'une conversation téléphonique mercredi matin, a assuré M. Eltsine de son soutien.



### Sous la garde du peuple

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Des bougies et des bouquets de fleurs protégés par de pauvres planchettes assemblées en croix sur la chaussée du boulevard périphérique marquent, mercredi matin, les endroits où sont tombés dans la nuit les défenseurs d'une des barricades, sous la «perspective Kalinine», protégeant le refuge de Boris Eltsine. La pluie obstinée ne parvient pas à laver une large flaque de sang

coagulé. Un peu plus loin, le blindé qui a été assésé et tué se trouve immobilisé. Sa tôle est noircie et tachée. «Il a foncé vers 1 heure du matin dans les trolleys-bus qui forment notre barrage», raconte un homme. Nous l'avons aveuglé avec des couvertures, puis, comme il persévérait dans sa tentative, nous lui avons lancé des cocktails Molotov. L'un d'entre nous, Ilya, est mort sous ses chenilles. Son équipage l'a évacué et a pris la fuite en tirant.

Cinq morts, semble-t-il, ont été dénombrés après cet accrochage tactiquement incompréhensible : on attendait les troupes de choc du KGB par le sud-ouest. L'action fut menée par une petite dizaine de blindés de l'armée régulière en provenance du sud en un endroit où ils ne pouvaient pas espérer effectuer de percée décisive vers le Soviet de Russie.

ALAIN FAUJAS

Lire la suite page 3

## La Russie contre le Kremlin

par Jacques Amalric

Les coups d'Etat soviétiques ne sont plus ce qu'ils étaient : une affaire qu'on pouvait préparer et gérer tranquillement en famille, sans intervention étrangère et à l'abri des regards de tous. Le tour de passe-passe accompli, il suffisait de le faire entériner par un plénum du comité central, traditionnellement aux ordres et toujours prêt à cracher sur celui qui était encaissé la veille.

Les putschistes pensaient, les comploteurs du 18 août ne sont pas, manifestement, gens de grande imagination. Ils ont mené toute leur affaire comme au bon vieux temps, si l'on peut dire, appliquant les anciennes recettes : pas d'arrestations massives ni de censure exceptionnelle, mais utilisation des vacances au bord de la mer Noire de l'homme à abattre, tentative de lui faire reconnaître son «mauvais état de santé», élimination de l'entité du circuit.

Les putschistes pensaient,

apparemment, disposer d'un stout maître pour mener à bien leur entreprise : l'impopularité d'un Mikhaïl Gorbatchev dont on a du mal à mesurer l'ampleur en Occident. L'homme a tant louvoyé, hésité, tergiversé, dévoté et abandonné ses amis, trahi ses promesses, paré à l'étranger, qu'il n'inspirait au mieux que de l'indifférence. Qui allait, dans ces conditions, se soucier de son limogeage ? Personne, assurément.

Et c'est vrai qu'à part la plupart des dirigeants occidentaux,

obnubilés par des «liens personnels» qu'ils estiment – consciemment ou inconsciemment – aussi indestructibles qu'eux-mêmes, rares sont les Soviétiques qui ont pleuré l'élimination de M. Gorbatchev. L'homme avait creusé sa tombe et il n'a eu que ce qu'il méritait, estiment-ils. Et il est tombé sans combattre alors que le danger était évident. Dès le mois de décembre, M. Edouard Chevardnadze le lui avait solennellement désigné lors de sa démission fracassante du ministère des affaires étrangères.

Lire la suite page 4

## Paris rectifie le tir

par Claire Tréan

Mobilisation sur les fronts diplomatique et médiatique, mardi 20 août, pour rectifier le très mauvais effet produit par l'intervention de M. Mitterrand la veille à la télévision. La grande modération avec laquelle le président de la République avait condamné la destitution de M. Gorbatchev en a choqué plus d'un qui attendaient du chef de l'Etat français qu'il appelle un coup d'Etat un coup d'Etat et qu'il trouve quelques mots plus sentis pour rendre hommage à Mikhaïl Gorbatchev plutôt que de rassurer sur le sort de la France des télé-spectateurs qui n'étaient pas, que l'on sache, saisis par la panique.

Jugeant apparemment qu'il était urgent de remonter la pente, on a durci le ton avec ostentation mardi et lancé une de ces initiatives bien mitterrandiennes susceptibles de frapper les esprits : M. Elie Wiesel, Prix Nobel de la paix et proche du président, a été chargé par lui d'aller porter à M. Gorbatchev un message de soutien et d'amitié et de rendre

visite à M. Boris Eltsine. Dès mardi, le Prix Nobel de la paix et le ministre de la culture, M. Jack Lang, annonçaient la création d'un «Comité international pour la démocratie en URSS», immédiatement rejoint par Yves Montand, Jorge Semprun, écrivain et ancien ministre espagnol de la culture, et Michel Serres (1).

Mardi matin, on faisait savoir à l'Elysée que M. Mitterrand, ne parvenant pas depuis la veille à joindre par téléphone le président soviétique destiné, avait décidé de rendre publique la déclaration suivante : «Qu'il ne me soit pas

possible d'atteindre par téléphone le président Gorbatchev afin de lui exprimer la gratitude de la France pour l'œuvre qu'il a accomplie en faveur des libertés dans son pays et de la paix dans le monde, ainsi que mes vœux personnels amicaux, souligne l'urgence d'en revenir à des pratiques démocratiques en URSS, conformes aux engagements qu'elle a pris.»

Lire la suite page 8

(1) Le compositeur Pierre Boulez et l'écrivain albanais Ismail Kadare se sont joints à ce comité. Une manifestation devrait être organisée à Paris au début de la semaine prochaine.

### ARTS • SPECTACLES

#### Les témoins de Jean-Claude Gallotta

Jean-Claude Gallotta, l'un des chefs de file de la danse française, est l'invité de notre supplément «Arts et Spectacles». Il a convoqué ses «grands témoins» au jardin du Luxembourg. Laurent Fabius, Maurice Béjart, Marin Karmitz, Ernest Pignon-Ernest et Alexandre Minkowski ont répondu à ses questions.

Lire pages 11 à 14

### Lire aussi

- M. Vitali Dogoujiev, premier ministre intérimaire
- La situation dans les Républiques
- M. Eltsine prend le commandement des forces armées en Russie
- Les banques de Russie s'opposent à la banque centrale de l'Union
- A Leningrad : «Les fascistes ne passeront pas!»
- Un peuple transformé par ALAIN JACOB
- M. Bush soutient M. Eltsine par ALAIN FRACHON
- La réunion des Douze par CHRISTIAN CHARTIER
- Dans un entretien au «Monde», M. Attali n'exclut pas un embargo
- Condamnation albanaise et circonspection cubaine
- Le Japon «prêt à suspendre son aide» par PATRICE DE BEER
- Un coup dur pour un tourisme balbutiant par FRANÇOISE VAYSSÉ et GUY HERZLICH
- Les industriels français se félicitent de leur prudence par CAROLINE MONNOT
- M. Giscard d'Estaing demande la convocation du Parlement en session extraordinaire
- Des communistes français contestent la position de leur parti pages 3 à 9

# Voyage avec Colomb



August Irvince entouré de sa famille. Les quelques trois mille âmes de la dernière communauté caraïbe l'ont placé à leur tête par deux fois, en 1984 et 1989.

**R**OSEAU. - Le chef est barbu. August Irvince n'a pas jugé bon de s'épiler comme le faisaient ses ancêtres, ces guerriers imberbes décrits par les chroniqueurs européens. A vingt-huit ans, c'est un homme de son temps, de belle carrure et d'un port altier qu'accentue sa coiffure, longs cheveux noirs tirés en arrière et nattés. Sans doute est-ce aussi un gestionnaire avisé puisque, malgré son jeune âge, les quelque trois mille âmes de la dernière communauté caraïbe insulaire l'ont placé à leur tête par deux fois, en 1984 et en 1989. Ce matin, il confère avec son conseil au rez-de-chaussée d'une étonnante petite maison au toit extrêmement pentu, miraculeusement posée sur un à-pic au coude d'un virage. En fond sonore, l'écho des vagues, l'humidité du ressac et de boue qui s'élève de la côte atlantique, en contrebas. Pour rencontrer August, il avait fallu traverser en diagonale la plus montagneuse des Petites Antilles après avoir traversé Roseau, capitale aux allures de gros bourg, lentement remise des dévastations de « David ». En 1979, le passage de ce cyclone laissa une Dominique sinistrée, comptant 60 000 sans-abri sur une population d'un peu plus de 30 000 habitants. Les hommes s'en sont remis plus difficilement que la nature. A mi-parcours, en bordure du parc national qui entoure le morne Trois-Pitons, on s'était autorisé une marche solitaire au milieu d'une forêt éoubernée, cernée par d'immenses fougères et guidée par le grondement sourd d'une chute d'eau. « Si Colomb revenait en Dominique, il retrouverait la même île », disent les délégués touristiques qui vantent cette terre préservée, luxuriante à l'excès, où le regard s'enivre au spectacle d'une verdure déclinée en d'innombrables nuances. Ils exagèrent : de-ci de-là, quelques taches bleues rompent l'harmonie, celles des sacs plastiques qui enveloppent les résidus des bananiers afin de les protéger des oiseaux voraces. Mais ces entorses minimes ne suffisent pas à gâcher la beauté primitive qui émane de cette forteresse volcanique, succession de ravins et d'éperons recouverts de défenses sylvestres.

CETTE géographie d'impénétrable refuge offrit un surris aux Caraïbes. Fatigués de les affronter sans succès durable, alors même qu'ils se disputaient les possessions antillaises, Français et Anglais abandonnèrent la Dominique à son sort et à ses habitants à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, la décrétant territoire neutre jusqu'à ce qu'ils succombent de nouveau à la tentation conquérante. Ce n'est qu'en 1805, tardivement en comparaison de ses voisines, que l'île devint une colonie britannique, gardant toutefois un créole semblable à celui des Antilles françaises. De ce délai résulte une butte-témoin, cette « réserve » concédée en 1903 autour de trois hameaux de la côte orientale, Barbot, Salybia et Sineku. Seul un panneau sur l'unique route zigzagante signale, à l'entrée et à la sortie, ce territoire autonome. Rien, sinon quelques étalages de vannerie, ne traduit une différence dans ce décor de barbares pauvres. Mais les visages ne trompent pas, cheveux lisses et noirs, yeux clairs, qui alternent types métisés et types amérindiens, reconnaissables aux populations amazoniennes.

Avec 1992, ils ont fait une faute : ils nous ont donné l'occasion de parler. Le chef s'arrange du cinquième centenaire, prétexte idéal pour revendiquer et obtenir des concessions du gouvernement de son pays, formellement indépendant depuis 1978. Faisant antichambre, on avait lu comme un signe annonciateur du continent l'affiche d'appel à la prochaine réunion convoquée en Equateur pour définir « une réponse indienne unifiée » aux commémorations de l'an prochain. Sous l'auvent désert du « carbet », la maison collective de la réserve, August détaille son cahier de doléances : adaptation des programmes scolaires, amélioration des services de santé, combat contre la discrimination à l'embauche. Discours classique de syndicaliste qui se termine par l'annonce victorieuse des résultats de la dernière négociation : à l'avenir, la réserve contrôlera les deux entrées, prenant en charge les visites touristiques. « Cela nous échappait. Les chauffeurs pouvaient aussi

## 20. Caraïbes, pour mémoire

par Edwy Plenel

bien nous présenter comme d'affreux cannibales !

Chef, c'est un métier à plein temps, et le nôtre est pressé. Son conseil l'attend, qui discute encore de la liste des invitations au prochain Carib Day. Les traditions ne semblent pas son fort. Tout au plus confirme-t-il que les femmes ne peuvent se marier hors de la communauté tandis que les hommes folâtraient comme bon leur semble, accentuant le méprisage. Que reste-t-il des origines ? Une identité revendicative et un zèle d'habitudes. Une médecine traditionnelle, des cérémonies funéraires, des légendes revisitant l'histoire du monde, tel ce long serpent tressé au-dessus de nos têtes, symbole d'un Maître Bon dont l'escalier Tête-chien, promontoire rocheux face à la mer, serait la trace qu'il laissa avant d'aller se lover au fin fond du morne Diablotin, au cœur de l'île. August Irvince gère de vagues souvenirs et d'urgences nécessités, les premiers servant d'argument aux seconds. Un fin politicien qui nous laisse sur notre faim. Le passé suffira bien à nous rassasier.

Rien n'est moins sûr. Car notre connaissance de ces peuples sans écriture repose sur les seuls récits occidentaux du premier contact. Inévitablement empreints de préjugés, ils se résument en un seul mot qui oblitère tout le reste : anthropophagie. Les Caraïbes - ou Karibs, Caribs, Carybas - des Petites Antilles seront d'emblée érigés au statut d'Autre repoussant, tout juste bon à être exterminé. D'ailleurs, la découverte à ses « idoles » dont l'existence justifiera a priori tous les abus. Dès, dans une lettre aux Rois écrite à son premier retour en Espagne, Colomb, tout en faisant l'éloge de « ses » Indiens chrétiens en puissance, avait mentionné l'existence d'une « île peuplée de gens très féroces qui mangent de la chair humaine ». Mais, quelques phrases plus loin, énumérant les promesses d'Hispaniola, il mêle le tout et, entre le coton, le bois d'aloès et la cannelle, assure qu'on y trouve « également des esclaves que l'on pourra prendre parmi les idolâtres ». Arrivé à Hispaniola fin 1493, il renvoie le 30 janvier 1494 des bateaux avec quelques captifs caraïbes et un mémoire écrit où il propose hardiment d'instituer une traite esclavagiste afin de rentabiliser les voyages. « Pour le bien des âmes des cannibales, et même des habitants d'ici, écrit-il, il nous est venu à l'esprit que plus loin on en trouvera mieux cela vaudra, et qu'en cela leurs Altesses pourraient être servies ». Son idée est de « payer » les convoqueurs des navires chargés de l'approvisionnement d'Hispaniola « en esclaves cannibales, gens féroces mais gâtés bien faits et de très bon entendement, lesquels, attachés à leur inhumanité, seront les meilleurs esclaves qui soient et perdront leur mauvaise coutume ».

« Manière dont les prêtres caribs souffrent le courage » (Gravure de 1721.)

Les Caraïbes - ou Karibs, Caribs, Carybas - des Petites Antilles seront d'emblée érigés au statut d'Autre repoussant, tout juste bon à être exterminé.



venit saisir, surtout celles qui sont jeunes et belles, qu'ils gardent pour leur service et pour en faire leurs concubines (...). Ces femmes nous disaient aussi que les Caraïbes étaient d'une grande cruauté qui paraît incroyable, qu'ils mangent les enfants qu'ils ont d'elles et qu'ils élèvent seulement ceux que leur donnaient les femmes de leurs îles. Les hommes qu'ils peuvent saisir vivants, ils les emmènent chez eux pour les livrer à la boucherie, et ceux qu'ils n'ont que morts, ils les mangent sur-le-champ. Ils disent que la chair de l'homme est si bonne qu'il n'y a rien de meilleur au monde.

D'ESORMAIS, la découverte à ses « idoles » dont l'existence justifiera a priori tous les abus. Dès, dans une lettre aux Rois écrite à son premier retour en Espagne, Colomb, tout en faisant l'éloge de « ses » Indiens chrétiens en puissance, avait mentionné l'existence d'une « île peuplée de gens très féroces qui mangent de la chair humaine ». Mais, quelques phrases plus loin, énumérant les promesses d'Hispaniola, il mêle le tout et, entre le coton, le bois d'aloès et la cannelle, assure qu'on y trouve « également des esclaves que l'on pourra prendre parmi les idolâtres ». Arrivé à Hispaniola fin 1493, il renvoie le 30 janvier 1494 des bateaux avec quelques captifs caraïbes et un mémoire écrit où il propose hardiment d'instituer une traite esclavagiste afin de rentabiliser les voyages. « Pour le bien des âmes des cannibales, et même des habitants d'ici, écrit-il, il nous est venu à l'esprit que plus loin on en trouvera mieux cela vaudra, et qu'en cela leurs Altesses pourraient être servies ». Son idée est de « payer » les convoqueurs des navires chargés de l'approvisionnement d'Hispaniola « en esclaves cannibales, gens féroces mais gâtés bien faits et de très bon entendement, lesquels, attachés à leur inhumanité, seront les meilleurs esclaves qui soient et perdront leur mauvaise coutume ».

« On pourrait en capturer beaucoup », ajoute-t-il. En marge de cette proposition, les Rois Catholiques feront écrire : « décision suspendue ». En Espagne, l'Amiral déroute : après avoir promis un afflux de chrétiens, il suggère des convois d'esclaves. Scrupules de courte durée : en 1503, les monarques autoriseront l'esclavage des Indiens s'ils sont Caraïbes. Sur place, il y a longtemps qu'on ne fait guère plus la différence entre les uns et les autres. Nul doute donc que Colomb a lui-même initié le pire. Durant ce second séjour où, après son expédition cubaine, il sera retenu à Hispaniola de septembre 1494 à mars 1496, avant de s'en retourner une nouvelle fois en Espagne, il perd ses marques. Ce meneur de marins n'est pas fait pour gouverner à terre. Depuis qu'en septembre 1493 il est parti triomphalement de Cadix, vice-roi confirmé entraînant dix-sept navires et quelque 1 500 hommes, il accumule les déconvenues. Après les farouches Caraïbes, il ne retrouve de la Navidad, l'établissement laissé au nord d'Hispaniola, que terre brûlée et cadavres.

L'harmonie n'est plus qu'une souvenance, submergée par le dégoût de la débauche et des corps. Les hommes, Colomb compris, tombent malades, la colonie

tombée du ciel : « Viendront des hommes habillés qui nous domineront et nous tuent. » Ils crurent d'abord que cet oracle concernait les cannibales. Maintenant, ils pensent qu'il s'agit de l'Amiral et de ses compagnons.

RAMON PANÉ, l'homme qui recueille cette prophétie, est un hiéronyme catalan chargé par Colomb, lors de ce deuxième voyage, d'une enquête exhaustive sur les Indiens, leurs coutumes et leurs croyances. A nouveau, le personnage se dérobe : le même Amiral qui, selon certains chercheurs, se contenta de plaquer ses préjugés sur la réalité, commande ce que d'autres chercheurs considèrent comme la première enquête ethnographique du Nouveau Monde. « Colomb a découvert l'Amérique mais non les Américains », écrit Tzvetan Todorov dans sa *Conquête de l'Amérique*. « L'altérité humaine est à la fois révélée et refusée. » A l'inverse, l'américaniste Serge Gruzinski estime que Colomb et surtout Pané transmettent « une sensibilité ethnographique », « explosant des thèmes aussi cruciaux que les corps, les morts, les visions, les états de possession, les mythes d'origine, sans que jamais l'observation plonge sous le stéréotype et le préjugé ».

Pané, c'est le premier ethnologue. Sans lui, nous ne pourrions rien comprendre. Marquée par l'esprit de l'inquisition, sa relation est fautive. Croisé à la Gaudeloupe, où il est directeur régional des fouilles et antiquités, Henry Petitjean Rogez ne tarit pas d'éloges sur ce moine qui lui a permis d'éclaircir le mystère des « pierres à trois pointes ». Au lieu de les dévaloriser en parlant d'idole ou de fétiche, Pané a en effet repris le terme autochtone de *cent* ou *señor* pour désigner des objets qui sont au centre de l'univers taino et dont Colomb lui-même précisera qu'ils favorisent « les moissons, les femmes en couches, la pluie et le soleil ». Confrontant le récit du religieux à d'énigmatiques plaques en forme de triangle aux extrémités souvent sculptées trouvées en nombre dans les îles, Petitjean Rogez a reconstitué le mythe des origines qui fonde la culture amérindienne des Antilles. Une tradition sophistiquée qui, en résumé, repose sur deux symboles : la grenouille, élément féminin, associée à l'eau et à l'humidité, la chauve-souris, élément masculin, identifié à l'air et à la sécheresse.

Discipline récente, qui n'a pris son essor que depuis 1960, l'archéologie précolombienne antillaise distingue grosso modo trois phases de peuplement des îles à partir du début de l'Amérique latine, du delta de l'Orinoco et du bassin amazonien. Les Caraïbes représentent la dernière vague, arrivée autour de 600-700 après J.-C. Ce qui explique sans doute qu'ils aient gardé les traditions anthropophagiques que les royaumes d'Hispaniola avaient abandonnées. « Ils sont très bien, ces Caraïbes », commente Petitjean Rogez. « Ils sont marins, excellents guerriers. Quant à leur cannibalisme, il est totalement ritualisé ». Tout récemment, en 1990, a été exhumé des Archives de Carpentras le plus ancien témoignage connu sur les Indiens des Petites Antilles. Il s'agit du récit d'un librettiste français anonyme qui, naufragé, vécut en leur compagnie près d'un an, de 1619 à 1620, en Dominique et en Martinique.

REGARD sobre, dénué de moralisme, qui nous montre une société complexe, marquée par une étonnante dichotomie sexuelle, hommes et femmes utilisant des langages différents. Vantant le « bon traitement » qui fut le sien, l'auteur décrit minutieusement les festins de chair humaine auxquels il assista. Seule la viande humaine est consommée, afin d'acquiescer la force de l'ennemi, qui n'est découpé, boucané et mangé qu'après avoir été tré d'un coup de massue par celui qui l'a fait prisonnier et qui est ensuite tenu de jeûner. « C'est moi qui arrive, moi votre nourriture », Hans Staden, qui, au milieu du XVI<sup>e</sup> siècle, dut prononcer cette phrase en arrivant chez les Tupinambas du continent, sur le territoire de l'actuel Brésil, fut plus inquiet sur son sort que le futur ami des cannibales. Mercenaire allemand au service des Portugais, il était dans le camp ennemi. Avant survécu par miracle, il publia en 1557 un récit de son séjour chez les « sauvages nus, féroces et anthropophages » où l'on retrouve les mêmes rituels que chez les Caraïbes.

Montaigne avait-il lu ce livre quand il osa comparer la cruauté gratuite des guerres de Religion aux féroces rituels des cannibales ? « Je pense, écrit-il, qu'il y a plus de barbarie à manger un homme vivant qu'à le manger mort, à déchirer par tourments et à gêner un corps encore plein de sentiments que de le tuer et manger après qu'il est trépassé. » Moment de trouble et d'ébranlement des consciences. Tentant de se faire passer pour un Français auprès de ces mangeurs d'hommes qui tenaient la France pour leur alliée, Hans Staden aura la désagréable surprise d'entendre l'un de ses anciens visiteurs ses amis indiens et leur dire : « Tuez-le et mangez-le, car ce soldat est un vrai Portugais, votre ennemi et le mien ». Allez vous étonner après ça qu'en Martinique un admirable poète, Aimé Césaire, ait un jour écrit : « L'Europe est indéfendable ».

Prochain article :

Au bord des mondes

Retrouvez les épisodes de « Voyage avec Colomb » sur France-Culture, du lundi au samedi, à 16 h 15.

LA CR  
M. Valentini



Lomb

émoire

هكسان الثماني

# LA CRISE EN UNION SOVIÉTIQUE

Les difficultés du Comité d'Etat

## M. Valentin Pavlov écarté du pouvoir

Une étrange épidémie frappe ces jours-ci les hommes politiques soviétiques : après le président Mikhaïl Gorbatchev, déposé lundi 19 août « pour raisons de santé », c'était au tour du premier ministre, M. Valentin Pavlov, l'un des huit membres du Comité d'Etat qui a pris le pouvoir en URSS et décoré l'état d'urgence, de tomber victime d'une « crise d'hypertension artérielle » qui a imposé son remplacement par le premier vice-premier ministre M. Vitali Dégoujiev, selon une annonce faite mardi soir par la télévision soviétique.

Le ministre des affaires étrangères, M. Alexandre Bessmertnykh, a également été déclaré souffrant « pour deux jours » par un de ses collaborateurs, interrogé par l'AFP, bien que mercredi, une source diplomatique soviétique, à Tokyo, ait affirmé que le ministre était rentré de vacances et avait regagné son poste.

Peu après l'annonce du remplacement de M. Pavlov, le bruit a aussi couru, relayé dans la soirée par l'agence de presse non officielle Interfax, que deux membres éminents du Comité d'Etat, le chef du KGB, M. Vladimir Koukouchkov, et le ministre de la Défense, le général Dimitri Iazov, étaient tombés à leur tour, démissionnaires. Cette information a toutefois été démentie officiellement, ainsi que par le bras droit du président russe Boris Eltsine, M. Guennadi Bourboulis, qui a indiqué avoir eu, mercredi matin, deux entretiens téléphoniques avec le président du KGB.

La mise à l'écart de M. Pavlov pose en tout cas de sérieuses questions sur la cohésion de la « junte » comme dit M. Eltsine - au pouvoir depuis lundi et qui donne de plus en plus de signes de confusion



et d'impuissance. L'annonce du « malaise » du premier ministre a en effet coïncidé avec la multiplication d'informations sur un assaut imminent du Parlement de Russie, ce bâtiment que les Moscovites appellent souvent « la Maison Blanche », dans lequel sont retranchés le président Eltsine, chef de file de la résistance au coup d'Etat, et toute son équipe. La nouvelle et les rumeurs concomitantes ont donc alimenté aussitôt les spéculations sur de probables divisions au sein du Comité d'Etat sur l'opportunité ou non d'employer la manière forte contre le Parlement russe, opération qui n'aurait pas manqué de se solder par un bain de sang étant donné la foule de Moscovites massée aux abords du bâtiment pour le défendre, comme à Vilnius au mois de janvier.

La confusion qui semble avoir régné au Comité central du PCUS dans la journée de mardi renforce également cette impression d'impro-

visation. Selon des sources au Comité central, citées notamment par l'agence de presse russe RIA, des discussions se sont engagées sur la nécessité de convoquer un plénum extraordinaire pour démettre M. Gorbatchev de ses fonctions de secrétaire général du parti. « Les initiateurs de cet appel se sont retrouvés en minorité », selon un participant aux discussions cité par RIA. Il n'y aura donc pas de plénum dans l'immédiat. Une autre source du comité central a affirmé à l'AFP qu'une intervention militaire contre le Parlement de Russie avait été envisagée dans la nuit de lundi à mardi, mais a été annulée « afin d'éviter une effusion de sang ».

Les divisions n'ont apparemment pas ébranlé l'armée, ce qui confirmerait la justesse du calcul de M. Eltsine, qui mise sur une alliance de l'armée avec le peuple. Comment expliquer autrement la bevère de la nuit de mardi à mercredi, qui a fait

au moins trois, sans doute cinq morts (voir le reportage d'Alain Faujas) sur une barricade du centre de Moscou? Le général Nikolai Kalinine, commandant de la région militaire de Moscou et responsable de l'application de l'état d'urgence, a dénoncé dans un communiqué mercredi matin les « provocateurs » qu'il a rendus responsables des incidents de la nuit; ce sont ces « provocateurs », dit-il, qui ont tiré sur des blindés qui patrouillaient pour faire respecter le couvre-feu. Faible explication de la part d'un responsable militaire qui, en tout état de cause, est incapable de faire respecter ce couvre-feu, superbement ignoré par les milliers de personnes présentes toute la nuit près du Parlement.

D'autres interrogations ont été soulevées par l'attitude du président du Soviet suprême d'URSS, M. Anatoli Loukianov, qui sans être membre du Comité d'Etat put-schiste, s'était nettement rangé ces derniers mois aux côtés des conservateurs. Or M. Loukianov a reçu mardi trois dirigeants de Russie proches de M. Eltsine (le vice-président Alexandre Rouskoï, le président du Parlement russe, M. Rousslan Khasboulatov, et le premier ministre, M. Ivan Silaev) qui ont déclaré ensuite avoir trouvé en lui une oreille tout à fait attentive et prête à d'autres entretiens. M. Rouskoï a remis à M. Loukianov une liste de dix revendications de M. Eltsine, parmi lesquelles la démission de la « junte » et un examen médical pour M. Gorbatchev.

Plus engagé que jamais dans l'opposition aux putschistes, le président Eltsine, entouré d'une nuée de garde du corps extrêmement nerveux, est sorti au balcon du Parlement pour haranguer des dizaines de milliers de personnes - comme le faisait à Leningrad le même Anatoli Sobtchak - puis a enregistré plusieurs appels télévisés. Son décret, mettant hors la loi les nouveaux dirigeants du Kremlin, a été « fixé » à travers toute

l'Union soviétique pour être placardé dans les coins les plus reculés du pays, tandis que le colonel Rouskoï appelait l'armée à résister au putsch. La direction russe, a indiqué M. Vladimir Loukine, président de la commission des affaires étrangères du Parlement russe, estime contrôler 70 % des structures du pouvoir dans la Fédération de Russie.

S'imposant même en interlocuteur du Comité d'Etat, M. Eltsine a fait téléphoner au « président par intérim » de l'URS, M. Guennadi Ianaev, par son collaborateur M. Bourboulis, qui a retiré de cette conversation l'impression que M. Ianaev « ne contrôlait pas la situation ». Finalement, le général Kobets, homme de confiance de M. Eltsine qui l'a chargé de superviser toutes les questions de sécurité, est en contact avec les responsables militaires chargés de faire appliquer l'état d'urgence.

Pourtant, la confusion n'épargne pas non plus le camp de M. Eltsine. La réunion du Parlement de Russie prévue mercredi matin n'a pu commencer à l'heure, en raison du nombre insuffisant de députés qui se trouvaient là. Dans la nuit, l'angoisse avait fini par gagner certains députés, auxquels avaient été distribués des masques à gaz : « Nous sommes mal organisés, mais nous ne savons pas quoi faire », s'écrit l'un d'eux, tandis que le général Kobets annonçait l'attaque pour minuit ou une heure du matin... Calme, comme l'avait été dans des circonstances similaires le président lituanien Vytautas Landsbergis, retranché dans son Parlement assiégé à Vilnius, le président Eltsine fit savoir qu'il n'entendait pas quitter l'immeuble. A deux heures du matin, il y était rejoint, sous les applaudissements de la foule, par M. Edouard Chevardnadze, l'ancien ministre des affaires étrangères de M. Gorbatchev, qui a lui aussi très clairement choisi son camp, allant jusqu'à critiquer l'ancien président soviétique.

### M. Vitali Dégoujiev premier ministre intérimaire

M. Vitali Dégoujiev, qui, selon la télévision soviétique, remplace temporairement le premier ministre Valentin Pavlov pendant sa « maladie » est le numéro deux du gouvernement constitué en janvier dernier après la démission de M. Ryjkov. Né en 1935, appartenant à l'ethnie caucasienne des Adygues et membre du Parti communiste depuis 1955, M. Dégoujiev a fait ses études à Dniepropetrovsk, en Ukraine, et dirigé diverses installations atomiques jusqu'en 1983, date à laquelle il a été nommé vice-ministre des constructions mécaniques générales, l'organisme qui supervise la construction des missiles stratégiques soviétiques. Placé à la tête de ce ministère en juin 1988, il était nommé en plus tard vice-président du gouvernement de l'URSS et président de la commission d'Etat pour les « situations exceptionnelles », dirigée à ce titre les travaux sur la centrale de Tchernobyl. Il a également présidé, ces deux dernières années, la commission chargée du problème des Tatars de Crimée.

## Sous la garde du peuple

Suite de la première page

On redoutait une agression rapide et brutale. Ce fut une escarmouche à l'issue de laquelle l'unité attaquante fit savoir qu'elle ne voulait plus s'en prendre aux hommes de M. Boris Eltsine.

Sur les bords de la Moskova, un camp retranché de fortune protège désormais la « Maison Blanche », le siège du Soviet suprême (parlement) de Russie et quartier général de M. Boris Eltsine contre une attaque, toujours attendue, des troupes dévouées au nouveau Comité d'Etat.

La première ligne de défense n'est pas des plus impressionnantes. Barrant la « perspective Koutouzovski » et devant le pont qui mène au Soviet de Russie, on trouve quelques bobines de câbles téléphoniques, des bancs et des fers à béton puis deux camions et une grue, ensuite deux vieux chars de la division Taman qui ont choisi le camp légaliste de M. Eltsine contre les « tombeurs » de M. Gorbatchev. Enfin, deux trolley-bus à soufflets dont les pneus ont été dégonflés.

Sur le flanc nord-est et pour le cas où les troupes du gouvernement soviétique débouleraient du Kremlin, une barricade à base d'autobus et de blindés est complétée, avec le concours d'un camion-grue, par d'énormes blocs de béton sous les yeux d'une foule déconcentrée qui s'agglutine autour des transistors branchés sur Radio Russia ou d'un orateur équipé d'un porte-voix. Adolescents aux yeux brillants d'excitation, amoureux porteurs de petites banderoles, grands-mères au bord des larmes, ils sont des dizaines de milliers à tourner dans la nuit autour de cette « Maison Blanche » qui représente pour eux le bastion d'une liberté toujours menacée.

Les tankistes « amis » doivent souper et frites apportées par des matrones souriantes, tout en faisant vrombir le moteur de leurs mastodontes à intervalles réguliers. On quête, pour la subsistance des défenseurs. Au pied des escaliers situés du côté du fleuve qui

mène au bâtiment central, une haie de militants munis d'un brassard canalise les visiteurs qui apportent des provisions. Se découvrant sur la balustrade de l'esplanade de drôles de barricades faites d'un brio-à-brac de planches, de poutrelles et de fers d'acier. C'est beau à la lumière des projecteurs, mais ce ne doit pas être très efficace. Des hommes se relaient pour brandir un grand crucifix ou est accrochée la photo d'un Christ en agonie.

### Putschistes en peau de lapin?

Dans le « fortin » proprement dit - l'esplanade - cela ressemble plutôt à la cour de la Sorbonne façon mai 1968. Tout l'après-midi, les cadres ont recruté les bonnes volontés et formé des « centurions », ce qui n'a pas empêché quelques anarchistes de planter leur pavillon noir dans la place. Il existe une « roulotte » organisée mais de nombreux feux permettent à chacun de garder son morceau de créneau tout en bénéficiant d'abondance dans des volutes de fumée. Avec, aux avant-postes, un tas de briques-munitions et, à l'arrière, une infirmerie dûment signalée. Il y aurait dans les étages des armes, des vraies, distribuées aux ministres de la République.

### Le retour de Rostropovitch

Le violoncelliste russe est arrivé, mardi 20 août, à Moscou en provenance de Paris, pour « être avec son peuple » durant le « cauchemar » du coup d'Etat. Metislav Rostropovitch, qui a décidé de faire ce voyage au dernier moment, devait encore obtenir un visa d'entrée en URSS auprès des autorités de l'aéroport. Le musicien exilé, privé de la citoyenneté soviétique depuis 1978, avait effectué, l'an dernier, un grand retour sur sa terre natale où il avait donné plusieurs concerts. - (AFP)



Ici, tout le monde pense qu'« ils sont obligés d'attaquer ». Parce que M. Guennadi Ianaev, le nouveau président, et son Comité d'Etat doivent de toute urgence prouver qu'ils ne sont pas les médiocres et les indécis qui ont fait beaucoup rire - ou pleurer - les Soviétiques, la veille, lorsqu'il ont, au cours d'une conférence de presse, tenté d'expliquer qu'ils feraient du gorbatchévisme sans Gorbatchev. Et pour prouver qu'ils ne sont pas des putschistes en peau de lapin, ne leur faut-il pas empêcher MM. Boris Eltsine, Edouard Chevardnadze, l'ancien ministre des affaires étrangères, et Gavril Popov, le maire de Moscou, de les broadcaster devant plusieurs dizaines de milliers de personnes enthousiastes, à une portée de canon de la place Rouge? Qu'est-ce que c'est que ce coup d'Etat qui laisse les opposants en liberté et dont les flottes découragent ses soutiens naturels?

« Ils sont obligés d'attaquer », parce que le KGB est, dit-on, divisé, parce que des garnisons

de province ont basculé du côté du président russe et que le Patriarche de toutes les Russes, Alexis II, a demandé que le frère ne passe pas sur le frère et qu'on entende au moins une fois la voix de M. Gorbatchev. « Ils sont obligés d'attaquer » car la milice ne sait plus à quels ordres se vouer et l'agence Tass, comme le périodique Troud, deviennent presque accueillants aux communiqués venus du Soviet de Russie. Quant aux Izvestia, non contents de publier l'appel à la résistance de M. Eltsine, elles ont placé à la « une » une photo de son meeting géant de l'après-midi.

La radio « Echo de Moscou » a recommencé à émettre après la libération de l'emprise du KGB et les passants viennent noter sa nouvelle longueur d'ondes sur des affichettes collées jusque sur les flancs des chars gouvernementaux postés aux endroits stratégiques.

De feux en feux, de groupes en groupes, on ne veut retenuir que ces bonnes nouvelles ainsi que l'annonce des puits de mine

## Fromage, café et saumon fumé dans les magasins de Moscou

Plusieurs produits introuvables depuis plusieurs années dans les magasins soviétiques ont subitement fait leur apparition dans les établissements du centre de Moscou. Dans la matinée de mardi, les Moscovites s'agglutinaient en longues files d'attente devant les épiceries d'Etat, réputées pour leurs étalages vides et poussiéreux, afin d'acheter des chapelets de saucisses, du fromage, du café, des bonbons, de la volaille ou même du saumon fumé. Les nouvelles autorités ont manifestement ouvert des stocks jusque-là bien cachés et livré aux magasins des produits rares pour se concilier l'opinion. « Il faut en profiter, on ne sait pas combien de temps ça va durer... », déclarait une vieille dame, croquant sous une pile de boîtes de biscuits. « Ça fait longtemps que je n'avais pas senti un

bon arôme », s'exclamait une jeune femme en entrant dans une boutique de thé et de café.

Un peu plus loin, un camion livra des cages d'aubergines, un légume jusqu'à présent fourni exclusivement par les commerçants privés, qui vendent leurs produits trois à dix fois plus cher que les magasins d'Etat.

« Ils vendent du fromage », expliquait une jeune femme, interrogée par les passants à la sortie d'une pâtisserie qui propose aussi du lait, du beurre et des œufs intacts.

Habités aux pénuries, les Moscovites achètent en grande quantité depuis quarante-huit heures les produits disponibles et se préparent à l'éventualité de temps plus durs. Lundi, les files d'attente étaient longues devant les stations d'essence de la capitale. - (AFP)

en grève en Sibérie mais sans s'apesantir sur l'absence de grève générale et illimitée. Qu'il porte l'attentisme prudent des Républiques prêchant le calme en attendant de voir qui l'emportera au Kremlin, puisque l'agence RIA annonce que M. Ianaev a promis à M. Eltsine qu'il n'avait pas donné et qu'il ne donnerait pas l'ordre de prendre la « Maison Blanche ». Qui dit vrai?

« Ils sont obligés d'attaquer autrement ils sont fichtus et leur coup d'Etat tournera à la farce d'Etat ». Les sages et les pessimistes n'en démordent pas : « soixante avions auraient permis d'achever un renfort d'élites depuis Odessa ». « Le coup viendrait par la route de Minsk! » « Dans une heure, dans deux heures ». Ou à l'aube. Ou demain...

Après le coup d'Etat pour raisons de santé, les nouveaux dirigeants d'URSS seraient-ils en train d'inventer l'assaut mou et la répression lénifiante? Les premières victimes tombées à Moscou cette nuit rappellent que cette pagaille politique et militaire peut déboucher à tout moment sur le massacre d'une foule russe décidée à vendre chèrement son drapeau et sa liberté.

ALAIN FAUJAS



## LA CRISE EN UNION SOVIÉTIQUE

L'organisation de la résistance au coup d'Etat

## M. Boris Eltsine a pris le commandement des forces armées sur le territoire de la Russie

M. Boris Eltsine a annoncé, mardi 20 août en début de soirée, qu'il prenait le commandement des forces armées soviétiques sur le territoire de la Russie et a déclaré sans objet tous les ordres donnés par le maréchal Iazov, ministre de la défense de l'URSS.

« Je prends en charge le commandement des forces armées soviétiques sur le territoire de la Russie à partir du 20 août à 17 heures (14 h 00 GMT), jusqu'à la restauration complète de l'activité des organes constitutionnels et des institutions du pouvoir d'Etat », a indiqué M. Eltsine dans un décret publié par la présidence russe. En même temps, M. Eltsine a nommé ministre de la défense de la Russie M. Konstantin Kobets, qui était jusqu'à présent président du comité d'Etat à la défense de la Fédération de Russie.

## Un « sentiment de mépris »

« Mes pleins pouvoirs de commandement sur les forces armées soviétiques sur le territoire de la Russie prendront fin lorsque le président de l'Union soviétique reprendra ses fonctions ou que sera mis en place, conformément à la Constitution de l'URSS, un nouvel organe de direction des forces armées », ajoute le président de la Russie.

« Tous les détachements militaires de l'URSS, les troupes du KGB, déployés sur le territoire de la République de Russie, doivent rester sur le lieu habituel de leur stationnement », indique le décret, qui souligne que « les détachements militaires qui ont été déplacés doivent rejoindre leur point de départ. M. Eltsine ajoute que tous les ordres donnés depuis le 18 août par le maréchal Iazov sont nuls et non avenue, dans la mesure où le ministre soviétique de la défense a « participé au coup d'Etat ».

D'autre part, M. Eltsine a enregistré un message télévisé où il appelle les soldats à « ne pas déshonorer les armes de la Russie par le sang du peuple ». Apparaissant en bras de chemise, le président de la République de Russie, qui s'est bariolée dans le Parlement russe avec ses sympathisants, déclare que « le prétendu ordre promis par ces soldats apportera à la patrie (...) la répression, les camps de concentration et les arrestations nocturnes ».

L'appel de M. Eltsine a été enregistré par la télévision russe qui est dans l'impossibilité d'émettre depuis le renversement du président Mikhaïl Gorbatchev. Une copie de la cassette vidéo a été obtenue par l'agence d'images Visnews mais une partie seulement de l'enregistrement a été diffusée à Londres.

« Tout cela ne peut inspirer qu'un sentiment, à des personnes normales, le mépris », dit Boris Eltsine, ajoutant que « les aventuriers politiques qui se sont posés en autorité suprême et

se sont engagés dans une conspiration constitutionnelle, commettant ainsi un crime d'Etat extrêmement grave ».

« Trompant le peuple, la patrie et la Constitution, ils se sont placés en dehors de la loi ».

## « Procédés démocratiques »

Boris Eltsine accuse les auteurs du coup de force d'avoir eu recours, dans leurs déclarations de lundi, à des « procédés démocratiques » consistant à imputer les problèmes du pays aux forces démocratiques.

« Quel mensonge hypocrite ! n'est-ce pas Pavlov ? (le premier ministre soviétique) qui a provoqué cette inflation et ces hausses de prix sans précédent ? N'est-ce pas Iazov (le ministre soviétique de la défense) qui, à la tête des généraux, a réduit les conscripts au dénuement et les a privés de leurs droits ? N'est-ce pas Pugo (le ministre de l'Intérieur) qui est responsable des événements de la Baltique ? Et ces gens-là promettent de rétablir l'ordre dans le pays ! Et M. Eltsine conclut en ces termes : « J'en appelle à vous, soldats et officiers de Russie, ne vous laissez pas abuser aveuglément par ceux qui veulent défendre leurs privilèges (...), sachez faire la part de la vérité et des mensonges. En cette heure difficile, ne déshonorez pas les armes de la Russie par le sang de votre peuple. Les jours des mensonges sont-ils passés. La loi et l'ordre prévalent. La Russie sera libre. » (AFP, Reuters)

## Contre le Kremlin

Suite de la première page

Mais le président soviétique avait alors préféré préciser avec ses ennemis et même en promouvant certains, ceux-là même qui viennent de l'abandonner. La semaine dernière, c'était au tour de l'obédience de la perestroïka, M. Alexandre Iakovlev, de fêter la sonnette d'alarme et de mettre en garde M. Gorbatchev contre le risque d'un coup d'Etat. En vain lui aussi.

Pas étonnant, donc, que M. Chevachnadze, un homme qui mesure pourtant ses propos, ait eu mardi 20 août des mots très durs pour saluer la chute de son ancien ami. Faisant allusion au départ en vacances de M. Gorbatchev, alors que la tension montait avant la signature hautement symbolique d'un nouveau traité de l'Union, il a estimé que « quitter la capitale et abandonner son poste était évidemment une grossière erreur : cela relève de l'inconséquence ». N'excluant même pas une vague complicité du président renversé avec les comploteurs, il a ajouté cette remarque accablante : « Je veux croire que, dans ce complot, Gorbatchev est la victime et non l'instigateur, car si c'était le cas, il aurait signé son arrêt de mort, une mort physique, morale et politique ».

Qu'il soit ou non complice de son éviction, qu'il fasse ou non une éphémère réapparition conformément aux vœux pieux des dirigeants occidentaux, M. Gorbatchev est sans doute aujourd'hui mort.

politiquement. Les putschistes n'ont pas pour autant atteint leur but, car ils se sont trompés d'adversaire. Leur vrai ennemi n'était pas M. Gorbatchev — cette sorte de radical-socialiste dépassé, par la tempête qu'il avait contribué à déclencher mais qu'il ne maîtrisait plus — mais l'instinctif sentiment de liberté et d'impertinence qui phagocyte la société soviétique depuis quelques années, depuis la disparition de la peur télesantante. Et ces sentiments, malheureusement pour les comploteurs, s'incarnent dans un homme qu'on peut aimer ou ne pas aimer, peu importe : M. Boris Eltsine, élu président de la Russie avec une majorité de plus de 60 %. L'ancien apparatchik converti sur le tard à la démocratie, dorénavant spécialiste de la dénonciation de la nomenklatura et qui se dit partisan du droit à l'autodétermination pour les peuples de l'empire, constitue le grain de sable qui grippe la machine.

## Arrivages de saucisses

Les membres du Comité pour l'état d'urgence l'ont compris, mais un peu tard. Sans doute espéraient-ils le circonvenir, misant sur son « russisme » et sur la vieille rivalité qui l'a longtemps opposé à M. Gorbatchev. Des émissaires ont même été envoyés pour titer le terrain. Inutilement jusqu'à présent, car M. Boris Eltsine a conscience

aujourd'hui d'incarner le seul vrai pouvoir démocratique à Moscou. L'appel qu'il vient de lancer aux forces armées soviétiques stationnées sur le territoire de la Russie est significatif à cet égard : c'est la proclamation d'un véritable contre-pouvoir. Et, mercredi matin encore, l'immense immeuble blanc qui abrite le Parlement et le gouvernement de la Russie sur les bords de la Moskova, restait « tout du vieux Kremlin » et haut lieu de la résistance à ceux qui cherchent à ressusciter le brejnevisme.

Tous les Soviétiques, bien sûr, ne sont pas prêts à mourir pour M. Boris Eltsine et la proclamation d'un pouvoir russe. Bon nombre de Moscovites se laisseront sans doute séduire par les saucisses, le beurre et la volaille que le Comité pour l'état d'urgence a fait déverser à la hâte dans les magasins de la capitale, désespérément vides hier encore. Ils n'en sont pas moins plusieurs dizaines de milliers à camper avec obstination autour de « leurs » Parlement, défiant ainsi les tenants du retour au centralisme et à l'obédience, proclamant que le vrai pouvoir n'est plus au Kremlin ou dans les sinistres officines de la Loubianka.

Pour combien de temps ? Les mouvements de chars de la nuit de mardi à mercredi n'ont pas suffi à les intimider, même si cinq d'entre eux y ont trouvé la mort. Rapidement, les putschistes n'auront plus le choix qu'entre composer, donc reconnaître l'insuccès de leur projet, ou passer à l'assaut et s'enfermer dans la logique du sang et de la répression d'antan. Leur unité de façade aurait du mal à résister, même si ils disposent théoriquement des troupes nécessaires pour composer un tel crime qui en appellerait d'autres, à Leningrad sans doute, dont le maire réformateur, M. Anatoli Sobtchak, a pris la tête de la résistance, dans les Républiques baltes, véritables « bêtes noires » des comploteurs géloviens, dans le Caucase, en Moldavie, dans les mines de l'Ukraine et de Sibirie.

Depuis des mois, on entendait évoquer par certains économistes à Moscou l'expérience du Chili de Pinochet. Il s'agissait de fantasmes d'apparatchiks, voulant marier autoritarisme politique et développement économique. Si un parallèle chilien s'impose un jour, il concernera plutôt le terreur, le sang et la mort semés par Pinochet. A moins d'abandonner leur projet, qui se résume à remonter le temps, c'est le seul programme qui reste aux comploteurs soviétiques. Le moment est peut-être venu de leur demander des nouvelles de M. Gorbatchev et, par la même occasion, d'un Boris Eltsine qui avait été si mal accueilli au début de l'été à Paris et au Parlement européen ; il l'est assurément de leur faire savoir qu'ils ne représentent qu'eux-mêmes et qu'ils seront aussi et surtout tenus pour responsables des crimes qui pourraient être commis contre la démocratie naissante et n'importe lequel des peuples de l'URSS.

JACQUES AMALRIC

## Un peuple transformé

Pour qui a connu l'URSS dans les années 70 et jusqu'à la fin des années 80, ce qui est en train de se passer actuellement est le signe, la révélation, de la transformation radicale d'un peuple et de ses comportements.

Les années dites de « stagnation », sous le règne de Brejnev, furent celles de la résignation, exception faite — et à quel prix ! — de quelques dissidents déclarés qui risquèrent leur vie et leur liberté pour tenter de soulever le poids de plomb sous lequel un groupe de vieillards tentait d'imposer le silence à quiconque voulait élever la voix au nom de la justice ou de la démocratie.

Mais ne remontons pas si loin. Il y a quelques années à peine, de quoi parlait-on à Moscou ? De saucisson absent et de vodka rationnée, d'une pénurie généralisée que

la perestroïka n'avait fait qu'accroître. Il n'y a pas plus de saucisson ou d'autres denrées de première nécessité aujourd'hui dans les magasins de Moscou ou de Leningrad. Mais la révolte populaire qui jette des dizaines de milliers de personnes dans les rues — au risque de leur vie, on vient de le voir — n'en a cure.

Ce qui est en cause désormais, à en croire tous les témoignages que nous parviennent d'URSS, c'est une revendication populaire d'autant plus fondamentale qu'elle est politique : le droit d'appartenir plus à un petit groupe d'apparatchiks, si haut placés soient-ils, de décider de l'avenir du pays. Le peuple, qui a voté et fait l'apprentissage d'un début de démocratie, n'est pas prêt à abandonner la place qui lui a été donnée — fût-ce brièvement et partiellement — dans

la conduite des affaires de la nation. Il est aujourd'hui devenu un personnage central, déterminant dans les choix politiques d'une Union soviétique où il avait été éduqué avant tout pour se soumettre et se taire.

Cet âge est dépassé. Les putschistes du Kremlin sont-ils capables de le comprendre ? Qu'ils Russes, derrière un Boris Eltsine qu'on ne saurait présenter comme un parangon de vertu, soient aujourd'hui au premier rang de la lutte pour la défense de la démocratie en dit long sur les transformations qui se sont opérées dans le fond des consciences, parmi tous les peuples de l'URSS, de Tallinn et Erivan à Moscou et Leningrad, de Kiev aux pays baltes.

ALAIN JACOB

Critiquant le président destitué

## M. Chevachnadze déclare qu'« abandonner son poste était une grossière erreur »

Dans un entretien accordé, mardi soir 20 août, au correspondant à Moscou de TF1, M. Edouard Chevachnadze, ancien ministre des affaires étrangères, s'est montré sévère à l'égard de M. Gorbatchev. « Quitter la capi-

tale et abandonner son poste, a-t-il dit, était évidemment une grossière erreur : cela relève de l'inconséquence ». Il venait de déclarer auparavant : « Je veux croire que dans ce complot, Gorbatchev est la victime et non l'instigateur, car si c'était le cas, il aurait signé son arrêt de mort, une mort physique, morale et politique ».

Persuadé que « ce coup d'Etat est une aventure sans lendemain » conduite par des personnes ayant des principes qui datent de l'âge de pierre », M. Chevachnadze a souligné que les partisans de M. Eltsine disposaient de « beaucoup de sympathisants dans l'armée, surtout parmi les officiers et même chez les généraux », de la jeune génération bien sûr.

## Le patriarche Alexis II demande que M. Gorbatchev puisse s'exprimer

Le patriarche de toutes les Russes, Alexis II, a publié, mardi 20 août, un appel dans lequel il demande que M. Gorbatchev puisse se faire entendre pour « connaître son attitude devant les événements actuels ». M. Eltsine s'était adressé lundi au chef de l'Eglise orthodoxe russe, lui demandant d'user de son autorité pour contribuer à un règlement de la crise. « Une telle situation perturbe la conscience de millions de nos compatriotes, qui s'interrogent sur la légalité du nouveau Comité d'Etat sur l'état d'urgence », affirme le patriarche. « Nous espérons que les citoyens soviétiques pourront continuer de construire leur demeure conformément à une liberté de choix et aux normes communément admises de la morale et de la loi », conclut Alexis II.

Après avoir été longtemps taxée de collaboration avec l'Etat communiste et athée, l'Eglise orthodoxe est redevenue, sous la perestroïka, une force relativement influente au sein de la société russe. — (AFP, Reuters)

## Les angoisses d'un diplomate soviétique

Il y a deux mois, M. M..., jeune diplomate soviétique, était un homme angoissé. Aujourd'hui, il doit se sentir beaucoup plus léger. Vient-il de bénéficier d'une promotion, d'être nommé à l'étranger ? Tout au contraire, il a quitté, après plusieurs années, le confort d'une capitale européenne pour retrouver sa ville natale. Au moment de son départ, M. M... avait peur : non pas de perdre sa vie de diplomate, mais de retrouver son pays en pleine déliquescence.

## « Plus personne ne travaille en URSS »

« Comment vais-je éduquer mes enfants à Moscou ? », s'interrogeait-il ? La vie dans la capitale soviétique est, selon lui, devenue en l'espace de quelques années tellement corrompue, dangereuse, que les jeunes sont exposés à toutes sortes de mauvaises influences. « Ma femme et moi devons donc les élever le plus possible à la maison », soupire-t-il, afin de leur enseigner les « vraies » valeurs : celles du communisme que lui-même tient de sa mère, conservatrice d'un musée du mandarinisme-léninisme.

La famille de M. M... a une longue tradition de soutien au régime communiste. Son grand-père, faisait partie des premiers partisans de Lénine. A lui,

donc, de protéger ses enfants, qui appartiennent à la quatrième génération de communistes soviétiques.

« Plus personne ne travaille en URSS », racontait encore M. M... rappelant qu'on s'était aperçu que les salles de cinéma étaient remplies pendant les heures d'ouverture des bureaux. Moscou grouille désormais de monde à n'importe quel moment de la journée, aujourd'hui, et la délinquance, la pornographie sévissent.

Que faire ? M. M... affirme que seule une surveillance très étroite des travailleurs, visant à diminuer l'absentéisme et augmenter la productivité, et pourrait assainir les mœurs amoindries de la situation économique. Pour cela, inutile de faire confiance à M. Eltsine ou à d'autres forces réformatrices. La reprise en main est nécessaire, et une dictature pourrait sauver le pays. Résident à l'étranger, il n'a pas participé à l'élection pour la présidence de la Russie en juin, mais la candidature du général Malachov, le plus conservateur des candidats, n'était pas celle qui lui déplaçait le plus.

C'était il y a deux mois. Depuis, M. M... a ramené les choses en ordre... F. L.

## Les banques de la République de Russie s'opposent aux décisions de la banque centrale de l'Union

Selon Interfax, le maire réformateur de Moscou, M. Gavril Popov, a appelé les banques commerciales russes à refuser de financer les organismes qui soutiennent le Comité d'Etat pour l'état d'urgence. Le président de l'Association des banques russes, M. Sergueï Iegorov, a déclaré, mardi à Interfax, que les banques moscovites avaient répondu favorablement à cette demande.

Pour sa part, le président de la Banque d'Etat, M. Victor Gerachtchenko, a envoyé un télégramme à toutes les banques soviétiques et des Républiques, pour leur demander d'obéir aux directives du Comité d'Etat pour l'état d'urgence. Dans ce télégramme publié par Interfax, M. Gerachtchenko a averti que « les dirigeants qui refuseraient de suivre ces instructions seraient révoqués de leurs fonctions ». — (AFP)

Les opérations de change sur le rouble suspendues. — La Banque centrale soviétique, la Gosbank, a annoncé, mardi 20 août, la suspension des opérations de change sur le rouble. Les banques soviétiques dotées de l'autorisation de vendre des devises convertibles aux citoyens désireux de se rendre à l'étranger pour raisons personnelles ne pourront plus réaliser de telles opérations à compter de mercredi 21 août. La Gosbank explique sa décision par le fait que certaines entreprises et organisations n'ont pas respecté leurs obligations de transférer en URSS les recettes en devises qu'elles ont réalisées de leurs ventes de marchandises et services à l'étranger. — (Tass)

A l'initiative de l'hebdomadaire « Nezavissimaja Gazeta »

## Un « Appel aux journalistes libres du monde entier »

Vitali Tretiakov, rédacteur en chef de Nezavissimaja Gazeta (le Journal indépendant), édité à Moscou, a lancé un « Appel aux journalistes libres à travers le monde entier ». La version intégrale de cet appel, ainsi que le numéro du journal interdit de paraître jeudi 22 août sont publiés dans l'hebdomadaire Courrier international de cette semaine. « La première chose qu'on fait les responsables du coup d'Etat a été d'interdire la parution à

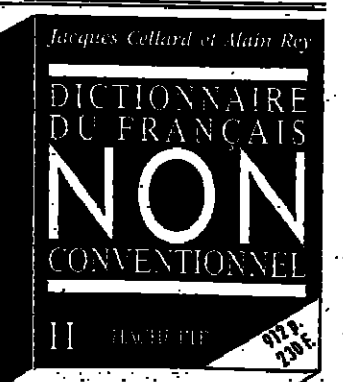
Moscou de tous les journaux démocratiques ainsi que de ceux qui ne se trouvaient pas sous le contrôle du PCUS », écrit Vitali Tretiakov. « La liberté d'information, la seule véritable patente de la perestroïka en politique intérieure, a été liquidée la première. C'est là ce qui explique l'importance et le sens des événements qui se déroulent en URSS (...) Le pays est revenu à la situation d'avant 1985. » Le rédacteur en chef de Nezavissimaja Gazeta poursuit : « Nous sommes coupés des imprimeries, des micros, des ondes mais nous restons à nos postes de travail (...) Je m'adresse à tous les journalistes libres à travers le monde : ce n'est pas nous qui avons besoin de votre soutien mais, à travers nous, la démocratie naissante en Union soviétique. Vous êtes capables de choisir vous-mêmes les formes à votre soutien. Mais, sachez-vous, dès que la voix des journalistes soviétiques honnêtes se lève, la perestroïka sera véritablement terminée. Je vous appelle à une action internationale puissante pour soutenir les journalistes soviétiques libres. »

QUI A ECRIT ?

« Tuyaute comme un pape »

ENTRETIEN

II





## APRÈS LE RENVERSEMENT DE M. GORBATCHEV

## La situation dans les Républiques

## L'Estonie a proclamé son indépendance

L'Estonie a proclamé, mardi soir 20 août, son indépendance en annonçant pour l'an prochain des élections législatives fondées sur une nouvelle Constitution. Cependant, les trois Républiques baltes - l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie - ont désigné les trois responsables qui seront mandatés pour former des gouvernements en exil au cas où les forces soviétiques prendraient le pouvoir par la force. La Russie a fait de même en la personne de son ministre des affaires étrangères, M. Andreï Kozirev, en visite à Paris avant de se rendre aux Etats-Unis.

C'est par 69 voix contre zéro (la Chœuruse n'est pas une circonscription, mais les communistes ont été pris par son vote) que les députés estoniens ont voté pour la déclaration d'indépendance lors d'une séance tardive dans le bâtiment parlementaire, assailli de coups de barricades, a annoncé M<sup>me</sup> Eve Tarm, porte-parole du ministère des affaires étrangères. L'Estonie, l'une des trois Républiques baltes rattachées à l'URSS en 1940, avait obtenu son indépendance officielle en annonçant une période de transition comportant des pourparlers avec le Kremlin et devant déboucher sur son indépendance. Mais, depuis mardi, le 20 septembre, mardi, que la destitution du président Mihkail Gorbatchev, la veille, rendait impossible une accession de la République à l'indépendance par des négociations avec le pouvoir central.

« La proclamation d'indépendance est un défi lancé aux ennemis de la perestroïka, de la paix mondiale et de la démocratie », a dit le député Heinz Lütz, cité par l'agence estonienne ETA. « Le coup d'Etat de Moscou nous a donné une chance comparable à celle de 1918 d'Estonie, qui prit son indépendance envers la Russie en 1918, vers la fin de la première guerre mondiale). Il est essentiel que l'Estonie demande sa reconnaissance internationale à un moment aussi difficile », a pour sa part déclaré le député Enn Pulkus.

**Assemblée  
constituante**

Un député communiste, M. Vladimir Lebedev, avait quant à lui averti le Parlement que l'adoption de la résolution risquait de provoquer une intervention militaire dans la République. Mais, selon des responsables locaux, des soldats stationnés dans la ville ont fait savoir qu'ils s'abstiendraient de recourir à la force, même s'ils en recevaient l'ordre des nouveaux dirigeants du Kremlin. Toutefois, des parachutistes soviétiques se sont emparés, aux premières

heures du mercredi 21 août d'une partie de la tour abritant la radio et la télévision estoniennes, près de Tallin. Ils en occupèrent deux étages, mais n'auraient pas, selon un porte-parole estonien, réussi à interrompre les émissions de la radio, qui a demandé à la population de se rassembler autour de la tour. Plusieurs centaines d'Estoniens ont répondu à cet appel. Mardi, soixante-six chars et quarante autres véhicules militaires étaient entrés à Tallin.

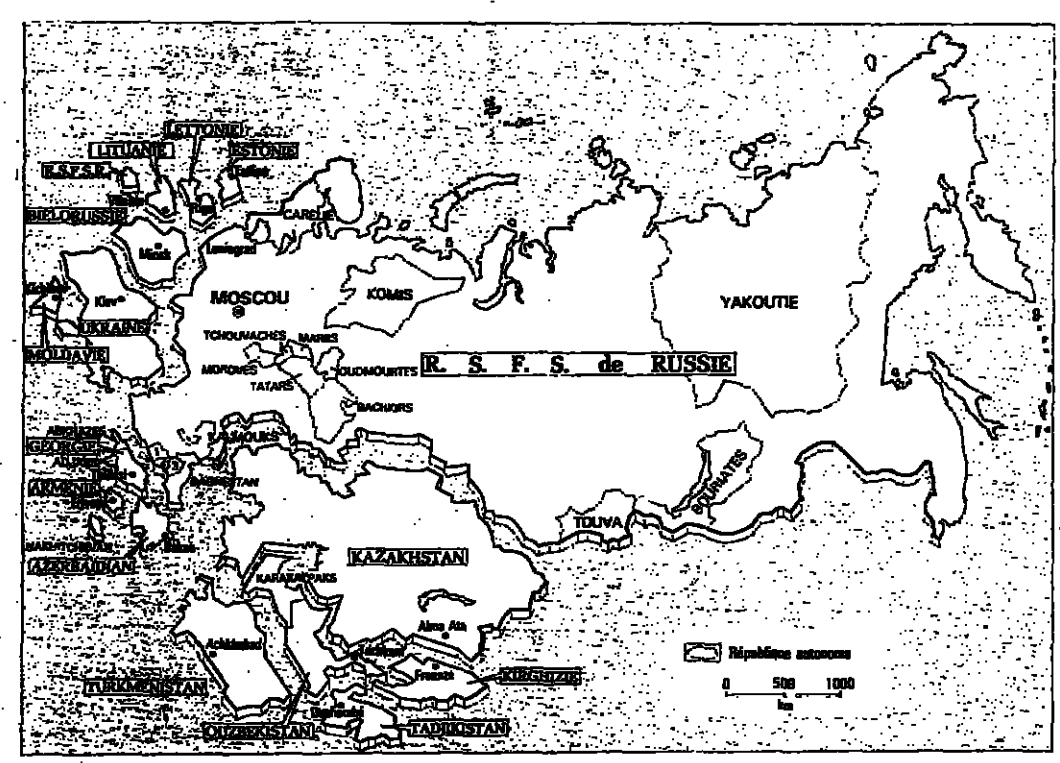
Le Parlement a décidé qu'une Assemblée constituante composée de députés et de membres du Congrès d'Estonie - qui représente des groupes civiques - élaborerait

gouvernement lituanien. Tandis que le président lituanien Vytautas Landsbergis a appelé, dans un message radiodiffusé, tous les Lituanais à se rassembler au Parlement et la République pour le défendre d'un assaut éventuel, les militaires soviétiques ont occupé plusieurs stations de radio lituaniennes. Par ailleurs, selon un responsable local, quatre postes de douane lituaniens auraient été occupés par les troupes soviétiques et les officiers des douanes auraient abandonné la plupart des postes. Apparemment, on avait indiqué à Vilnius que des troupes soviétiques avaient forcé deux postes frontières lituaniens.

constitutionnelle. Il a en outre demandé la signature immédiate du traité de l'Union, sans changement, que le Kazakhstan, la Russie et l'Ouzbékistan devaient parapher mardi 20 août.

En Moldavie, rapporte notre correspondant à Bucarest Jean-Baptiste Naudet, les nationalistes ont, pour la seconde nuit consécutive, monté la garde sur les barrières de camions qui bloquent les accès de Kichinev, où les autorités nationalistes contraignent toujours la situation, mercredi matin, selon la radio moldave aux mains des indépendantistes.

Le président moldave, M. Mircea Snegur, a cependant affirmé



1. KABARDINO-BALKARS 2. OSSÈTES DU NORD 3. TCHETCHÈNES-INGOUCHE

une nouvelle Constitution à une date non précisée. Les trois Républiques baltes ont exigé leur indépendance en refusant de prendre part au traité de l'Union. L'Estonie et la Lettonie ont amorcé l'an dernier le processus en proclamant leur souveraineté, la Lituanie avait, quant à elle, déclaré son indépendance le 16 Juin 1918. L'application en décourageant un blocus économique qui a obligé la Lituanie à « geler » sa déclaration d'indépendance. Depuis, ses pourparlers avec Moscou ont été interrompus. Par ailleurs, un responsable de la défense lituanienne a affirmé que les Soviétiques avaient organisé et armé en Lituanie des groupes de civils favorables à la nouvelle direction soviétique. Il a également annoncé le versement du gouvernement lituanien. Ces groupes de civils, organisés en « formations » par les troupes soviétiques, se préparaient à attaquer les bâtiments du

A Riga, la capitale lettone, on a appris mardi de source autorisée qu'une grande partie des moyens militaires déployés précédemment dans la République — lors d'assauts contre la station de radio, le siège du Front populaire et le ministère de l'Intérieur — en avaient été retirés. Par la suite, manifesté mardi, en faveur de l'indépendance de la Lettonie. De son côté, le Parlement letton a appelé le commandement de la région militaire de la Baltique à libérer le centre de télécommunications occupé lundi soir par les forces soviétiques, menaçant de lancer une grève générale si cette exigence n'était pas satisfaite.

**Le Kazakhstan :  
décisions illégales**

M. Nursultan Nazarbayev, le président de la République du Kazakhstan, troisième de l'Union soviétique par son importance, a pour sa part, critiqué mardi la nouvelle direction soviétique et exigé qu'elle permette au président Mikhaïl Gorbatchev de se faire entendre. Il a toutefois justifié une intervention, nécessaire selon lui, en raison de l'état désastreux dans lequel se trouve le pays.

Dans une déclaration diffusée par Tass, le président du Kazakhstan a estimé illégaux les décisions du comité d'Etat pour l'état d'urgence et lui a reproché de fouler aux pieds la Constitution. « Le peuple ne nous pardonnera pas si nous continuons sur la voie de l'illégalité », a-t-il ajouté. « En ces jours difficiles, le pays veut d'abord la paix et la stabilité », a déclaré Gorbachev, qui doit confier personnellement qu'il n'est pas en mesure d'exercer ses fonctions. »

M. Nazarbayev a également dit : « Un état d'urgence ne peut être déclaré que sur des bases légales et constitutionnelles. La suspension du Parlement soviétique ou des Républiques, le comité produit des documents illégaux qui, sans parler du reste, foulent au pied les déclarations de souveraineté républicaine et ignorent les principes de la démocratie ». Il a ajouté que nous avons choisi. » Il a réclamié une réunion dans les dix jours des députés du Congrès du Peuple afin de régler la crise de manière

que des troupes soviétiques étaient massées autour de la capitale de la Moldavie, où plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté. Les troupes ont occupé la radio et la télévision de la République ont sans cesse demandé à la population d'*éviter toute provocation qui pourrait favoriser une intervention armée*. La veille, le président Squeanu a déclaré à *«l'Étoile»* la nouvelle direction soviétique, *«ses décisions étant sans pouvoir en Moldavie»*. Un conseil supérieur de la défense a été mis en place. En outre, les publications de la presse officielle de Moscou ont été *«temporairement interdites»* dans la République de Moldavie pour empêcher *«la désinformation»*. *«Nous n'admettrons aucune dictature»*, a déclaré le président moldave, qui a déclaré couvrir toutes les actions de Boris Eltsine.

**Ehsine.** « A Bucarest, l'ex-premier ministre nationaliste moldave Mircea Druc s'est dit prêt, si nécessaire, à former un gouvernement en exil, affirmant vouloir « résister jusqu'au bout ». Selon un député du Front populaire moldave à Bucarest, un « comité de salut pour la Moldavie », appuyé par les militaires du district d'Odessa, a été mis en place dans la zone russo-phonie de la Moldavie où s'est formée, l'an dernier, une République prosovietique.

**En Ukraine, la présidence du**

En Ukraine, la présidence du Parlement a rejeté mardi comme nulles et non avenues les décisions prises par le Comité d'Etat pour l'état d'urgence, rapportent des journalistes ukrainiens. Selon eux, le Comité d'Etat a voté la suspension de la présidence de la République, dont le président lui-même, M. Leonid Kravtchouk - l'un des principaux candidats à l'élection présidentielle en Ukraine prévue en décembre prochain, - a voté la résolution. Ce vote est considéré comme un coup sévère porté aux auteurs du coup d'Etat et à leurs efforts pour s'assurer le contrôle des Républiques de l'Union.

Des mouvements de troupes soviétiques ont été signalés autour de Kiev au moment où se tenait la séance extraordinaire du Parlement de la République. Des policiers ont notamment assuré avoir vu d'importantes forces à une trentaine de kilomètres au sud de la ville.

## A Leningrad

*« Les fascistes ne passeront pas ! »*

A Leningrad, des dirigeants réformateurs de la deuxième ville d'URSS se sont réunis pendant la nuit de mardi à mercredi 21 août pour dresser des plans de défense en cas d'intervention de l'armée soviétique. Le maire-adjoint, M. Vistchevlev Tchetcherbakov, a lancé un appel à la population pour qu'elle vienne former des « baricades humaines » autour du siège du gouvernement local, comme celles déployées autour du Parlement russe à Moscou. Des membres du conseil municipal, qui ont inspecté la région, ont déclaré que des troupes soviétiques fidèles à la nouvelle direction communiste s'étaient concentrées dans la région. Des milliers de mouvements russes démocratiques ont pour leur part, sillonné la perspective Nevski, principale artère de la ville, pour recruter des volontaires. Des baricades ont été dressées avec des matériaux de construction et du fil de fer barbelé tandis qu'une foule nombreuse affluait sur la place Saint-Isaac. Des manifestants brandissaient des drapeaux des mouvements d'opposition russe et étrangers.

nier, M. Sobtchak, est apparu mardi soir à la télévision de Leningrad pour demander à ses concitoyens d'ignorer les ordres du Comité d'urgence qui a pris le pouvoir. « Il faut se défendre, mais il faut décider si de considérer le président de la Fédération de Russie, M. Boris Eltsine, comme leur dirigeant. *« Les fascistes ne passeront pas à Leningrad »*, a-t-il dit. Il a ajouté qu'il avait conclu avec le général Victor Samsonov — que le Comité d'urgence a nommé commandant militaire de Leningrad — un accord selon lequel l'armée n'entrerait pas dans la ville. Mais des responsables locaux considèrent cet accord avec scepticisme. M. Sobtchak a néanmoins déclaré mercredi aux premières heures de la matinée qu'il n'y avait pas de danger immédiat. *« Les soldats près de Leningrad n'ont pas l'intention de marcher sur la ville. Ils trouvent depuis plusieurs jours »*, a-t-il déclaré à une foule d'environ 2 000 personnes.

Le vice-amiral Evgueni Chirnov, qui accompagnait le maire, a déclaré à la foule que la flotte de la Baltique avait reçu l'ordre de ne pas prendre part à d'éventuelles opérations contre le gouvernement russe de M. Boris Eltsine.

M. Sobtchak a par ailleurs indiqué que l'appel à la grève générale, lancé par M. Eltsine, était suivi par vingt usines de Leningrad, dont l'usine géante Kirov, qui fabrique des chars et des tracteurs. Mais il a demandé aux ouvriers de reprendre le travail en affirmant que le conseil municipal contrôlait totalement la situation. — (Reuter.)

## Les athlètes soviétiques attendus aux Championnats du monde à Tokyo

Un premier groupe de quatre athlètes soviétiques, dont le perchiste Sergueï Bubka, est arrivé mercredi 21 août à Tokyo en provenance de Moscou, pour disputer les Championnats du monde qui débutent samedi 24. « Nous n'avons eu aucun problème pour quitter le pays », a déclaré Bubka à son arrivée à l'aéroport de Narita. Les responsables de la Fédération internationale d'athlétisme et les organisateurs des Championnats sont désormais confiants quant à l'arrivée, prévue jeudi 22 à Nagoya, des quatre-vingt-dix-neuf autres athlètes soviétiques réunis en stage à Vladivostok (le Monde du 21 août).

A Paris, la décision du maintien ou du report du raid marathon Paris-Moscou-Pékin, du 1<sup>er</sup> au 27 septembre, devait être annoncée mercredi. Les événements en Union soviétique sembleraient inciter les organisateurs à envisager un report de l'épreuve, peut-être en juin 1992. *« Il est impossible d'envisager d'emmener une colonne de 100 personnes dans un pays sans en connaître exactement la situation, estime Jacques Amiard, secrétaire général de l'organisation. La première préoccupation est avant tout un problème de sécurité. La seule chose qui n'est pas envisagée, et qui n'est pas envisageable, c'est l'annulation pure et simple du Paris-Moscou-Pékin. »*

## Le dernier télégramme de M. Gorbatchev ?

Depuis Lénine, les échecs sont en URSS tout à la fois science, sport et politique. De Karpov, deux fois décoré par Brejnev et toujours membre du Parti, à Kasparov, soutien inconditionnel de Boris Eltsine, les champions du monde sont des acteurs vedettes de la vie publique.

M. Gorbachev ne l'avait pas oublié, et le 17 août, deux jours avant son renversement il envoyait à Mikhaïl Botvinnik, ancien champion du monde d'échecs, qui faisait ses quatre-vingts ans à Bruxelles au Tournoi des candidats (lire page 24) un télégramme — le dernier connu — dont voici le texte, aussi académique que l'âge de Botvinnik :

*Cher Mikhaïl Moïsevititch !*  
*Je vous félicite de tout mon*

cœur pour vos quatre-vingts ans.

*Vous avez été le premier champion du monde d'échecs soviétique, et pendant plusieurs années vous avez remporté de nombreuses victoires sportives et créatives.*

*Vous avez apporté une contribution inestimable à l'éducation des générations futures.*

*Vous avez toujours combiné votre activité échiquéenne avec de brillantes performances scientifiques, ce pourquoi j'aimerais vous souhaiter les meilleurs résultats et une satisfaction créative.*

*Cher Mikhaïl Moïseevitch, je vous souhaite santé, prospérité et succès dans toutes vos entreprises.*

**M. GORBATCHEV**  
Moscou, le 17 août 1981

## En Extrême-Orient soviétique

## *L'Amour tranquille*

**BLAGOVESCHTCHENSK**  
*de notre envoyé spécial*

A 800 kilomètres de Moscou, dans ce grand port de la rivière Amour séparant la Chine de l'Union soviétique, les autorités ont choisi, pour l'instant, d'ignorer les instructions venant de Moscou. Non seulement elles sont contradictoires avec les directives du président Eltsine encore inopportunes : « Placer des soldats aux points stratégiques de la ville créerait une tension inutile », nous dit M. Vladimir Kazmay, vice-président du comité exécutif de la région Amour. Au nord-ouest de Vladivostok, cette région fait partie de la Fédération des Républiques russes, qui n'est pas incluse dans la liste des régions placées sous état d'urgence.

gences.

L'attentisme des dirigeants est une manière de boycotter les directives du Comité d'Etat pour l'état d'urgence. Dans la ville, qui compte 250 000 habitants et est le centre d'un intense commerce de troc avec la Chine, l'activité est celle de tous les jours. Le journal local est paru normalement, reproduisant les directives de Moscou. L'inquiétude n'y est pas moins évidente dans les pro-

pos, tant de l'homme de la rue que des dirigeants : « Une guerre civile est une hypothèse que je n'exclus pas », nous dit M. Kaznady.

M. Kaznady, l'armée paraît également se cantonner dans l'expectative. Aucun mouvement de troupe n'a été signalé à Blagovetchensk. L'Amour est pour l'instant une frontière qui jouxte la Chine : l'Extrême-Orient soviétique est une des grandes régions militaires de l'Union soviétique. Cent cinquante mille soldats y sont installés. A Marcovo, un poste de garde des frontières à une quinzaine de kilomètres en amont de la ville, le commandant n'avait reçu mardi aucune instruction de ses chefs.

Des tracts, distribués dans les lieux publics et les autobus, signalaient cependant qu'à Khabarovsk, la radio indépendante avait été fermée et que des convois militaires avaient été vus au centre de la ville. Selon ces mêmes tracts, les ouvriers des deux principales usines de la ville avaient annoncé suivre le mot d'ordre de grève du 21 août. Enfin, à Vladivostok, le président de l'association locale surait annoncé qu'il se rallie à M. Eltsine.

**PHILIPPE PONS.**

**L'HERMÈS** Editeur  
MÉTHODE DE

**METHODE DE REVISION :** 78 72 45 50  
 ● **Techniques du commerce international**  
 D. NICOLLE 3ème éd. 1991  
 ● **Etudes de cas de Comptabilité**  
 N. JOURNO. 1ère éd. 1991  
 Diffusion MEDILIS SA 9 rue Séguier 75006 PARIS

**Le Grand Prix de l'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE**  
récompense chaque année l'auteur, de préférence encore inconnu,  
d'une œuvre littéraire inédite. Toutes les œuvres sélectionnées :  
**Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre**  
sont publiées et diffusées après établissement d'un contrat régi par la loi du  
11 Mars 1957 sur la propriété littéraire et bénéficient d'une véritable  
promotion auprès de tous les médias :  
**Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraires**  
Les manuscrits sont à adresser à  
**L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE-ÉDITEUR**  
17, rue de Gallinée - 75116 PARIS - Tél. : (1) 47 80 11 08



# LA CRISE EN UNION SOVIÉTIQUE APRÈS

Les réactions

## Washington : M. George Bush soutient M. Eltsine tout en essayant de faire pression sur la junte

Le président George Bush a clairement exprimé le soutien du gouvernement américain au président russe Boris Eltsine et à ses appels en faveur d'un retour de M. Gorbatchev aux commandes. Dans le même temps, il a envoyé à Moscou le nouvel ambassadeur des États-Unis en URSS pour tenter de convaincre les nouvelles autorités de revenir à la légalité. Soucieux de montrer qu'il ne voulait pas « paniquer », M. Bush est reparti mardi après-midi vers sa résidence d'été de Kennebunkport (Maine), au terme d'un séjour de vingt-quatre heures à Washington.

WASHINGTON

de notre correspondant

Il n'y a pas si longtemps, il passait à Washington pour un empêcheur de pérestroïka, un homme qui compliquait la tâche de Mikhaïl Gorbatchev, partenaire privilégié du président George Bush. Aujourd'hui, M. Eltsine, parce qu'il est devenu le symbole de la résistance au coup d'État, a toute la sympathie des États-Unis.

Le président de la fédération russe bénéficie du soutien sans réserve de l'administration américaine. Très solennellement, M. Bush a annoncé, dans la matinée du mardi 20 août, qu'il venait de s'entretenir au téléphone avec son collègue de Russie. « Je lui ai fait part du soutien continu des États-Unis pour sa volonté d'obtenir la restauration du gouvernement de M. Gorbatchev », a dit George Bush.

A la mi-journée, la rumeur disait qu'un émissaire de M. Eltsine, son ministre des Affaires étrangères, M. Andreï Kozirev, serait reçu mercredi à Washington. Dans la soirée, la chaîne de télévision ABC diffusait un reportage en direct depuis le bureau de M. Eltsine, dans le bâtiment de la fédération

de Russie cerné par les blindés. Les yeux rouges de fatigue, sanglé dans un costume impeccable, entouré de ses principaux collaborateurs, le président russe disait sa détermination à « ne pas quitter le champ de bataille ».

Dans l'éloge et l'appui politique verbal à M. Eltsine, M. Bush a été, mardi, encore plus loin que la veille : « J'ai dit à cet homme courageux, qui tient tête à la force armée, que nous le respectons, lui qui a été élu en bonne et due forme, que nous prions pour lui et que nous espérons qu'il réussira ».

### Stratégie d'isolement des putschistes

Et presque sous la forme de l'exhortation, M. Bush a ajouté que la population soviétique « devait » soutenir le président de Russie. En jetant tout son poids derrière M. Eltsine, M. Bush entend accentuer la pression politique sur la junte soviétique. C'est une manière d'insérer les putschistes à composer, sinon à partir, une manière de leur signaler que le sort réservé à M. Eltsine aura valeur de test, que s'il devait arriver malheur au président de la Russie, ce sera un élément de plus, et qui pèsera lourd, dans la détérioration des relations avec les États-Unis.

Visiblement, l'administration Bush croit en la dynamique des pressions et en l'efficacité d'une stratégie d'isolement de la junte. Elle n'a pu être qu'encourageante par les informations laissant entendre que la junte se désintègrerait, que certains de ses membres avaient démissionné ou étaient, à leur tour, atteints de quelque mystérieuse maladie.

« Il y a clairement une possibilité que le coup d'État échoue, au moins 50 chances pour 100 », disait une source officielle haut placée. Même si les putschistes devaient réussir à consolider leur pouvoir, estime-t-on à Washington, leur contrôle sur le pays sera des plus incertains. M. Jack Matlock, ambassadeur des États-Unis à Moscou ces quatre dernières années, décrit la junte comme un

groupe mal organisé, impopulaire, ayant apparemment dû opérer dans l'improvisation et qui « éviterait difficilement une guerre civile s'il transformait Boris Eltsine en martyr ».

A la pression politique que représente le soutien public à M. Eltsine s'ajoute la pression économique avec le gel de toute assistance à l'URSS — et la pression diplomatique — avec la réunion de l'OTAN à laquelle devait participer mercredi à Bruxelles le secrétaire d'État, M. James Baker. Simultanément, M. Bush a confirmé, avec plus de force encore, qu'il n'entendait pas « normaliser » les relations avec « les gens du coup d'État ». Lors d'une conférence de presse tenue sur la pelouse de la Maison Blanche, le président a soigneusement pesé ses mots : « Tant qu'ils se situent en dehors de la légalité, les relations avec eux ne seront pas normales ». Si l'on comprend bien, la formule laisse tout de même la possibilité de traiter un jour avec ces « gens » s'ils devaient rester au pouvoir, pour peu que leur régime acquiesce un vœu de légalité.

### Difficile équilibre

L'équation est complexe : plus encore que les autres pays occidentaux, les États-Unis sont obligés de composer, entre les « principes », qui imposent de soutenir les démocrates soviétiques, et la « réalité », qui leur interdit d'ignorer très longtemps les dirigeants de l'Union soviétique. D'un côté, il y a le soutien affiché à Boris Eltsine et, à en croire le *New York Times*, c'est un geste sans précédent : « M. Bush [...] a annoncé un changement important dans la politique américaine à l'égard des dirigeants soviétiques », écrit le quotidien ; depuis que Washington a reconnu le gouvernement communiste de l'URSS en 1933, jamais les États-Unis n'avaient essayé, même par des pressions politiques indirectes, d'aller à l'encontre d'un changement de pouvoir dans ce pays. Mais, de l'autre côté, il y a la prudence de certaines formulations.

Rien n'illustre mieux ce difficile exercice d'équilibre que la mission confiée mardi par le président Bush à son ambassadeur à Moscou, M. Robert Strauss, qui n'a pas encore pris son poste et venait juste de prêter serment après avoir été « confirmé » par le Sénat. M. Strauss — un homme d'affaires démocrate dont la nomination, au printemps, devait inaugurer une ère de coopération économique américano-soviétique — est donc chargé d'aller à Moscou pour une brève mission d'investigation. Il ne s'y incline pas, évidemment, ni ne présente ses lettres de créance aux membres de la junte — ce serait légitimer le régime du coup d'État — mais, tout de même, il sera libre de décider sur place du choix de ses interlocuteurs.

M. Bush ignore pas que ce qui peut passer pour une certaine « pondération » de la réaction américaine face à ce qui se passe en URSS lui vaudra des critiques et fera des déçus. Il y a des espoirs « disproportionnés » dans ce que peuvent faire les États-Unis, a dit le président américain. La modestie du ton tranchait singulièrement avec certaines rétoriques entendues au moment de la crise du Golfe. Soucieux d'éviter toute possibilité de dérapage, il a de nouveau dit son grand souci de ne pas voir cette crise « se transformer en une confrontation Est-Ouest » et déclaré que l'heure n'était pas aux manifestations « de panache ou de machisme », et encore moins aux menaces militaires.

« Je ne ferai rien qui risquerait de susciter un tant soit peu la possibilité d'une confrontation militaire » (avec l'URSS), a poursuivi le président. Il ne s'est voulu définitif et catégorique dans ses mises en garde à l'égard des auteurs du coup d'État que sur un seul sujet : l'Europe de l'Est. Là, a dit M. Bush, il faut que Moscou comprenne que « la démocratie ne pourra pas être renversée ».

ALAIN FRACHON

## Allemagne : le retrait des troupes soviétiques de l'ex-RDA ne semble pas compromis

BONN

de notre correspondant

Le coup d'État de Moscou a de nouveau brisé les projections sur la situation des troupes soviétiques toujours stationnées dans l'est de l'Allemagne et qui doivent s'en retirer progressivement avant la fin de 1994. Grâce aux efforts conjugués des responsables militaires soviétiques et des autorités allemandes, ce maintien « temporaire » n'avait pas suscité jusqu'à présent de graves problèmes. Même si, juste après la chute du régime communiste en RDA, la frustration des populations locales de l'est de l'Allemagne à l'égard de l'Armée rouge, ressentie comme une armée d'occupation, avait suscité certaines tensions et provoqué quelques incidents.

Dès l'annonce du coup de force contre le président Gorbatchev, l'état-major de Wünsdorf, où se trouve le commandement des troupes soviétiques, à une cinquantaine de kilomètres au sud de Berlin, a immédiatement cherché à prévenir les craintes que les événements d'URSS pouvaient faire naître.

### Les effets sur le moral

Toutes les garanties ont été données pour que les opérations de retrait continuent à se dérouler selon le plan prévu, et l'on s'est efforcé de montrer qu'aucune disposition exceptionnelle n'avait été prise dans les garnisons.

Les équipes des télévisions, qui traquaient ces derniers jours les moindres signes de changement aux portes des casernes, n'ont rien noté de particulier. Les alliés et

venues des militaires soviétiques et de leurs familles dans les villes de garnison, où ils n'ont de toute façon jamais eu vraiment de rapports avec les populations, n'ont apparemment pas changé. Rien n'est venu confirmer, comme l'avaient affirmé deux observateurs, que les forces soviétiques aient été mises en état d'alerte. Le ministère allemand de la Défense a démenti, mardi 20 août, ces informations, indiquant en avoir reçu l'assurance de l'état-major soviétique. Après la nervosité des premières heures, les dirigeants de Bonn déclarent maintenant qu'il n'y a aucune raison de penser que le retrait des troupes d'Allemagne pourrait être remis en cause ou même retardé.

On s'inquiète en revanche d'avantage des effets qu'une dégradation de la situation en URSS pourrait avoir sur le moral des troupes stationnées en Allemagne et sur les réactions de la population est-allemande. Le ministre président du Land de Brandebourg, où se trouve une grande partie des forces soviétiques, devait être reçu mercredi à l'état-major de Wünsdorf pour faire le point.

Le nombre des désertions et des demandes d'asile politique est resté, jusqu'à présent, limité. On parle de 200 désertions depuis l'année dernière. Celles-ci irritent les Soviétiques, qui réclament que les fautes leur soient punies. Après le retrait de 85 000 hommes depuis le début de l'année, il reste encore 272 000 militaires soviétiques en Allemagne. Il faut y ajouter les membres de leurs familles et les employés civils, ce qui représente encore 200 000 personnes environ.

HENRI DE BRESSON

## Londres : relance du débat sur la réduction du budget de la défense

LONDRES

de notre correspondant

Le renversement de M. Gorbatchev a relancé en Grande-Bretagne la controverse sur la réduction considérable des effectifs militaires décidée par le gouvernement de M. John Major.

C'est M<sup>me</sup> Margaret Thatcher, ancien premier ministre, qui a mis le feu aux poudres en affirmant le 19 août, que le gouvernement britannique devait réagir à l'événement de M. Gorbatchev en gelant les coupes prévues dans le budget de la défense. « S'ils [les nouveaux dirigeants soviétiques] font cela [le putsch], alors que feront-ils quand il faudra tenir leurs engagements internationaux ? Il faut bloquer le projet de réduction du budget militaire en attendant de voir ce qui va passer », avait déclaré M<sup>me</sup> Thatcher lors d'une intervention devant la presse, quelques heures après l'annonce de la chute de M. Gorbatchev.

Nouvelle dissension au sein du Parti conservateur, au pouvoir : l'appel de la « dame de fer » a trouvé un écho dans les rangs des Tories opposés aux réductions globales des effectifs annoncées début juillet par le ministre de la Défense, M. Tom King. « L'URSS dispose d'un potentiel militaire énorme qui est aujourd'hui entre les mains des éléments les plus durs. En ce temps incertain, il est important de ne pas baisser sa garde », estime M. Michael Bates, président de la commission de la Défense à la Chambre des com-

munes. Cette personnalité de premier plan a évoqué l'impréparation de l'armée britannique à la veille de la deuxième guerre mondiale et lors de la « campagne de Suez » dans les années 50.

En fonction du projet « option for changes », l'armée britannique doit perdre, dans les trois ans, 20 % de ses effectifs et réduire son budget de 6 %. Les coupes les plus importantes concernent l'armée de terre. La mesure touche surtout les forces stationnées en Allemagne qui doivent être diminuées de moitié, conséquence de la fin de la « guerre froide ». En raison de la guerre du Golfe, les budgets d'équipement sont moins touchés que les effectifs par ce train de mesures contenues dans le projet de budget pour 1991-1992.

Face à cette campagne des éléments les plus nationalistes du parti conservateur, M. King réplique que malgré les événements d'URSS, il n'est pas question de renoncer aux réductions des forces britanniques : « Mon plan n'est pas fondé sur la survie de Mikhaïl Gorbatchev. Il est le résultat des changements fondamentaux qui ont pris place à l'Est. Le pacte de Varsovie est mort. Les troupes soviétiques ont quitté la Tchécoslovaquie et la Hongrie. L'Allemagne est réunifiée. Une pause ne s'impose donc pas. Les problèmes auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui concernent la situation intérieure de l'URSS et notre stratégie à long terme. Nous devons nous tenir compte d'un tel scénario. » L'opposition travailliste partage ce point de vue. — (Interim.)

## M. Perez de Cuellar appelle les dirigeants de Moscou à la modération

Le secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. Javier Perez de Cuellar, en vacances au Portugal, a lancé mardi 20 août un appel à la modération aux dirigeants soviétiques par l'intermédiaire de son porte-parole au siège de l'Organisation à New-York, M. Fred Eckhar. « Étant donné l'accroissement de la tension au cours de cette journée, je lance un appel urgent à tous les dirigeants de l'Union soviétique à agir avec le maximum de modération, de façon qu'une solution pacifique et constitutionnelle puisse être trouvée à la crise qu'affrontent le pays et le peuple », a dit M. Perez de

Cuellar. Lundi, le secrétaire général des Nations Unies s'était déclaré « préoccupé » par le renversement de M. Mikhaïl Gorbatchev, mais estimait qu'il ne lui appartenait pas de « se prononcer sur les affaires intérieures d'un pays membre » de l'ONU. D'autre part, selon la Maison Blanche, le président de la République russe, M. Boris Eltsine, a indiqué, mardi 20 août, au président George Bush au cours d'une conversation téléphonique que son ministre des Affaires étrangères, M. Andreï Kozirev, devait rencontrer M. Perez de Cuellar dans le courant de la semaine. — (AFP, Reuters.)

## La CEE suspend ses aides jusqu'au rétablissement de l'ordre constitutionnel

Réunion imminente du Conseil européen

La première journée suivant la mise à l'écart de M. Gorbatchev, lundi 19 août, avait montré une Communauté européenne passant du silence incrédule à l'expression d'une inquiétude confuse. La présidence néerlandaise avait renoncé, lundi midi, à prendre position au nom des Douze, avant de publier, en milieu d'après-midi, une déclaration somme toute prudente sur « les incertitudes [créées] par ce changement de pouvoir ». Le ton a radicalement changé lors de la réunion extraordinaire des ministres des Affaires étrangères de la CEE, mardi 20 août à La Haye. Les Douze « condamnent fermement » ce qu'ils appellent désormais un « coup d'État ».

LA HAYE

de notre correspondant

Les Douze réclament la réinstallation de M. Gorbatchev à la tête de l'État soviétique. Ils suspendent jusque-là les aides économiques et techniques à l'URSS. Ils démentent à mots couverts toute légitimité aux nouveaux maîtres du Kremlin qui sont, selon les termes d'un diplomate français, « sommés de se déjuger ».

Le PC portugais soutient les nouvelles autorités soviétiques. Le PC portugais a estimé mardi 20 août que les événements en URSS constituaient « une tentative de stopper le développement d'un processus contre-révolutionnaire et de trouver des solutions conformes à la voie du socialisme ». Le PCP a exprimé « l'espoir que les communistes et le peuple de l'URSS surmonteront la profonde crise actuelle en suivant la voie d'un socialisme renoué ». — (AFP.)

Le délibéré n'a pas été long. Dans leur communiqué, les Douze considèrent que ce qui s'est passé à Moscou est « un acte clairement anticonstitutionnel et une violation flagrante » des engagements démocratiques pris par l'URSS dans l'acte final d'Helsinki et la charte de Paris.

Les Douze réclament le retour à l'ordre constitutionnel et en premier lieu le rétablissement de M. Gorbatchev « dans ses fonctions et droits de chef d'État ». La CEE, vivement préoccupée par le mystère qui plane toujours sur le sort du président soviétique, demande à pouvoir prendre contact avec lui dans un délai très bref. Les Britanniques, notamment, s'y seraient opposés, craignant qu'un tel déplacement n'implique une rencontre indésirable avec les nouveaux dirigeants soviétiques. Mais l'idée de Paris n'est pas, semble-t-il, abandonnée : en cas d'échec de la prise de contact que vont tenter les Pays-Bas, elle pourrait être reprise par le conseil des chefs d'État et de gouvernement européens que les Douze ont décidé de convoquer. Ce sommet extraordinaire informel aura vraisemblablement lieu vendredi 23 août à La Haye.

Les Douze réclament d'autre part la stricte application par Moscou de ses engagements internationaux. Il s'agit des accords d'Helsinki, des accords de retrait des troupes soviétiques stationnées en Allemagne fédérale et dans les

anciens pays satellites, ainsi que des accords de désarmement. Plus généralement, la CEE attend de l'URSS « qu'elle respecte l'intégrité et la sécurité de tous les États d'Europe », qu'elle « s'abstienne de toute menace ou de tout recours à la force » contre les États baltes et qu'elle s'abstienne globalement « de tout acte d'intimidation ou de violence ».

### «Aucun doute sur la nature du régime»

Jusqu'au retour à l'ordre constitutionnel, la CEE suspend l'essentiel de son programme d'aides économiques et techniques à l'URSS. Cette décision concerne tout d'abord les garanties de crédit pour l'achat de fournitures alimentaires, qui avaient été accordées à l'issue du sommet de Rome en décembre dernier pour un montant de 500 millions d'écus (environ 3,5 milliards de francs). Elle concerne ensuite l'accord d'assistance technique, qui avait été signé en juin dernier par M. Jacques Delors pour une valeur de 400 millions d'écus (2,8 milliards de francs).

Cinq domaines étaient visés par cet accord (la formation de cadres pour le secteur public et privé, la distribution des produits alimentaires, les services financiers, les transports et l'énergie), représentant « 80 % de l'aide technique attendue cette année par l'URSS ». Le président de la Commission a précisé que la Communauté européenne n'en suspendra pas pour autant les discussions avec les autres pays de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe pour l'élaboration d'une charte de l'énergie : « L'URSS sera la première victime de son exclusion ».

Les pays membres de la CEE n'ignorent pas que le montant de l'aide communautaire est inférieur à la somme des aides bilatérales qu'ils ont attribuées à Moscou. Aussi invitent-ils ceux d'entre eux qui ne l'auraient pas déjà fait à

suivre l'exemple de la Communauté. « Aucun pays membre n'a fait part de son intention de poursuivre son aide bilatérale », a relevé M. Van den Broek.

L'aide alimentaire d'urgence, accordée en décembre dernier pour un montant de 250 millions d'écus (quatre 1,75 milliard de francs) n'est pas suspendue. Hormis le fait que cette aide a déjà en partie été concrétisée, elle est de nature humanitaire. Mais les Douze vont s'assurer que les colis « parviennent bien à la population dans le besoin ».

La CEE n'exige pas des putschistes de Moscou qu'ils poursuivent le processus de réformes engagé par M. Gorbatchev. C'est à créer le « comité d'État pour l'état d'urgence » d'une capacité à la continuité dont les Européens l'estiment intrinsèquement incapable. « Les premiers décrets du comité, notamment sur la suspension des organes démocratiquement élus et sur la censure des médias ne laissent planer aucun doute sur la vraie nature du régime », notent-ils.

Enfin, les Douze ont décidé de ne pas participer à la « réunion sur la Dimension humaine » (droits de l'homme) qui doit avoir lieu le mois prochain à Moscou, dans le cadre de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), « à moins que, d'ici là, l'ordre constitutionnel et les libertés démocratiques aient été rétablis ». En revanche, ils ont préféré ne pas mettre en œuvre, pour l'instant, les différents mécanismes d'intervention de la CSCE. Ils n'excluent pas de le faire mais, pour l'heure, ils ont choisi, selon les termes d'un diplomate allemand, « de ne pas griller toutes leurs cartouches », au cas où l'évolution de la situation les obligerait à augmenter la pression. C'est dans cette perspective, inquiète mais possible, que les chefs d'État et de gouvernement des Douze se réuniront en fin de semaine, « pour une réaction à un plus haut niveau si nécessaire », a commenté M. Van den Broek.

CHRISTIAN CHARTIER



هكذا ان الشمل

## LE RENVERSEMENT DE M. GORBATCHEV

dans le monde

### Tirana : le président Ramiz Alia dénonce le coup d'Etat

Le président albanais, M. Ramiz Alia, a estimé, dans un entretien accordé mardi 20 août à la télévision nationale, que le coup d'Etat contre Mikhaïl Gorbatchev « aura certainement des conséquences négatives pour l'Union soviétique et dans les relations internationales et encouragea diverses forces dictatoriales ». Le renversement du président soviétique, a-t-il ajouté, « est une menace pour la sécurité de l'Albanie car cela pourrait encourager des forces internes à déstabiliser le pays. Pour le numéro un albanais, « nous devons être vigilants dans notre pays parce qu'ici aussi il y a des forces anarchistes ». L'Albanie, qui, sous la conduite d'Enver Hoxha puis de M. Ramiz Alia, avait instauré un régime communiste comme un des plus « stalinien » d'Europe de l'Est, s'était engagée, l'été dernier, à la suite de manifestations étudiantes, dans un processus

de réformes démocratiques. Directement concernés par la crise yougoslave, puisque la province yougoslave du Kosovo, rattachée à la Serbie, est peuplée d'environ 90 % d'Albanais de souche qui cherchent à s'émanciper, les dirigeants albanais semblent surtout craindre que le coup d'Etat intervenu en Union soviétique ne favorise l'« expansionnisme » serbe. La destitution de M. Mikhaïl Gorbatchev est un encouragement pour les partisans de la Grande Serbie et les forces réactionnaires en Yougoslavie qui peuvent reprendre courage dans leurs activités contre le Kosovo et l'Albanie », a déclaré le président Alia. (AFP, Reuters)

### La Havane : « Laissons les Soviétiques résoudre eux-mêmes la crise »

Le gouvernement cubain a rompu, mardi 20 août, son silence sur le limogeage de M. Gorbatchev. Dans une déclaration lue deux fois au journal télévisé, La Havane a fait état de sa « grande préoccupation » à propos de la « situation douloureuse » que vit l'URSS, défini une politique de non-ingérence et appelé les États-Unis à adopter la même attitude. « Laissons les Soviétiques [...] résoudre eux-mêmes la profonde crise dans laquelle ils sont engagés [...], nous n'avons pas à juger les événements en cours », dit le texte. Estimant que « l'impérialisme yankee n'a pas le droit de tirer

profit » de la situation, le gouvernement cubain ajoute : « Toute tentative extérieure d'attiser les problèmes ethniques, les divisions et les conflits en URSS est un acte d'irresponsabilité et un crime contre l'humanité, car un conflit interne dans un pays en possession de puissantes armes nucléaires pourrait avoir des conséquences incalculables ». Le gouvernement cubain, en conclusion, souhaite que l'URSS se « maintienne unie » pour faire « contrepoids » sur la scène internationale à ceux qui veulent imposer leur « prééminence absolue » sur le monde. (AFP)

### Jean-Paul II se porte garant de la liberté des Hongrois

Le pape est rentré à Rome, mardi soir 20 août, à l'issue d'un voyage de huit jours en Pologne et en Hongrie. A Budapest, il a exprimé son soutien à M. Gorbatchev et estimé que la liberté de la Hongrie est « irréversible ».

BUDAPEST

de notre envoyé spécial

« Que Dieu bénisse la Hongrie » : même pendant les quarante années de communisme, les messes se terminaient toujours par l'hymne national hongrois. Mardi matin, il a été spontanément repris par deux cent cinquante mille fidèles sur la place des Héros, décorée aux armes du Vatican et du saint roi Etienne. Sa fête, le 20 août, est la fête nationale. Un pape sur la place des Héros, quelle revanche de l'histoire ! Cette place était à Budapest, au temps du communisme, l'équivalent de la place Rouge à Moscou.

Si l'hymne national a ainsi jailli de la foule, c'est parce que Jean-Paul II venait d'affirmer que la nouvelle liberté « conquise par les Hongrois » est « irréversible ». Un propos qui n'était pas banal si près des frontières soviétiques. C'est dans ce même lieu symbolique de la place des Héros, devant les membres du gouvernement et l'ambassadeur d'URSS, que le pape a fait une déclaration sans équivoque de soutien à M. Gorbatchev. Dans l'après-midi de retour à

Rome, son entourage soulignait combien cette prise de position était nette, comparée à celles de dirigeants occidentaux, et typique de la « loyauté vaticane », après les deux entretiens que le pape avait eus au Vatican, en 1989 et 1990, avec l'ex-numéro un soviétique. Qu'un pape venu de l'Est vienne à Budapest se porter garant de la liberté toute neuve de ce pays, puis défendre le processus de détente et de réforme engagé par M. Gorbatchev sont des actes dont l'importance n'a pas échappé à l'assistance de la place des Héros.

#### Le mode d'emploi de l'après-communisme

Cette célébration était la dernière d'un voyage qui aura été, de bout en bout, une manifestation de soutien à une jeune démocratie ainsi qu'à une Eglise qui, redevenue libre, cherche de nouvelles possibilités d'expression et d'influence. Les organisateurs de cette première visite d'un pape à une Eglise encore convalescente avaient vu trop grand pour certains rassemblements de province ou celui du Népstadion de Budapest avec les jeunes. Mais ce voyage fut loin d'être un échec populaire. La télévision, les journaux hongrois l'ont largement couvert, et les manifestations d'hostilité promises dans certains milieux libéraux et anticléricaux ont fait long feu.

Le pape a tenté de rassurer ceux qu'inquiète précisément ce regain d'influence de l'Eglise, révélu par

les polémiques sur l'introduction du catéchisme à l'école publique ou la restitution des écoles religieuses, hôpitaux et couvents nationalisés en 1945 (le Monde du 16 août) : « L'Eglise ne demande pas de privilèges, a dit le pape, mais elle a besoin d'un minimum de moyens matériels pour accomplir sa mission ». Il a encore souligné, mardi à Budapest, à propos de la place de l'Eglise dans une société pluraliste : « Elle ne s'affirme pas comme un centre de pouvoir, au-dessus ou à côté de la société, mais comme un centre de service, auquel chacun peut faire appel sans exclusion ». Jean-Paul II n'en a pas moins critiqué la législation du pays autorisant l'avortement, mais, il est vrai, à une seule reprise, lors du rassemblement de Mariapuszta du 18 août, et dans des termes qui n'avaient rien de commun avec ceux utilisés deux mois plus tôt en Pologne.

Il a été quasiment silencieux sur les compromissions passées de la hiérarchie catholique avec le pouvoir communiste, un sujet qui bouscule pourtant toutes les Eglises hongroises depuis deux ans. S'il avait exigé un effort de transparence, son appel à l'unité d'une Eglise catholique dispersée et affaiblie par les années de clandestinité n'en aurait eu que plus de poids.

Mais c'est l'avenir de l'Europe centrale qui le préoccupait. Il a construit la trame de ce cinquante-deuxième voyage à l'étranger. Comme il l'avait fait en Pologne, notamment devant le million de jeunes de Csestochowa, Jean-Paul II a invité ses hôtes hongrois à s'intégrer de plain-pied à la « communauté des nations européennes », pour y faire vivre les valeurs liées à la tradition chrétienne de leur pays, et pour éviter cette fuite vers l'individualisme ou le matérialisme pratique, qui, pour le pape, sont les pires réponses aux bonnes questions éthiques posées par l'après-communisme.

HENRI TINCO

### L'hommage à M. Gorbatchev

BUDAPEST

de notre envoyé spécial

Au cours d'une messe célébrée mardi 20 août sur la place historique des Héros au centre de Budapest, devant deux cent cinquante mille personnes enthousiastes et de nombreux membres du gouvernement, Jean-Paul II a évoqué la situation en URSS : « La prière se fait plus intense pour demander à Dieu que soient épargnées à ce grand pays de nouvelles tragédies », a déclaré le pape. Il a salué les efforts accomplis pour redonner la voix et la dignité

à une société entière ne solant pas maintenant mis en péril. »

« Je me souviens avec gratitude, a-t-il ajouté, des rencontres que j'ai eues avec le président Gorbatchev les deux fois qu'il a voulu me rendre visite. De lui, j'ai apprécié en particulier le volonté sincère qui le guidait et la haute inspiration qui l'animait pour la promotion des droits de l'homme et de sa dignité, et aussi son engagement pour le bien de son pays et de la communauté internationale. Puisse le processus qu'il a inauguré ne pas connaître de présent un déclin. »

H. T.

Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques

PRIX DE RECHERCHE 1991 DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE



Claire Andrieu  
La banque sous l'Occupation  
Paradoxes de l'histoire d'une profession

334 p. 256 F.

27, RUE SAINT-GUILLAUME, PARIS 7<sup>e</sup> - TEL. : 45.49.50.21

pour vos vacances dans  
"Etat du Soleil" la  
**FLORIDE**



la meilleure location  
en qualité et en prix  
**DOLLAR**

Dollar offre des produits de la marque  
Chevrolet et autres véhicules de qualité.

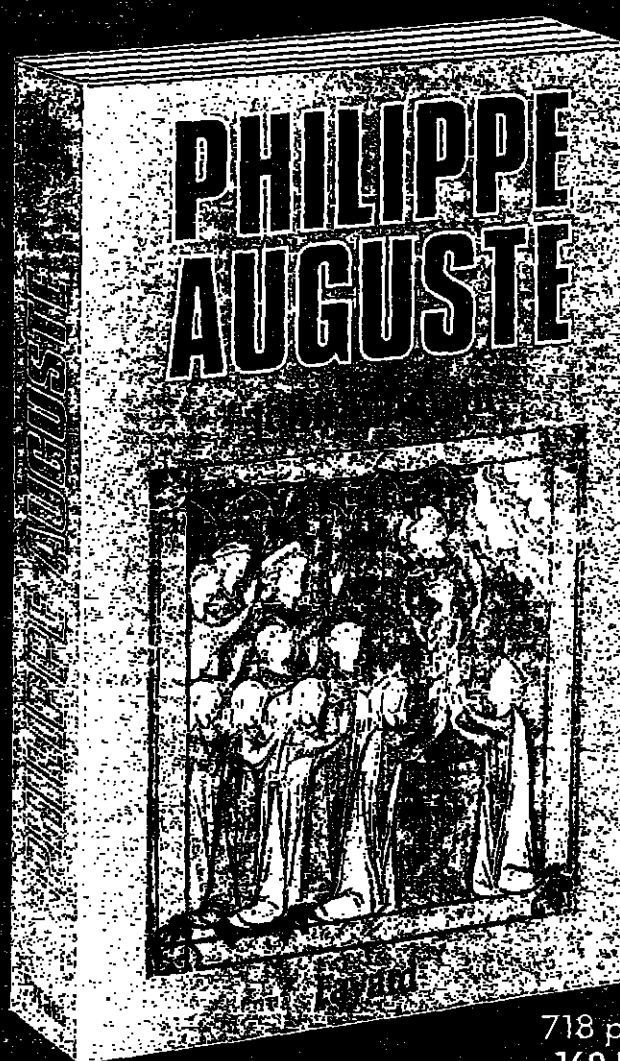
**\$79\*** à partir de  
taper  
3615 go US  
les États-Unis  
à portée de  
main...

**DOLLAR**  
RENT A CAR

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT  
**Le Monde**  
DES LIVRES

# PHILIPPE AUGUSTE

L'objet du beau livre de John W. Baldwin c'est, comme le sous-titre le précise, le gouvernement de Philippe Auguste et la construction, par lui et sous son règne, des fondations du pouvoir royal français au Moyen Age...



718 p.  
160 F

...Et cet État c'est celui qui est à l'origine de l'État moderne - objet aujourd'hui privilégié des recherches et des réflexions de maint historien européen. C'est dire l'importance que revêt pour l'histoire de la France, pour l'histoire de l'Europe, pour l'histoire de l'État, le livre de John W. Baldwin.

Préface de Jacques Le Goff

**FAYARD**



## LA CRISE EN UNION SOVIÉTIQUE

Les réactions en France

## M. Giscard d'Estaing demande la convocation du Parlement en session extraordinaire

La position prise par M. François Mitterrand au soir du coup de force des conservateurs en Union soviétique, le 19 août, a été critiquée, mardi 20 août, dans les rangs de l'opposition, qui reproche au chef de l'Etat d'avoir paru accepter comme un fait accompli le renversement de M. Gorbatchev. M. Giscard d'Estaing, d'autre part, demande la convocation du Parlement en session extraordinaire.

Invité du journal de TF1, mardi soir, M. Valéry Giscard d'Estaing s'est déclaré « frappé par la faiblesse des réactions de certains dirigeants occidentaux » devant le renversement de M. Gorbatchev, qui est, selon lui, passé « aux portes et profits de manière un peu rapide ». Sans nommer M. Mitterrand, l'ancien président de la République a demandé : « Faut-il lire aux télespectateurs français le texte de la lettre de M. Ianaev, l'auteur du coup d'Etat ? »

Proche de M. Giscard d'Estaing, M. Hervé de Charette, délégué général des Clubs Perspectives et Réalités, précise, dans un entretien publié mercredi par le *Quotidien de Paris*, la critique esquissée par l'ancien chef de l'Etat, en déclarant : « [M. Mitterrand] traitait M. Giscard d'Estaing d'un petit télégraphiste quand celui-ci était allé signifier à Brejnev [à Varsovie, en mai 1980] le refus de l'Occident d'accepter l'occupation de l'Afghanistan par les troupes soviétiques et qu'il avait rapporté à la conférence de Venise les résultats de sa démarche. C'était injuste et indigne, mais quand j'ai entendu le président de la République lire à la télévision le message qu'il venait de recevoir des nouveaux dirigeants de Moscou, j'ai été stupéfait et effrayé. Était-il dans la dignité de la France que son chef serve de factotum à M. Ianaev pour rassurer les Français [...] ? »

## « Dépassé par les événements »

M. de Charette estime que « depuis l'effondrement du mur de Berlin la politique étrangère de la France est devenue incohérente ». Il demande la convocation du Parlement en session extraordinaire, « afin que le gouvernement vienne s'expliquer devant la représentation nationale sur sa politique face aux événements de Moscou ». Cette demande a été formulée aussi, mercredi matin, sur Europe 1, par M. Giscard d'Estaing, qui, d'autre part, en sa qualité de président du groupe libéral du Parlement européen, a adressé à M. Eltsine, mardi, un télégramme exprimant son « soutien » à l'action du « président élu au suffrage universel, de la Fédération de Russie ».

Porte-parole du Parti républicain, M. Ladislav Poniatowski s'est déclaré « concerné » par la position de M. Mitterrand, qu'il qualifie de « molle condamnation des communistes conservateurs ». Selon

lui, le président de la République « a fait de la France, une fois de plus, le chef de file de ceux qui préfèrent attendre et voir, plutôt que d'agir » et il a « donné le sentiment d'accepter les nouveaux dirigeants soviétiques, oubliant que ceux-ci le sont de manière illégale ». Le secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, s'est dit, sur Europe 1, « choqué » par les propos du chef de l'Etat et il a expliqué que « la France aurait dû faire connaître sa réprobation et sa condamnation la plus formelle, au-delà d'une position verbale et diplomatique ». Le président de la République, selon M. Juppé, « a déclaré que nous devions attendre et voir ce que va faire la nouvelle direction soviétique ». « Je trouve ce préjugé favorable tout à fait contestable », a-t-il dit. Nous voyons très bien ce que fait la nouvelle direc-

tion du Kremlin en envoyant des chars dans Moscou, en suspendant la liberté de la presse, en interdisant le droit de grève et de manifestation.

« J'ai le sentiment qu'il est, une nouvelle fois, dépassé par les événements », tel est le commentaire que la position de M. Mitterrand inspire à M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, dans le *Figaro* de mercredi. « N'avait-il pas, observe le sénateur des Hauts-de-Seine, quelques semaines avant la destruction du mur de Berlin, rendu visite au président de la RDA, M. Honecker ? Cette crise internationale démontre, hélas, que la France manque d'une politique claire et volontaire. Le général de Gaulle aurait-il, en cette circonstance, jugé « prématuré » d'exercer des sanctions ? Sans critiquer le chef de l'Etat, M. Ray-

mond Barre a souligné, pour sa part, mardi sur TF1, que « les personnes qui ont fait le putsch doivent savoir qu'elles ne doivent pas compter sur la complaisance de l'Occident [et que] si des atteintes sont portées à la liberté et à l'évolution vers l'économie de marché, alors il n'y aura plus de coopération avec l'Union soviétique ».

Les reproches faits à M. Mitterrand ont été récités, mardi, par le premier secrétaire du Parti socialiste, M. Pierre Mauroy, pour qui « personne ne peut douter » que le coup de force, M. Mauroy, après s'être entretenu avec M. Edith Cresson en fin de matinée (nos dernières éditions du 21 août), a annoncé la création de comités de soutien à la démocratie en Union soviétique et indiqué qu'il avait demandé à être reçu par l'ambassadeur soviétique à Paris. Il n'était pas exclu, a-t-il ajouté, que le bureau exécutif du PS, qui se réunissait mercredi après-midi, décide l'envoi d'une délégation à Moscou pour soutenir M. Eltsine et répondre à l'appel de MM. Chervnadze et Iakovlev. Exprimerait-il l'indignation la plus totale » des socialistes et leur « refus de reconnaissance », le premier secrétaire a indiqué que les instances de l'Internationale socialiste, dont il est vice-président, de l'Union des partis socialistes européens et de la Fédération mondiale des villes jumelées (FMVJ), qu'il préside, vont se réunir afin d'émettre une protestation.

## « Aligné sur M. Bush »

A l'extrême droite, M. Mitterrand a été critiqué, mardi, par M. Jean-Marie Le Pen, qui lui a reproché de s'être « pratiquement aligné aussi vite sur M. Bush » que pendant la guerre du Golfe. Selon le président du Front national, « ce qui se passe aujourd'hui fait courir à la paix du monde [...] un péril mortel, et il ne suffit pas de demander des nouvelles de M. Gorbatchev », qui est « un dictateur communiste ». M. Le Pen a exprimé sa « plus grande sympathie pour M. Eltsine ». Il s'est interrogé sur « l'ardeur de MM. Bush et Mitterrand pour mener à toutes les forces de l'Union soviétique, car c'est le communisme qui est le ciment de cette unité », et sur « les raisons masochistes qui poussent les Occidentaux à vouloir que leur ennemi soit le plus puissant possible ». M. Bernard Antony, membre du bureau politique du Front national, président de Christianité-Solidarité, a lancé un appel à manifester devant l'ambassade soviétique à Paris, le 23 août à 18 heures 30. Cependant, un groupe dissident du Front national, le Club Nationalisme et République, s'est félicité de « ce qui semble devoir être un coup d'arrêt au processus d'instauration d'un nouvel ordre mondial », voulu par la puissance américano-soviétique.

## Des communistes contestent la position de leur parti

Les contestataires communistes critiquent, implicitement ou explicitement, la position adoptée par le bureau politique du parti. Ce dernier avait estimé, lundi 19 août, que « les conditions d'éviction de Mikhaïl Gorbatchev de ses responsabilités sont inacceptables » et il avait porté un jugement « globalement négatif » sur la péroraison de M. Charles Fiterman, membre du bureau politique et animateur du courant refondateur dans le parti, avait désapprouvé, devant ses pairs, cette attitude (le *Monde* du 21 août). Selon son entourage, l'ancien ministre estime que « c'est une condamnation qui n'en est pas une » et qu'« elle est très insuffisante par rapport à la gravité de la situation ».

Dans une déclaration, M. Jack Rallière, ancien ministre, qui se trouve aux côtés de M. Fiterman chez les refondateurs, « condamne » le limogeage de M. Gorbatchev. « Le Prix Nobel de la paix n'est ni malade ni coupable, c'est un citoyen du monde qui doit s'expliquer devant le monde », affirme le maire d'Aubervilliers. Il ajoute : « Mikhaïl Gorbatchev et son sort ne concernent pas que l'Union soviétique. Ils appartiennent au monde entier. Nous ne devons pas laisser se bâtir autour de lui un mur, un nouveau mur. Tout de suite, nous devons exiger pour lui et ses amis la sécurité, la liberté, le respect de leur personne et leur droit à l'expression ».

Ancien membre du bureau politique qui milite chez les reconstruc-tion, M. Claude Poperen s'interroge : « L'ordre va-t-il régner à Moscou, comme il a régné à Prague et à Santiago ? Comme il a régné à Pékin et à Budapest, sous le poids des boîtes militaires ? » Indivisible est l'attitude du PCF, car « il se refuse à condamner sans ambiguïté ce complot, à rompre avec les dirigeants actuels de l'URSS et à développer, au contraire, un argumentaire qui conduit à justifier ce

coup d'Etat », affirme M. Poperen, concluant qu'il ne se sent « nullement engagé » par la déclaration officielle de son parti.

Pour sa part, M. Claude Liabris, ancien membre du comité central, exila du PCF et animateur du Forum progressiste, déclare à propos de M. Gorbatchev : « Des millions d'Européens de l'Est lui doivent une liberté retrouvée. L'ONU lui doit une autorité nouvelle, la paix, de nouvelles chances. Gorbatchev est aux mains des sadistes. Eltsine est menacé. Malgré les bonnes paroles des putschistes, ils sont en danger. Les peuples, les Etats, doivent exiger la liberté pour Gorbatchev, la liberté pour Eltsine, la liberté pour les peuples d'URSS ».

« L'Humanité » reproche à M. Bush de « s'engager » dans les affaires intérieures de l'Union soviétique. Dans son éditorial de l'Humanité, mercredi 21 août, Armand Spire note que « George Bush, porte-parole du pays qui aspire au statut de super-puissance unique, s'empresse de s'engager dans les affaires intérieures des républiques de l'Union ». « Certes, ajoute le journaliste communiste, la façon dont s'est faite l'éviction du numéro un soviétique est inacceptable. Cela ne justifie pas pour autant que soit exclu de la civilisation un peuple qui a besoin au fond de continuer l'évolution européenne ». L'éditorialiste se demande « qui va être pénalisé par la non-reconnaissance outre-atlantique de la réalité du pouvoir soviétique ? Qui va être frappé par la suspension des programmes d'aide économique ? ». « Ce sont les populations, dont les privations vont être accrues », répond Armand Spire, qui conclut en affirmant : « Il ne saurait y avoir de modèle, même en matière d'Etat de droit ».

## Les animateurs de « Refondations » condamnent le coup d'Etat

La coordination nationale de « Refondations » a publié, mardi soir 20 août, une déclaration dénonçant l'éviction brutale de M. Mikhaïl Gorbatchev. « Nous condamnons catégoriquement ce coup d'Etat qui voit un petit groupe d'hommes tenter de s'emparer, par la force, le droit d'assumer les destinées constitutionnelles en vigueur — toutes les responsabilités publiques », indiquent les membres de cette coordination parmi lesquels figurent, notamment, trois anciens ministres communistes (MM. Charles Fiterman, Anicet Le Pors et Jack Rallière), deux anciens ministres socialistes (MM. Claude Cheysson et Max Gaillet), un membre du bureau confédéral de la CGT, M. Lydia Brovelli, et des personnalités comme Mgr Jacques Gaillot, M. Malek Boutih (SOS-Racisme), M. Gisèle Hallimi et

Joëlle Kaufmann, MM. Maurice Krige-Valrimont et Michel Vovelle (le *Monde* du 19 août).

« Nous voulons que M. Gorbatchev retrouve, dans l'immédiat, sa liberté et tous ses droits, poursuit le texte. Nous insistons pour que l'Union soviétique revienne, sans attendre, à un processus politique démocratique conforme aux institutions qu'elle s'est données. Nous soulignons qu'elle reprenne le cours des négociations politiques engagées entre les Républiques et le pouvoir central ».

La coordination des « Refondations » assure que l'URSS ne peut se lancer dans un « quelconque retour en arrière » mais, au contraire, « a d'autres issues que la poursuite et l'approfondissement d'un processus original de réformes démocratiques, économiques, sociales et politiques ».

Après des vacances en France

## Le retour des enfants de Tchernobyl

Ils sont près de cinq cents, tous âgés de sept à treize ans et originaires de Russie, de Biélorussie et d'Ukraine. Ces enfants, venus de zones où la catastrophe de Tchernobyl a fait sentir ses effets, ont été accueillis, fin juillet, par des familles françaises qui s'étaient engagées à les héberger jusqu'au 24 août. Aujourd'hui, pourtant, leur retour au pays ne va pas sans quelques problèmes. Outre l'inquiétude suscitée par les événements d'URSS, certaines familles d'accueil affrontent des difficultés financières pour rapatrier leurs petits invités.

## Trous financiers

M. Lenglet, responsable de l'association « Soyuz-Tchernobyl-France » qui a fait venir un millier de jeunes Soviétiques depuis le mois de juin, se montre rassurant. Selon cette habitante d'Auxerre, mariée à un chirurgien ukrainien, les billets de retour sont bel et bien pris pour le

24 août et les enfants repartiront comme prévu. Très sensible aux conditions de vie désastreuses dans les régions contaminées par la catastrophe de 1986, elle estime que le but de l'opération a été pleinement atteint. « Nombre de personnes ont été très heureuses d'accueillir ces enfants, dont certains ont été examinés gratuitement à l'hôpital », affirme Mme Lenglet. Selon elle, les trous financiers engendrés par l'opération pourront être comblés par des dons.

Du côté des familles d'accueil, en revanche, tout n'est pas aussi rose. Dans le Sud-Ouest, notamment, beaucoup se plaignent du manque d'organisation de ces vacances, tout en soulignant qu'ils ont été ravis de recevoir les enfants.

« Nous avions répondu à une annonce dans le journal, explique une mère de famille. On nous a fait payer 150 francs de frais de dossier et promis un lexique franco-russe, puis plus aucune nou-

velle jusqu'à la veille de l'arrivée des enfants ».

Tant et si bien que plusieurs familles, imaginant l'affaire tombée à l'eau, n'avaient pas attendu la fin juillet pour partir en vacances. M. Jacques Cimorra, un sapeur-pompier d'Orlon-Sainte-Marie, a ainsi « hérité » de deux enfants au lieu d'un seul.

## Voir autre chose

D'autre part, il a fallu avancer 12 000 francs pour le voyage de retour de treize-neuf enfants, et les familles espèrent que cette somme sera effectivement remboursée par des dons. En attendant, les hôtes des petits Soviétiques suivent l'actualité avec passion et se montrent bien loin de regretter leur invitation. Des enfants qui ont voyagé, « vu autre chose », souligne M. Cimorra, ne se laisseront pas « bourrer le crâne » par un pouvoir dictatorial.

RAPHAËLE RÉROULE

## Paris rectifie le tir

Suite de la première page

Puis, tandis que le secrétaire général de l'Elysée, M. Hubert Védrine, s'efforçait sur les ondes de justifier les propos tenus la veille par le président, M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, montrant qu'il n'avait pas peur des mots, dénonçait hardiment à La Haye « le coup de force, le coup d'Etat, en tout cas le mauvais coup porté à la démocratie » et faisait un peu d'activisme parmi ses collègues de la CEE. Il demandait la convocation d'une réunion au sommet des Douze, qui aura lieu vraisemblablement en fin de semaine, et une visite en URSS à M. Gorbatchev, du président en exercice de la Communauté. A quoi son collègue britannique rétorqua qu'il serait difficile d'accéder au président soviétique sans rencontrer aussi ceux qui l'ont destitué, ce qui serait mal-venu.

Répondant, sur Europe 1, aux critiques qui étaient adressées par la classe politique à l'intervention jugée timorée du président de la République, M. Hubert Védrine a affirmé que la condamnation par la France du coup d'Etat était

« évidente dès le début », mais qu'il fallait « une phase d'observation pour essayer de comprendre ce qui se passait ». « De la part de tous les dirigeants occidentaux la réaction a été la même. Il y a eu une condamnation et le rappel des principes fondamentaux sur lesquels doit se fonder la vie internationale. Tous les dirigeants ont eu le même réflexe », a ajouté le secrétaire général de l'Elysée.

## « Deux faces complémentaires »

Il n'en reste pas moins que le « temps d'observation » était déjà suffisant, lundi soir, lorsque s'est exprimé M. Mitterrand, pour savoir que ni l'instauration de l'état d'urgence en URSS ni la destitution de M. Gorbatchev ne respectaient les règles de la Constitution soviétique. Omettre même de le faire remarquer pouvait être considéré comme une marque de prudence pour ne pas dire de ménagement envers le nouveau pouvoir.

M. Védrine s'est d'autre part livré à un éloge appuyé de M. Boris Eltsine, de son « extrême

courage ». MM. Gorbatchev et Eltsine « sont les deux faces complémentaires d'une même réforme », a-t-il dit. Là encore, on rectifie le tir par rapport à ce que l'on pensait de M. Eltsine à Paris au printemps dernier. Il avait été très brièvement accueilli par M. Mitterrand qui l'avait fait recevoir par le secrétaire général de l'Elysée de l'époque, M. Jean-Louis Bianco. Après les propos quasi insultants que M. Eltsine venait d'adresser à Strasbourg de la part de M. Jean-Pierre Cot, cet accueil avait été jugé très froid. M. Mitterrand s'en était justifié en disant que le leader russe avait été reçu, selon les règles, « à son rang ». Peu après, M. Eltsine était plebiscité par le peuple de Russie et reçu avec les honneurs à Washington.

On semblait estimer à l'époque à Paris qu'aider le président soviétique supposait de battre froid à M. Eltsine. Si la politique française envers l'URSS a péché, ce n'est pas pour avoir soutenu M. Gorbatchev — tous les Occidentaux le soutenaient — mais pour avoir inconsidérément mis tous ses œufs dans le même panier. On cherche maintenant à se rattraper. Le ministre des affaires étrangères de Russie, M. Alexandre Kozirev, qui a été reçu mardi à l'Elysée et au Quai d'Orsay, interrogé sur cet épisode du printemps, a lui-même estimé qu'il n'était pas utile de revenir sur ce passé.

CLAIRE TRÉAN

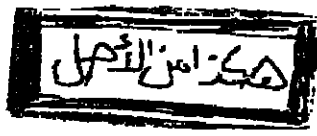
APRÈS LE RENVEI

Nous ne pouvons

industriels français

Cinq ans de tent





# APRÈS LE RENVERSEMENT DE M. GORBATCHEV

## Les conséquences économiques

Un entretien avec le président de la BERD

### « Nous ne pouvons exclure un embargo », nous déclare M. Jacques Attali

Sur proposition de son président, M. Jacques Attali, le conseil d'administration de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) devrait décider, jeudi matin 22 août, la suspension de ses actions en URSS. M. Attali a envoyé des lettres de soutien au président, destitué, de l'URSS, M. Mikhaïl Gorbatchev, de celui de la Russie, M. Boris Eltsine, au maire de Moscou, M. Gavrill Popov, et à celui de Leningrad, M. Anatoli Sobtchak. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Attali plaide en faveur d'un blocage de toutes les formes d'aides « susceptibles » de renforcer les auteurs du coup d'Etat. Selon lui, les Occidentaux ne peuvent exclure d'avoir à recourir à un embargo.

« Comment la BERD, la banque créée pour favoriser la transition vers la démocratie et l'économie de marché, réagit-elle aux évé-

nements qui se produisent à Moscou ?

— Notre souci est de ne rien faire qui puisse bénéficier à ceux qui ont pris le pouvoir à Moscou. Il faut aller le plus loin possible vers le blocage de toute assistance et de livraisons vers l'URSS susceptibles de renforcer le coup d'Etat. Dès demain jeudi, sur ma proposition, le conseil d'administration de la banque se prononcera sur la suspension de toutes ses actions en Union soviétique.

— Quels étaient vos projets pour l'URSS ?

— Le 3 septembre devait se tenir au siège de la BERD, à Londres, une réunion d'évaluation et de décision de notre stratégie en URSS pour la prochaine année, en présence de plusieurs membres du gouvernement soviétique et du président de la Banque centrale. Nous prévisions d'engager une assistance technique, notamment dans le secteur alimentaire, de lancer un soutien aux privatisations, dont celle de la ville de Moscou (déjà en cours), à ainsi que de participer à la création

d'une grande banque d'affaires dans la capitale soviétique.

— Etes-vous partisan d'un embargo total jusqu'à l'arrêt des achats d'énergie ?

— Il faut en discuter. Nous ne pouvons exclure un embargo. En ce qui concerne les questions alimentaires, je suis favorable à des programmes qui puissent aider la population à résister au coup d'Etat.

— Vous avez toujours soutenu activement M. Gorbatchev. Aurait-il fallu l'aider davantage ?

— De tels incidents de parcours étaient inévitables. J'ai toujours dit que l'on pouvait apprendre, en sortant d'un défilé, qu'il y avait eu un coup d'Etat en URSS. C'est une assistance accrue aurait pu faciliter davantage la tâche du président soviétique. La démocratie finira par l'emporter. On ne peut s'opposer aux lourdeurs de l'Histoire.

— Incitez-vous les entreprises occidentales à abandonner leurs projets en URSS ?

— Non, il est trop tôt pour le faire.

— Pensez-vous qu'un renverse-

ment rapide et heureux de la situation est envisageable ?

— Je ne veux pas faire de pronostic. Mais les événements de la nuit dernière ont clairement démontré qu'il s'agissait d'un coup d'Etat.

— Allez-vous accélérer vos projets dans les pays d'Europe centrale et orientale ?

— Il faut, dans ces pays, accélérer tout ce qui peut l'être. Ce qui vient de se passer à Moscou montre que, plus que jamais, les démocraties sont fragiles et doivent être soutenues. L'assistance occidentale à l'Europe centrale et orientale doit être d'autant plus importante que l'effondrement économique de l'URSS va devenir plus grave encore qu'il n'était prévisible. Cet effondrement nuira aux exportations des pays de l'Est vers l'URSS.

Propos recueillis par FRANÇOISE LAZARE

Le gouvernement français recommande de différer les départs

### Un coup dur pour un tourisme balbutiant en URSS

« M. Zabousov est tombé malade ce matin », le directeur d'Intourist, à Paris, préférerait garder la chambre, lundi 19 août, plutôt que d'affronter les questions sur les conséquences pour les touristes français des événements qui secouaient son pays. Pourtant, jusqu'à la recommandation du gouvernement français qui, le 20 août, a demandé aux touristes de différer leur départ en URSS, tout semblait normal : les appareils d'Aeroflot et d'Air France exploitant les liaisons avec l'URSS, partaient et arrivaient comme si de rien n'était et il n'était pas question - les aéroports soviétiques restant ouverts - d'interrompre les vols.

Les compagnies internationales sont, au demeurant, habituées à travailler dans des conditions périlleuses. Air France, qui assure seize vols hebdomadaires sur Moscou (contre sept liaisons pour British Airways) et une liaison avec Leningrad le samedi-dimanche, n'est donc pas en danger. Mais si la compagnie revendique une part de marché de 35,5 %, l'URSS demeure une destination relativement modeste pour elle, quoique en hausse régulière : on décombrerait certes 80 225 passagers au total en 1990 (contre 58 036 en 1985) mais, à titre de comparaison, les 60 000 passagers enregistrés en 1989 sur le Paris-Moscou n'étaient guère plus nombreux que ceux transportés une bonne année entre Paris et Le Caire.

Les effets immédiats des événements sur le tourisme seront plutôt limités : l'été s'achève et les voyageurs ont déjà fait le plus gros. Mais les affaires de fin de saison, notamment les week-ends à Leningrad ou Moscou en septembre et octobre, sont compromises. Quant aux voyages d'affaires, août était déjà un temps mort, en raison des congés d'été.

des paysages d'Asie soviétique. Mais le développement n'a pas répondu aux espoirs des Soviétiques, qui voulaient que Leningrad attire autant de visiteurs (aux poches pleines de devises) que Paris. Il s'est heurté à la faiblesse des capacités d'hébergement et de transport : on ne dénombre, par exemple, que 50 000 chambres dans tout le pays contre 400 000 en France et Moscou n'offre que 13 000 lits, dix fois moins que Paris. Les difficultés de transport, notamment pour les individus, ne sont pas moindres : « Dans certaines régions, dit un des responsables du ministère du tourisme, la circulation, les voyageurs est limitée en raison de la rareté des pompes à essence que par les restrictions légales ».

L'URSS n'a pas connu plus le « boom » relatif provoqué dans les pays d'Europe orientale par l'ouverture des frontières. De même, ces deux dernières années, les Soviétiques, venus nombreux dans les pays voisins d'Europe de l'Est, sont restés à l'écart du mouvement qui a porté les Polonais, les Hongrois ou les Tchèques vers l'Europe occidentale. On en dénombre à peine quelques milliers dans l'Hesagone.

#### Un hôtel sur cinq

Les efforts faits pour attirer plus de touristes ont souffert aussi du désordre économique général : incertitudes sur le statut de la propriété, sur les responsabilités relatives des villes, des Républiques et de l'Union, sur le financement... Des projets d'hôtels, lancés il y a deux ou trois ans, seuls ont émergé l'Iris, 250 chambres, ouvert à Moscou par Pullmann en mai dernier et le Novotel de Moscou dont l'ouverture est prévue en septembre. Celle du Sheraton n'est programmée que pour 1992. Pour le Pullmann, comme pour le Sovetskaya repris en gérance par Sofitel, le démarrage est « difficile », souligne M. Benjamin Cohen, directeur général du groupe Accor.

Pullmann, qui avait pourtant fait porter son effort sur l'Union soviétique de préférence aux autres pays de l'Est, n'a finalement réussi à signer que pour un seul des cinq établissements projetés, celui de Khiva, avec Aeroflot, comme à Moscou, et la République d'Ouzbékistan, dont la construction (par Bouygues) n'a même pas commencé. De plus, les difficultés économiques du pays ont incité les hôteliers à la prudence. Ensemble, Accor et Pullmann n'ont investi que des sommes dérisoires (20 millions de francs). « Depuis six mois, nous n'avons pas cherché à accélérer les affaires, compte tenu de la dégradation de la situation générale. Nous ne voulons pas nous engager davantage sans être assurés que nos partenaires nous permettront de mener l'opération à bien », reconnaît M. Cohen.

#### Sept millions de visiteurs

A vrai dire, le tourisme avec l'URSS n'avait pas encore décollé. Selon les chiffres de l'Organisation mondiale du tourisme, l'Union soviétique a reçu, en 1989, 7 millions de visiteurs - alors que la France en accueille 52 millions. Sur ce total, on décombrerait 1,4 million d'Européens (et 150 000 Américains), dont la moitié de Finlandais, qui viennent en voituriers. Le reste de l'Europe occidentale n'envoie que 370 000 visiteurs : 140 000 Allemands, 89 000 Britanniques et à peu près autant de Français.

On a pu constater une certaine croissance depuis quatre ou cinq ans. Mais les « camarades » de naguère contempler les réalisations du « grand frère » ont succédé des visiteurs plus préoccupés des pittoresques des monuments et des musées ou

CAROLINE MONNOT

Moins engagés que les Allemands ou les Italiens

### Les industriels français se félicitent de leur prudence

Partis plus timidement que leurs concurrents allemands ou italiens à la conquête de l'URSS, les industriels français se félicitent chaudement, après l'annonce du limogeage de M. Gorbatchev, d'avoir su résister aux sirènes du grand marché soviétique. « Nous avons été très prudents dans notre développement en URSS. Cette prudence est aujourd'hui justifiée par la situation », commente chez Alstom, qui à l'instar de la plupart des grandes firmes industrielles françaises, revendique un courant d'échanges avec l'URSS très tenu, de l'ordre de 1 % des ventes totales du groupe. Le constructeur mécanique a-t-il semblé en retrait par rapport au groupe helvético-suédois ABB, qui n'a eu de cesse d'investir massivement en URSS et dans les pays de l'Est ? Ce qui pourrait passer pour de la timidité excessive, une incapacité à se préparer - même au prix d'investissements peu profitables dans l'immédiat - de plus solides positions à l'avenir n'était en fait que démarche précautionneuse et avisée, expliquent aujourd'hui les patrons français.

L'évolution des courants d'échange avec l'URSS témoigne de ces réticences. Au cours des deux dernières années, les exportations françaises en direction de l'Union soviétique se sont régulièrement érodées. Crainte de n'être pas payé, insurmontable problème de changes, multiplicité et valse

des interlocuteurs, renforcées par le conflit de pouvoir entre Moscou et les républiques, moindre engagement également de l'administration française qui a revu le protocole financier signé en 1987 dans un sens plus restrictif (les crédits acheteurs sur biens d'équipement ont été plafonnés à 2 milliards de francs), autant d'éléments qui ont tempéré les ardeurs des commerçants hexagonaux et causé d'autant un solide négatif des échanges avec l'Union soviétique. Ce désintérêt, commun à l'ensemble des pays industrialisés, s'est toutefois manifesté de façon plus nette en France, constatait-on lundi à la Direction des relations économiques extérieures (DREE).

Peu de contrats en exécution

Sixième fournisseur de l'URSS, précédée par ordre d'importance par l'Allemagne, les États-Unis, le Japon, la Finlande et l'Italie, la France a vendu pour 8,149 milliards de francs de marchandises à l'URSS en 1990, ce qui est moins qu'en 1989. Et sur les cinq premiers mois de l'année 1991, le recul des exportations a atteint 15,6 % par rapport à la même période de l'année précédente.

Par ailleurs, de toutes les joint-ventures franco-soviétiques enregistrées, rares sont les « success stories ». Elles sont déjà très peu nombreuses à avoir réellement

démarré. En avril 1990, Elf-Aquitaine enlève un contrat historique, le premier accord d'exploitation et de prospection pétrolière classique entre une compagnie occidentale et les autorités soviétiques. Quinze mois plus tard, les multiples contrats qui doivent préciser les modalités d'application de cet accord n'ont pas encore été signés.

Le groupe Pechiney a, depuis plus d'un an, abandonné son projet de Kalamak (usine d'emballage aluminium) en Arménie. L'accord-cadre d'un montant de 20 milliards de francs sur dix ans signé entre le chimiste Rhône-Poulenc et les autorités soviétiques, en décembre 1988, n'a pour le moment pas eu de suites concrètes.

De tous les mégaprojets annoncés (dont une unité d'assemblage Peugeot), seule la construction d'un hôtel-hôpital par un consortium espagnol Bouygues, Pullman et les autorités soviétiques semble avoir tenu la route. Difficile d'avoir des précisions sur le règlement financier. Mais le bâtiment est sorti de terre. Il a été inauguré en janvier dernier.

Peu de contrats en exécution, donc. Peu de discussions sur le point d'aboutir. Chez EDF, on manifeste toutefois une déception certaine. Depuis plusieurs mois, l'entreprise publique française n'a cessé de plaider pour la réflexion rapide - sur aide financière internationale - des centrales

nucléaires soviétiques. Pour éviter qu'un incident majeur ne jette, après Tchernobyl, un discrédit définitif sur l'atome civil et pour également monnayer son savoir-faire sur ce qui pouvait être un juteux marché. « Quelles vont être les conséquences de ces événements sur l'attitude des organismes financiers internationaux ? » s'interrogeait-on au siège de la compagnie d'électricité.

L'Oréal, qui exploite, depuis 1989, en joint-venture, une usine de laque, shampooing et déodorant (40 millions d'unités par an) dans la banlieue de Moscou, reste serein. « Nos risques sont limités. Nous n'avons pas cédé aux demandes des Soviétiques qui désiraient que nous prenions le contrôle majoritaire de cette affaire. Notre participation est de 49 %. Nous y avons, pour le moment, investi 20 millions de francs sur un programme d'un montant dix fois supérieur. » La multinationale dirigée par M. Owen-Jones va annuler l'inauguration de sa troisième boutique de luxe en URSS, prévue à Kiev, à l'automne prochain. Comme le soulignait dans la soirée du lundi 19 août un porte-parole du groupe, « un coup d'Etat n'entraîne pas forcément une diminution de la consommation de cosmétiques ».

CAROLINE MONNOT

### Cinq ans de tentatives pour réformer l'économie

Face à la crise de l'économie soviétique, M. Gorbatchev avait tenté, au cours des six années qu'il a passées à la tête du Kremlin, de transformer le système bureaucratique centralisé. Le mouvement de réformes est amorcé en 1987. Il ne fera qu'aggraver la situation du pays. Voici les principales étapes de cette tentative avortée.

1987

Juin : réunion plénière du comité central sur l'avenir des réformes économiques consacrée à « la réforme radicale de la gestion de l'économie ». M. Gorbatchev s'en prend notamment aux responsables de « sérieuses erreurs ». M. Aganbegian, un des proches conseillers de M. Gorbatchev, annonce que la réforme des prix - une partie « fondamentale » - a été remise à plus tard. « Elle entrera en application en 1990. »

1988

1<sup>er</sup> janvier : la loi sur l'autonomie des entreprises entre en vigueur. C'est la première application de la politique de restructura-

tion. Mais cette loi ne concerne ni l'emploi ni les prix de détail. A la fin du mois, l'URSS lance son premier emprunt international sur le marché des capitaux.

Juillet : M. Gorbatchev propose que la terre puisse être louée à long terme aux paysans.

23 septembre : M. Gorbatchev dresse une sombre tableau de la perestroïka : « Nous perdons du temps et cela signifie que nous perdons la partie. »

1989

Janvier : L'économiste Leonid Abalkine, l'un des principaux conseillers de M. Gorbatchev, reconnaît l'impossibilité d'une mise en place rapide de la réforme du système des prix en URSS. L'accent est mis dans un premier temps sur la réduction du déficit budgétaire.

Mars : M. Gorbatchev dresse un bilan catastrophique de l'agriculture.

24 juillet : M. Gorbatchev qualifie la grève des mineurs de charbon d'« épreuve la plus difficile » qu'ait connue la perestroïka.

Novembre : un programme de réformes économiques prudent, élabré sur cinq ans, est préparé par M. Abalkine, vice-premier ministre

chargé de la réforme économique.

19 décembre : les députés soviétiques adoptent le plan du premier ministre, M. Ryjkov, fait différé de celui de M. Abalkine), visant à instaurer par étape « une économie socialiste de marché » en URSS d'ici à 1995. Ce plan prévoit en 1990, 1991 et 1992 une réduction du déficit budgétaire (les dépenses militaires sont visées), une réforme graduelle des prix permettant de parvenir à la convertibilité du rouble, des transactions en devises convertibles avec les pays de l'Est.

Dans une deuxième étape, qui débutera en 1993, M. Ryjkov espère recueillir les premiers fruits de la réforme, mais, selon lui, l'Etat continuera à jouer un rôle pilote dans le domaine des prix, du crédit, de l'investissement.

1990

Janvier : M. Ryjkov repousse tout projet de réforme monétaire en URSS.

Mars : adoption d'une loi sur la terre, ouvrant la voie à une agriculture privée. Le principal conseiller économique de M. Gorbatchev, M. Petrakov, annonce une « radicalisation » de la réforme

économique. M. Petrakov, comme M. Abalkine, critique l'« inconstance » des propositions de M. Ryjkov.

14 avril : un plan d'accélération des réformes économiques est présenté au conseil présidentiel. Il prévoit deux étapes : un programme de dénationalisation sera engagé le 1<sup>er</sup> juillet 1990 (70 % des sociétés d'Etat devront être cédées au privé). Dans une seconde étape, commençant début 1991, les deux tiers des prix seront libérés.

Mars : la radicalisation prend du retard. Les projets de réforme économiques seront, en effet, soumis à référendum. Froude au Soviet suprême contre la réforme économique de M. Gorbatchev.

Juillet : le gouvernement de Russie met au point un plan pour « 500 jours », dit plan Eltsine, qui prévoit des privatisations et la libération des prix. Ces propositions constituent une sorte de solution de rechange au plan d'ensemble concernant l'URSS et sur lequel s'opposent le premier minis-

tre M. Rijkov et M. Abalkine. M. Gorbatchev rejettera ce plan de l'automne.

1991

1<sup>er</sup> janvier : le rouble transférable, monnaie d'échange entre les pays du COMECON - l'organisation commerciale des anciens pays du bloc de l'Est - cesse d'exister. Le COMECON disparaîtra officiellement le 28 juin.

Avril : le début de la réforme des prix se traduit par de nombreuses hausses.

Juillet : M. Gorbatchev, avec une lettre adressée aux chefs d'Etat et de gouvernement des pays les plus industrialisés (G7) assure que, d'ici la fin de 1992, 80 % de l'ensemble du commerce de détail et des services seront privatisés. Les sociétés étrangères et les banques pourront acquérir des actions et des propriétés en Union soviétique. Une loi sur les investissements étrangers prévoit le droit de création d'entreprises détenues à 100 % par des étrangers. Le rouble sera à terme convertible. L'URSS participera à l'activité des organisations internationales.

Les événements actuels sont donc un nouveau coup dur, dans une conjoncture générale médiocre par suite de la morosité économique mondiale - sans oublier que certains touts opérateurs ont déjà été éprouvés par la crise yougoslave qui touche beaucoup plus de touristes occidentaux. Même si les nouveaux gouvernements soviétiques parviennent à stabiliser la situation, les visiteurs ne se précipiteront pas de sitôt à Moscou : dans le tourisme, les réputations sont plus promptes à se défaire qu'à se constituer. « L'URSS risque de mettre plusieurs années à se remettre du coup d'Etat, comme le Maroc ou la Tunisie de la crise du Golfe », estime M. Hervé Barret, conseiller du ministre français du tourisme.

FRANÇOISE VAYSSE et GUY HERZLICH

## EUROPE

## YUGOSLAVIE

# Les Républiques s'entendent sur les principes d'un compromis politique

La présidence collégiale de la Yougoslavie et les présidents des Républiques, réunis mardi 20 août à Belgrade, ont annoncé leur intention de préparer un projet de compromis politique afin de résoudre la crise. Les principes énoncés restent très ambigus, cette décision apparaît davantage comme un geste de bonne volonté que comme un réel prélude à un dénouement du conflit.

BELGRADE

de notre envoyée spéciale

Les réunions au sommet des dirigeants yougoslaves s'étant, jusqu'à présent, toutes soldées par des échecs, personne n'attendait quoi que ce soit de la rencontre du mardi 20 août. Aussi la présidence a-t-elle créé la surprise en faisant part, mardi dans la soirée, de son intention de chercher un compromis politique. Sans doute les événements survenus en Union soviétique ont-ils provoqué un mouvement de peur chez les représentants des Républiques qui se sont sentis contraints de renouer les liens sous la menace d'une intervention de l'armée fédérale. Toujours est-il que, cette fois, la présidence a parlé de « questions concrètes » et a pris la peine d'énoncer quatre principes sur lesquels sera fondée la recherche d'une solution.

Le premier de ces principes repose sur « le respect du droit de chaque peuple à l'autodétermination, lequel inclut le droit de sécession ou d'union ». Au cours d'une conférence de presse à Zagreb, le président croate, M. Franjo Tudjman, a indiqué que les représentants serbes avaient « insisté » au cours de la réunion « pour que la question du changement des frontières soit fondée sur le droit des peuples à l'autodétermination ». Le président serbe, M. Slobodan Milosevic, n'est en effet pas contre une sécession des Slovènes et

des Croates mais à condition que les Serbes aient, eux aussi, le droit à l'autodétermination. Autrement dit, pour M. Milosevic, la Croatie peut faire sécession mais sans les territoires peuplés majoritairement de Serbes; ce qui suppose une redéfinition des frontières intérieures.

La position commune adoptée mardi précise qu'« aucun changement de frontière intérieure ou extérieure n'est acceptable par des actes unilatéraux ou par la force mais seulement sur la base du droit des peuples à l'autodétermination dans une procédure démocratique et d'une façon légale ».

La formule reste ambiguë, Croates et Serbes pouvant l'interpréter chacun à leur manière. Ce qui est aussi le cas du deuxième principe : « On doit tenir compte de la volonté de chaque peuple yougos-

lave exprimée démocratiquement et de la volonté de chaque République de réaliser son état ».

Le peuple serbe y trouve son compte, la République croate aussi. Mais cela ne résout en rien le conflit d'intérêts. Les deux autres principes n'éclaircissent guère. Le « principe d'égalité » repose sur « l'égalité de toutes les options », sans recours à la force. Quant au « principe de légalité », il prévoit que le compromis politique trouvé sera sanctionné juridiquement.

Alors que le président croate, M. Tudjman, a fait preuve d'un certain optimisme, à l'issue de la réunion, en affirmant qu'« aujourd'hui il semble que nous soyons un peu plus près d'une solution à la crise yougoslave », son homologue slovène est resté sceptique. Selon Radio Bel-

grade, M. Milan Kucan a déclaré que « la volonté de compromis est minime » et qu'« il n'existe pas encore de moyens concrets de résoudre le conflit ».

Pour le président slovène, dans la mesure où les événements en URSS « peuvent changer le cadre international dans son entier, ainsi que le cours de la résolution de la crise yougoslave », « il est très possible qu'au moins une des parties en conflit attende de voir la suite des événements en Union soviétique ».

M. Kucan n'a pas cité de nom, mais il est clair que son allusion visait la Serbie.

Dans l'attente, toutes les parties en présence ont donc voulu faire un geste. Pout qu'il en soit, la déclaration d'intention de mardi, assortie de l'engagement d'« essayer » de se conformer à la déclaration de Brioni (qui laisse trois mois, à compter du 7 juillet, aux dirigeants yougoslaves pour trouver une solution politique), ressemble fort à un statu quo.

MARIE-PIERRE SUBTIL

## M. Delors insiste sur les conséquences économiques de la crise

LA HAYE

de notre correspondant

Réunis à La Haye, mardi 20 août, pour examiner la situation en Union soviétique, les ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne ont consacré aussi une partie de leurs travaux à la crise yougoslave. Présent à La Haye, le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, a adressé une sévère mise en garde à la Yougoslavie : « Je respecte l'histoire, les traditions et les aspirations de tous les peuples. Mais les peuples yougoslaves doivent comprendre que chaque mois qui passe aggrave la situation économique de leur pays et que la Communauté n'est pas prête à en payer l'addition ».

M. Delors a indiqué que la crise coûtait à la Yougoslavie 1 milliard de dollars par mois et que sa remise à flot exigeait déjà de 6 à 7 milliards de dollars. Après avoir

pris connaissance du rapport de mission de l'émissaire de la présidence de la CEE, M. Henry Wijnsum, ambassadeur des Pays-Bas à Paris, réuni de Belgrade lundi, les Douze ont salué « la volonté de toutes les parties de commencer les négociations sur l'avenir de la Yougoslavie » et les ont pressés « de conduire ces négociations en bonne foi », sur la base de deux principes : « Aucun changement des frontières internes ou internationales par la force n'est acceptable; toute solution doit garantir les droits des peuples et des minorités dans toutes les Républiques ».

Les pays membres de la CEE ont réitéré leur offre de service pour « faciliter et accompagner le processus des négociations, et assurer un contrôle international du cesse-le-feu si toutes les parties en émettent le souhait ». Les Douze ont d'ailleurs exprimé « leur grave inquiétude quant aux fréquentes violations du cesse-le-feu ».

C. Ch.

## EN BREF

■ **ALGÉRIE** : deux journaux du Front islamique du salut sont interdits. - Deux hebdomadaires du Front islamique du salut (FIS), *Al Moudjahid* et *El Forkane*, ont été interdits, ont annoncé, lundi 19 août, les autorités militaires chargées d'administrer l'état de siège. Ces journaux sont accusés d'avoir publié des articles « appelant à la désobéissance civile et à la violence et incitant aux crimes et délits contre l'ordre public et la sûreté de l'état ». - (AFP)

■ **CORÉE DU SUD** : la peine de mort requise contre un poète d'extrême gauche. - Le procureur a requis, lundi 19 août, la peine de mort contre le militant et poète d'extrême-gauche Park Ki-pyong, accusé d'avoir complété contre le gouvernement en vue d'instaurer un régime communiste. La cour devrait rendre son verdict dans environ deux semaines. - (AFP)

■ **COTE-D'IVOIRE** : trafic d'enfants maliens. Un couple de Maliens a été arrêté par la police, à Korioko, au nord d'Abidjan, alors qu'il venait d'accueillir vingt enfants arrivant du Mali voisin, a rapporté, mardi 20 août, le quotidien *Ivoire Soir*. Le couple d'ivoiriens comptait vendre chaque enfant 300 francs. - (AFP)

■ **ÉTATS-UNIS** : Deux arrestations au Kansas après la bataille anti-avortement. - Principaux responsables de l'opération « Rescue », dont le but est de bloquer l'entrée de cliniques pratiquant l'avortement à Wichita (Kansas), le révérend Pat Mahoney et Keith Tucci, ont été arrêtés, mardi 20 août, à l'issue d'une journée décrite par la police comme « la plus agressive » depuis un mois. Deux autres personnes visées par le mandat d'arrêt ont affirmé qu'elles se rendraient dans la soirée de mardi. Depuis le 15 juillet, date du lancement des manifestations de Wichita, quelque 2 400 personnes ont déjà été interpellées. - (AFP)

■ **ÉTHIOPIE** : le gouvernement dément un nouveau transfert de juifs éthiopiens vers Israël. - Le gouvernement d'Addis-Abeba a démenti, lundi 19 août, avoir passé un accord avec Israël pour laisser émigrer deux mille six cents juifs éthiopiens. Vendredi, les autorités israéliennes avaient assuré qu'un premier groupe de

six cents Falachas arriverait à temps à Jérusalem pour le Rosh Hashana (Nouvel An juif), le 9 septembre. - (AFP, AP, Reuters)

■ **PÉROU** : quatre morts dans une attaque de la guérilla le jour des élections municipales. - Au moins quatre personnes ont été tuées et trente-six autres blessées par l'explosion de plusieurs bombes dans deux marchés très fréquentés d'Ayacucho (sud-est du pays) dimanche 18 août, jour des élections municipales, que la guérilla maoïste du Sentier lumineux avait appelé à « saboter ». Ces nouveaux décès portent à 258 morts, le bilan officiel des violences politiques depuis le début du mois d'août au Pérou, un chiffre record. - (AFP)

■ **ROUMANIE** : l'ambassadeur indien gravement blessé par des terroristes sikhs. - L'ambassadeur de l'Inde à Bucarest, M. Julio Francis Ribeiro, a été gravement blessé mardi 20 août par des terroristes sikhs, qui ont ouvert le feu sur lui alors qu'il se promenait avec sa femme dans la capitale roumaine. Un des agresseurs a été tué par la brigade antiterroriste roumaine qui assurait sa protection rapprochée, un deuxième a été blessé. - (AFP)

■ **SALVADOR** : treize guérilleros tués. - Trois soldats blessés lors d'intenses combats survenus ces derniers jours à Cinquera (25 kilomètres au nord-est de San-Salvador) et à Chapeltique (est du pays), a indiqué l'armée, mardi 20 août. Deux civils et deux soldats ont par ailleurs été blessés mardi près de San-Salvador, après que des maquisards du Front Farabundo Martí de libération nationale eurent attaqué un poste de garde. - (AFP, UPI)

■ **VANUATU** : libération du plus ancien prisonnier politique du Pacifique sud. - Le plus ancien prisonnier politique du Pacifique sud, M. Jimmy Stevens, a été libéré, lundi 19 août, à Vanuatu, selon la presse locale. M. Stevens avait été condamné à quinze ans de prison en 1980, au moment de l'indépendance de l'archipel, ancien condominium franco-britannique, pour avoir tenté de créer un État sécessionniste dans l'île d'Espiritu-Santo, dans le nord de l'archipel. - (AFP)

■ **BANGKOK** : le secrétaire d'État américain s'est déjà enquis, le 24 juillet, de Kuala Lumpur, en déclarant que la négociation actuelle, qui doit reprendre le 26 août en Thaïlande, ne devait pas déboucher sur une « solution partielle ». Quelques temps plus tard, M. Lee Kuan Yew, l'ancien premier ministre de Singapour, qui demeure « senior minister », avait abondé dans le même sens, en déclarant que Hanoi et Pékin étaient sur le point de « s'arranger » au Cambodge.

Ce qui promet, avait-il ajouté, un règlement qui « ne sera peut-être pas le meilleur pour le Cambodge ou pour l'Asie du Sud-Est ». Que, dans ce contexte, la presse américaine ait monté en épingle, ces derniers jours, des informations selon lesquelles M. Pol Pot se serait rendu à Pattaya, fin juin, lors d'une importante réunion intercommunautaire, n'est pas forcément un hasard (le Monde du 10 août).

On renforce ainsi la plausibilité d'un accord entre durs des deux camps : M. Pol Pot, à qui est attribué la paternité des massacres perpétrés par les Khmers rouges de 1975 à 1978, négocierait lui-même un modus vivendi avec les autorités actuelles de Phnom-Penh, qui comptent un bon nombre d'anciens Khmers rouges qui ont fui les purges du même Pol Pot. Des groupes de pression américains rappellent aux Vietnamiens, au même moment, que le dossier des MLA - les soldats américains disparus pendant la guerre du Vietnam - dont Washington fait une condition à la normalisation des relations entre les deux pays, n'est toujours pas clos.

Enfin, M. Baker a sans doute voulu mettre en garde Chinois et Vietnamiens contre un « accord secret » sur le Cambodge qui ferait peu de cas du plan des Nations unies. Et, surtout, qui favoriserait la « solution rouge », sous le patronage d'un prince Shanouk qui, d'après un message à ses chers compatriotes, publié jeudi 8 août - passe qu'il aura, en tant que chef d'État, les « pouvoirs limités » d'un président de la IV<sup>e</sup> République française.

## ASIE

## CAMBODGE : le débat sur l'après-guerre

## Hanoi et Pékin pourraient se mettre d'accord pour proposer leur propre « solution rouge »

S'inscrivant désormais dans le cadre de la normalisation des relations entre Pékin et Hanoi, la tournure prise par la négociation sur le Cambodge provoque quelque émoi dans certains milieux diplomatiques occidentaux, notamment américains. Et si l'on s'orientait, se demandent-ils, vers une « solution rouge », dictée par un rapprochement entre les deux vieilles directions communistes asiatiques qui se seraient, entre-temps, rabibochées?

de notre correspondant

M. James Baker, le secrétaire d'État américain, s'est déjà enquis, le 24 juillet, de Kuala Lumpur, en déclarant que la négociation actuelle, qui doit reprendre le 26 août en Thaïlande, ne devait pas déboucher sur une « solution partielle ». Quelques temps plus tard, M. Lee Kuan Yew, l'ancien premier ministre de Singapour, qui demeure « senior minister », avait abondé dans le même sens, en déclarant que Hanoi et Pékin étaient sur le point de « s'arranger » au Cambodge.

Ce qui promet, avait-il ajouté, un règlement qui « ne sera peut-être pas le meilleur pour le Cambodge ou pour l'Asie du Sud-Est ». Que, dans ce contexte, la presse américaine ait monté en épingle, ces derniers jours, des informations selon lesquelles M. Pol Pot se serait rendu à Pattaya, fin juin, lors d'une importante réunion intercommunautaire, n'est pas forcément un hasard (le Monde du 10 août).

On renforce ainsi la plausibilité d'un accord entre durs des deux camps : M. Pol Pot, à qui est attribué la paternité des massacres perpétrés par les Khmers rouges de 1975 à 1978, négocierait lui-même

de deux personnalités mal vues à Pékin : MM. Nguyen Co Thach, chef de la diplomatie pendant onze ans, et Mai Chi Tho qui, en tant que ministre de l'intérieur, avait géré l'expulsion des Chinois du Vietnam en 1979. La négociation du lourd contentieux a repris sur des bases plus saines. La logique voudrait donc également que Pékin et Hanoi poussent leurs protégés cambodgiens respectifs à adopter un compromis, une « solution rouge » qui préserverait les intérêts des deux partis en présence.

Ce raisonnement appelle quelques nuances. D'abord, le socialisme, comme toute autre idéologie, semble avoir vécu au Cambodge. Le régime, toujours monolithique, de Phnom-Penh, a prêté à tour de bras ses derniers mois, abandonnant même des secteurs vitaux (monopole du tabac, distribution du riz). Ensuite, au stade actuel des pourparlers, rien ne dit que les Khmers rouges aient obtenu davantage qu'un trépas. Et s'ils veulent jouer un rôle, il leur faudra, de toute façon, modifier très sensiblement le programme qu'ils avaient appliqué lors de leur passage au pouvoir (suppression de la population chinoise, de la monnaie et de l'instruction publique).

**Rose ou rouge ?**  
Le Cambodge - entre huit et neuf millions d'habitants - est un petit pays ruiné, qui manque dramatiquement de cadres et qui va, en outre, bénéficier rapidement d'une assistance étrangère, notamment japonaise, envahissante à son échelle. Le poids politique de cette présence, sur laquelle mise le prince Shanouk, sera important. L'aide de l'ONU sera, en outre indispensable, pour éviter que le retour de 350 000 réfugiés tourne au désastre. Les « socialistes » du sud, s'il en est encore, devront composer.

Il y a également le problème, difficilement contournable, d'un scrutin sous contrôle de l'ONU. Vietnamiens et Chinois, s'ils parvenaient à s'entendre, pourraient être tentés de faire l'économie d'élections susceptibles de tenir leur schéma de coalition gouvernementale. Ce à quoi pourrait rapidement être utilisé le CNS, le Conseil national suprême présidé par le prince Sihanouk, dont deux des douze membres sont Khmers rouges. Mais, afin d'obtenir l'aval international à un éventuel accord, il leur est difficile de faire totalement l'impasse sur des élections.

La solution qui risque d'être avancée est évidente : soit à l'occasion d'un scrutin présidentiel - l'élection du prince à la tête de l'État - soit par le biais d'un référendum, offrir aux Cambodgiens l'occasion de ratifier un accord entre factions cambodgiennes approuvé par Pékin et Hanoi. Encore faudra-t-il que l'opération électorale soit assez présentable pour que l'ONU accepte d'en assurer la supervision et de légitimer ainsi l'ensemble du processus.

On n'en est pas encore là. La négociation intercommunautaire doit reprendre le 26 août en Thaïlande, soit deux semaines après le récent round des négociations sino-vietnamiennes à Pékin. Ni les Chinois ni les Vietnamiens ne veulent d'un Cambodge ingouvernable, propice à un retour des Khmers rouges au pouvoir. Hanoi souhaite, avant tout, qu'on lui laisse les mains libres sur sa frontière avec le Cambodge.

Dans ce cadre-là, la façon dont le Cambodge sera géré importera moins. Hanoi et Pékin demandent, en priorité, aux Khmers d'éviter tout débordement. Les Khmers rouges restent, bien entendu, les premiers visés par cette volonté sino-vietnamienne de calmer le jeu. Dans ce cas de figure, la société internationale, faite de volonté politique et de moyens, devra sans doute s'accommoder d'une solution politiquement plus rose que rouge, mais qui ferait, sans doute, peu de cas du plan de paix de l'ONU.

JEAN-CLAUDE POMONTI

## AFRIQUE

## AFRIQUE DU SUD

## L'ANC est accusé d'avoir torturé certains de ses dissidents

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Le Congrès national africain (ANC) est très embarrassé par les accusations de torture lancées à son encontre par d'ex-« espions » sud-africains, rapatriés d'Ouganda, samedi 17 août. Ces anciens militants du mouvement nationaliste noir, dont l'ANC affirme qu'ils ont été « retournés » par les services spéciaux ou par l'armée sud-africaine, ont néanmoins accepté de recevoir, lundi après-midi, à Johannesburg, la visite de M. Chris Hani, le chef de la branche armée de l'ANC, et de M<sup>me</sup> Winnie Mandela.

Dans le délicat contexte de négociations entre l'ANC et le gouvernement, ces accusations, très précises, risquent de servir les ennemis du mouvement présidé par M. Mandela, en premier lieu l'Inkatha, le mouvement à dominante zoulou de M. Buthezi. Elles risquent également de remettre en mémoire les sévices infligés à des jeunes Noirs de Soweto, pour lesquels M<sup>me</sup> Mandela avait dû comparaître en justice.

L'entretien de M. Hani et de M<sup>me</sup> Mandela avec quelques-uns des trente-deux « espions », ou présumés tels, s'est terminée de façon surprenante. A l'issue d'un huis-clos de trois heures, une déclaration commune de l'ANC et du groupe des « espions » a été lue par Winnie Mandela. Selon ce texte sibyllin, « tous vont tenter de résoudre le problème », et « l'important est la réintégration en Afrique du Sud ». Le chef de la branche armée de l'ANC a même, geste étonnant, passé son bras autour de l'épaule d'un de ces militants que l'ANC, hier encore, vilipendait, et que M<sup>me</sup> Mandela n'a pas craint d'appeler « commandes ».

M. Hani avait pourtant été nominalement accusé, la veille, par un porte-parole des ex-détenus de l'ANC, M. José Ribeiro de Souza - soupçonné par M. Hani d'être un agent des services spéciaux sud-africains de la CIA - d'avoir « couvert » les tortures que lui-même et d'autres prisonniers ont subies.

Les trente-deux dissidents de l'ANC sont logés dans des hôtels de Johannesburg, sous la protection du Comité international de la Croix Rouge (CICR). - (Interim)

## MAURITANIE : selon Amnesty International

## Plus de trois cents prisonniers politiques auraient été tués en détention

Dans un rapport, rendu public mercredi 21 août, Amnesty International publie la liste de 339 personnes « tuées en détention » dans « des prisons, des casernes de l'armée ou des postes de police » en Mauritanie, la plupart ayant été « exécutées après avoir été sauvagement torturées ».

Plus de cent cinquante d'entre elles auraient été arrêtées entre novembre 1990 et mars 1991, victimes des « rafles », menées à Nouakchott, la capitale, et à Nouadhibou, la deuxième ville de Mauritanie, fin 1990. Des sources « dignes de foi » ont indiqué que « quelque deux cents personnes » ont été « tuées en détention », précise Amnesty.

Amnesty, qui réclame, « à nouveau », l'ouverture d'une enquête « publique et impartiale ».

La plupart des victimes étaient des « Fauts », officiers de l'armée ou fonctionnaires, arrêtés « du simple fait de leur origine ethnique », assure l'organisation humanitaire. Selon elle, « ces meurtres s'inscrivent dans le cadre de la répression que subissent, depuis des années, des ethnies noires dans le sud du pays », où « arrestations, tortures et exécutions extra-judiciaires » sont devenues « monnaie courante ». C'est cependant « la première fois » que « de tels meurtres » sont atteints, souligne Amnesty.

ARTS



L'ANC est accusé d'avoir...  
...de ses dissidents

# ARTS • SPECTACLES



« Le rapport au père ne s'interrompt jamais. Je n'ai plus le mien. J'ai saisi au vol cette chance inouïe de poser à de fortes personnalités les questions qui m'occupent. A mon grand étonnement, ils n'ont pas esquivé. Ils ont même été souvent droit au but. Avant chaque création, j'ai besoin de faire le point : ces cinq hommes et leurs réponses, s'ils ont donné matière à ces pages, viendront un jour nourrir mon travail. Leur authenticité se reflète dans les photos : dans une civilisation du mot, où il est si difficile d'échanger avec des gestes, tous ont parfaitement compris, là aussi, ce que je leur demandais. Pas un seul n'est ridicule : le courage paie. »

JEAN-CLAUDE GALLOTTA



Laurent Fabius



Maurice Béjart



Marin Karmitz



Ernest Pignon-Ernest



Alexandre Minkowski

JEAN-CLAUDE GALLOTTA CONVOQUE SES «GRANDS TÉMOINS» AU JARDIN DU LUXEMBOURG

## Les curiosités d'un faune

**J**EAN-CLAUDE GALLOTTA, l'un des chefs de file de la danse française, est bien un habitant de cette fin de siècle. Il doute, il s'inquiète. Si plus rien n'a de sens que celui de l'argent, si tous les grands hommes sont morts, où va-t-on ?

Quand nous lui avons proposé d'être le rédacteur en chef d'un supplément d'été, le chorégraphe a émis un vœu, et un seul : voir des réponses à ses questions. Ça tombait bien, elles étaient aussi les nôtres. Comme il a l'esprit frondeur, il a eu l'idée d'un jeu qui consisterait à convoquer quelques prix d'excellence, chacun reconnu dans sa discipline, et à les interroger sur l'avenir de leur art et du monde. Qui va mal, merci !

Un matin, alors qu'il courait dans les allées du jardin du Luxembourg, Jean-Claude Gallotta découvre la statue de Pierre Mendès France. Délicieusement l'idée du supplément venait de naître. Le danseur et chorégraphe Maurice Béjart, le peintre Ernest Pignon-Ernest, Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, le producteur de cinéma Marin Karmitz et le professeur Alexandre Minkowski ont répondu « présent ». Et même, *post mortem*, l'écrivain Samuel

Beckett, père spirituel de Gallotta. Règle de base de ce divertissement : accepter de poser pour l'objectif de Thierry Arditte devant une des statues du jardin du Luxembourg. Chaque personnalité étant en quelque sorte la continuité vivante de la figure de pierre qu'il choisirait. Pour saisir la chaîne de la vie, la transmission des savoirs. Pour tenter d'appliquer l'esprit scientifique des Encyclopédistes à notre fin de siècle. Toutes proportions ramenées aux cinq pages de ce supplément, il va sans dire.

C'est ainsi qu'Ernest Pignon-Ernest a pris le risque d'entrer dans la fontaine Médicis. Il y a mouillé ses baskets neuves, mais « les belles cuisses de Galatée » valaient bien, selon lui, ce petit refroidissement. Laurent Fabius, lui, était aphone, il a été pourtant fort disert. Il nous a assuré que les attitudes chorégraphiques, qu'il avait prises devant la statue de Mendès, étaient pour lui « du chinois ». Son sourire de chat du Cheshire signalait, en effet, un certain malaise. Les badauds, eux, avaient l'air ravis de voir un homme

politique, éclatant de jeunesse, sapé comme un prince, s'essayer à autre chose qu'à la langue de bois.

En revanche, zéro pointé à Pierre Peignot, qui sculpta le légendaire homme politique en 1984 : son Mendès a l'air de sortir de l'eau, les mains plantées dans un imper qu'il viendrait de faucher à l'inspecteur Columbo. La commande serait venue directement de l'Elysée.

Marin Karmitz, en toute simplicité, s'est octroyé la statue la plus universelle : un modèle réduit de la *Liberté éclairant le monde*, de Frédéric Auguste Bartholdi. L'homme est de l'étoffe dont on fabrique les derniers nababs, la passion du cinéma en plus. Cet obsédé de l'image défend les mots avec acharnement. Une hantise : la barbarie qui envahit notre époque.

Maurice Béjart, l'homme qui ne se voit pas dans les miroirs, n'eut pas de mal à être en harmonie avec le *Marchand de masques* de Zacharie Astruc, rebaptisé Zacharias Truc par Degas. Pourtant, la statue est énigmatique, avec sa panoplie de têtes coupées qui repré-

sentent celles de Hugo, Gambetta, Gounod, Dumas, Delacroix, et Carpeaux.

Alexandre Minkowski se révélait plus farouche et conquérant que le *Lion de Nubie* d'Auguste Cain. Il a inventé lui-même sa pose, imitée du geste des femmes arméniennes - superbes, nous a précisé le professeur, quand elles recoiffent leurs longues chevelures.

Gallotta, enfin. Il n'est pas de ceux qui croient à « la fin de l'Histoire » parce qu'un mur est tombé. Il s'interroge sur le succès du capitalisme, système dorénavant olibataire : quelles nouvelles rencontres va-t-il faire ? Quelles nouvelles alliances saura-t-il contracter pour stimuler et secouer la vie politique, artistique, et celle de la pensée ? Les « oracles » que le chorégraphe a choisis ont décidé d'être légers - est-ce l'influence de la photo ? - donc d'être sérieux dans leurs prédictions, sachant fort bien que le prévisible est justement ce qui n'arrive jamais. Ou presque. (Lire pages 12 à 15.)

DOMINIQUE FRÉTARD

## I LAURENT FABIUS

- Jean-Claude Gallota : Est-ce que la manière d'enseigner le corps a changé ces dernières années ?

- L. F. : On le regarde différemment. Ceux qui s'occupent de leurs corps observent davantage celui d'autrui. « L'économie du corps » s'est considérablement renforcée : vêtements, produits de beauté, exploitation du sport... Mais la vérité est qu'il existe une séparation fondamentale entre le corps et la pensée. Le corps comme outil d'expression de la pensée reste absent dans notre pays : le cursus scolaire français accepte toujours qu'on « sèche » la gymnastique. D'un côté, les matières nobles, de l'autre, tout le reste. Imbécillité que l'on n'arrive pas à vaincre. Nous n'avons pas encore réussi à mettre en place un système d'éducation plus proche des Anglo-Saxons, où les après-midi sont réservés aux disciplines sportives et corporelles. Bref, si la perception du corps s'est développée, perception esthétique avant tout, on est encore loin d'envisager le corps comme faisant partie de la personnalité.

- J.-C. G. : Vous séchiez la gymnastique ?

- L. F. : Ma constitution n'a pas l'air de s'y prêter, mais j'ai beaucoup pratiqué la marche à pied. Autrement, j'ai fait du rugby, du tennis, de l'équitation. J'ai toujours apprécié le contact que procure le corps avec la réalité physique qui nous environne. Pour en revenir à l'école : il y a encore trop peu d'apprentissage des disciplines artistiques, de la sculpture, de la danse. Notre éducation est complètement déséquilibrée. La mondialisation de la culture résorbera ce retard du corps européen, le rapprochera du corps oriental ou américain. Nous allons vers une civilisation du temps choisi qui donnera plus de place au corps. Cela prendra dix ans, peut-être cinquante, mais l'évolution ira dans ce sens. L'habillement accompagnera ce mouvement.

- J.-C. G. : En vous voyant, vêtu de couleurs vives, on peut penser que l'évolution a commencé. C'est plus gai de voir un président de l'Assemblée nationale habillé comme cela ?

- L. F. : ... comme Edouard Herriot ! Ce que vous me dites me fait penser à une anecdote : un haut fonctionnaire de l'Assemblée et mon directeur de cabinet parlent ensemble : à voix basse, non loin de moi. Cela m'intrigue. Je leur demande quel est l'objet de leur discussion : « Votre costume », me répondent-ils. J'étais en costume beige clair. Or la tradition — je l'ai apprise à cette occasion — voulait que l'on présidât en costume sombre, tradition elle-même en recul comparée à l'avant-1981 où l'on devait arborer l'habit !

- J.-C. G. : Pourquoi avez-vous choisi de poser devant la statue de Mendès France ?

- L. F. : Mendès était député de Louviers, exactement la circonscription limitrophe de la mienne. Je rencontre souvent des hommes et des femmes qui, quand ils étaient très jeunes, l'ont soutenu et aidé. Ils conservent de lui un souvenir éblouissant qui tient essentiellement à la rigueur morale de l'homme. Il s'attachait toujours à donner du sens à son action politique. Donner du sens, c'est-à-dire à la fois une direction et une interprétation.

» J'ai beaucoup réfléchi à la fameuse méthode Mendès quand Mitterrand m'a nommé à Matignon. La quintessence, sa conception de la politique, c'était de rendre les citoyens co-intelligents de la situation, des projets, des décisions. Qu'ils soient cultivés ou frustes, pauvres ou riches, il faut être persuadé qu'on peut, et qu'on doit, tout expliquer à ses concitoyens. Une haute conception de la politique : la seule qui vaille.

» Changeons complètement de focale : Mendès, c'est bien connu, pouvait commettre des erreurs tactiques. C'était là le contrepoint de son exigence morale, de sa vision du monde. Il suscitait un bain démocratique permanent et provoquait cet apport de sens qui aujourd'hui a trop souvent déserté la politique. On la considère comme une simple technique. La politique doit être avant tout un projet, et mes jeunes collègues à l'Assemblée se posent des questions existentielles.

- J.-C. G. : L'éducation juive, dans sa globalité, favorise-t-elle la formation des guides, des hommes qui deviennent des références morales ?

- L. F. : Personnellement, je n'ai pas reçu d'éducation juive. J'ai fait ma première communion à Notre-Dame. Mendès, comme beaucoup de responsables statutés à leur mort, a été particulièrement attaqué de son vivant, de sorte que les attaques portées aujourd'hui contre certains apparaissent, en comparaison avec celles qu'il a subies, comme un lit de roses, lui-même ayant été entouré de roses comparé à ce qu'avait essuyé un Léon Blum. Dans ces insultes, qu'est-ce qui était destiné au juif, qu'est-ce qui visait l'homme de gauche engagé ? Mendès en tout cas était sensible à ce qui s'adressait à sa judaïté.

» Concernant l'éducation, je ne suis pas un spécialiste. Mais s'il y a une chose que je comprends dans cette manière d'éduquer, c'est la lecture du Livre. Tout peut être discuté, rien ne doit être accepté comme

Nous quittons l'hôtel de Lassay dans la voiture de Laurent Fabius.

Il s'installe à l'arrière au côté de Jean-Claude Gallota. Une voiture de sécurité nous suit.

Jean-Claude Gallota explique le sens du parcours qu'il a défini, la relation entre la statue de Mendès France et l'homme de chair, entre le vivant et l'artificiel. Mais déjà, Laurent Fabius, très à l'aise, ou voulant en donner l'impression, commence à parler. Cette rencontre, il l'avait soigneusement préparée : quand on a toujours été premier de la classe, on n'aime pas se faire surprendre par une question hors programme. Surtout quand il s'agit du corps, un sujet dont on débat peu à l'Assemblée nationale. Et la politique ? « Sale temps », nous a répondu Laurent Fabius. Mais encore ?



allant de soi, la vérité vient de la confrontation des intelligences : tout par la liberté, rien par le dogmatisme.

» Ce refus du dogmatisme et l'apprentissage de la discussion philosophique sont essentiels. Comprendre, apporter sa propre pensée, éprouver qu'on est plus intelligent à plusieurs que tout seul : c'est déjà un vrai processus démocratique et politique qui favorise la dimension collective de toute pensée. Les problèmes les plus difficiles de la politique, aujourd'hui, se trouvent à l'intersection du collectif et de l'individuel. Ce type de pensée peut très bien être amorcé par une démarche éducative comme celle que nous venons d'évoquer.

- J.-C. G. : Que feriez-vous pour redonner du sens à l'action politique ?

- L. F. : D'abord lutter contre la démagogie qui consiste à dire que la politique est nécessairement sale ; ensuite, et surtout, retrouver l'exigence de la démocratie et l'étendre à tous les domaines : culture, éducation, économie, institutions. Il faut mettre de la démocratie partout. Et puis refuser l'idée qu'aucun choix n'engage,

que tout vait tout... La politique est devenue l'image de la société : elle pose comme objectif unique la compétition. La France championne d'Europe, et l'Europe championne du monde (Mais championne de quoi ? Pour quoi ?) doivent être les premières en tout, mais on ne sait pas pourquoi ! L'économisme a tout envahi. Les dimensions politiques et culturelles sont gommées. La société fonctionne comme une immense entreprise chargée d'arriver avant les autres. Pour redonner à la politique sa force, l'effort doit commencer par la réflexion, le retour philosophique sur la société et sur soi, le rétablissement de la pensée en première ligne.

- J.-C. G. : La morale est une pensée qui, en politique, n'est rien si elle n'est pas traduite en actes ?

- L. F. : Si vous n'avez qu'un projet, on vous reprochera que c'est du vent, si vous n'avez qu'une pratique, on vous reprochera le manque de direction : l'équilibre se situe dans ce va-et-vient. Là, nous retrouvons Mendès et la pédagogie de chaque instant. Les politiques devraient être des éducateurs. Connaissiez-vous la formule lapidaire de Briand : « Qu'est-ce que la politique ? C'est dire des choses à des gens. » Cela peut

être un sommet de la pédagogie... ou bien le pire des baratins.

- J.-C. G. : Va ce qui se passe aujourd'hui, je me demande pourquoi vous faites de la politique ? J'aurais une trouille terrible de cette langue de bois, du mensonge, des partis qui n'en sont plus. En quoi la politique peut-elle encore changer le monde ?

- L. F. : Au départ, intellectuellement, psychanalytiquement peut-être, affectivement à coup sûr, les choses sont simples : je ne supporte pas l'injustice. Vouloir aller plus loin que ce refus, désirer d'agir, j'ai débouché sur une démarche politique. C'est une réaction très fruste, presque primaire. A partir de ce choix idéologique, comment décide-t-on de consacrer sa vie à la politique ? Fondamentalement, je me demande si la politique n'est pas pour moi, comme pour d'autres, un moyen de lutter contre la mort. Parce que la politique, par définition, dépasse le temps de ma propre vie...

- J.-C. G. : ... Comme l'art pour l'artiste...

- L. F. : L'art comme anti-destin. Mais je n'ai pas le talent de l'artiste : je ne sais ni peindre ni jouer d'un instrument. L'artiste par sa création ignore le temps, et c'est en cela qu'il nie le destin. Le politique s'inscrit dans le temps, il ne nie pas le destin, il cherche à le façonner. Je lutte contre la mort en faisant advenir, non pas le beau, mais le juste. Une pulsion individuelle très forte confrontée à un choix plus large, qui la transcende. Quand on a un projet qui intellectuellement et moralement peut vous satisfaire, c'est un déterminant puissant : il vous fait passer par-dessus des tas de choses désagréables, telles qu'on les vit actuellement : C'est un sale temps pour la politique.

- J.-C. G. : Vous avez évoqué l'injustice. Comme elle est plus visible qu'une chose, permet-elle d'agir efficacement ?

- L. F. : Je voulais dire qu'il y a des spectacles qui me sont insupportables. La solitude de quelqu'un qui est vieux, pauvre ; les gens privés de leurs droits, qu'on torture, les personnes qui n'ont pas de vie quand elles sortent du travail après deux heures de transport pour rejoindre des appartements de misère. Cette injustice n'est pas supportable. A partir de ce constat, ne croyant pas en Dieu, et ne pouvant pas mettre mon énergie au service d'une cause transcendante, j'ai opté pour la politique qui est une vision séculière et laïque de l'Histoire. L'homme politique est le prêtre séculier.

» Récemment, je discutais avec Edgar Morin, il disait que « s'il y a jamais eu une formule imbécile, c'est bien celle de la lutte finale ». La lutte finale est dupée. C'est chaque jour, la lutte initiale. »

## II MAURICE BÉJART

Maurice Béjart est arrivé vers vingt heures, droit des Buttes-Chaumont, où il réalise son premier film, une adaptation du Paradoxe du comédien de Diderot. Son visage portait encore des traces de maquillage. Il était serein, la voix unie, provoquant et paradoxal. Avec cet art de la pirouette, des sauts de chat qui vous laissent toujours bien souple sur les pieds. Gallota dissimulait son émotion. Béjart ne s'y trompa pas, qui parla des enfants qui doivent agresser le père pour devenir eux-mêmes. Réunion de famille sur les chaises vertes du Luxembourg.

sont comme les animaux, ils fabriquent leur espace. Un taureau, dans l'arène, revient souvent à la même place. La danseur qui est plus gonflé qu'un autre, et qui se met en avant, ne commet pas une injustice : après tout, vous êtes plus grand que moi. Bien sûr, je peux intervenir. Mais à la manière d'un jardinier, je déplace une plante parce qu'elle pousse mieux à côté d'une autre.

- J.-C. G. : A quel moment sentez-vous qu'un danseur vieillit, et que lui dites-vous ?

- M. B. : L'âge est un mythe. Le temps ne passe pas de la même façon pour tous. La retraite à quarante ans à l'Opéra de Paris, c'est monstrueux. Il y a des filles qui, à cet âge-là, sont au sommet de leur carrière, d'autres qui peuvent en entamer une. Certaines, en revanche, sont fusillées à trente-cinq ans. Quand les danseurs viennent me voir pour me dire qu'ils n'en peuvent plus, je les encourage souvent à trouver leur second souffle. C'est rare que je leur dise : « C'est marre, tu l'arrêtes ! »

- J.-C. G. : Avez-vous l'impression de faire un travail en harmonie ou en rupture ?

- M. B. : Sans prétention, je crois que j'ai donné, au milieu du vingtième siècle, un certain mouvement à la danse, et ce mouvement continue... Mais le miroir dans lequel je me regarde est peut-être trompeur ! Quand je pense au bonhomme qui a existé sous mon nom il y a vingt ans, je ne sais pas qui c'est. Je

sais encore moins qui j'étais il y a quarante ans. Il y a quarante ans ! Je ne vois pas la continuité en moi. La seule continuité que j'aie jamais repérée, c'est celle de mon enfance. Je l'ai vécue pleinement, avec toute la joie, la tendresse, la douleur, les déchirements. Mon enfance est ma ligne de flottaison.

» Quand je veux être authentique, je reprends mon accent marseillais. Il y a un mois, j'ai interprété l'histoire du soldat en concert avec Pierre Boulez. J'avais du mal à me sentir bien dans ce texte, j'ai demandé à Boulez de le faire avec l'accent. Et tout de suite, ça a marché. Bien sûr, j'ai perdu l'accent en arrivant à Paris car tout le monde se moquait de moi. Mais cette perte est un masque. Au théâtre, je suis vraiment bon quand je retrouve ma voix d'origine. Un pied à la gare Saint-Charles, et hop ! l'accent me reprend.

- J.-C. G. : La statue du Marchand de masques est un choix qui vous convient ?

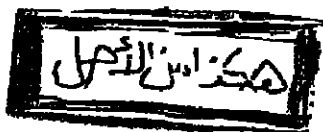
- M. B. : J'aime tous ces visages. Je tourne en ce moment à Paris un film sur le Paradoxe du comédien, de Diderot, où le personnage n'est lui-même que quand il joue les autres. On avait cette impression avec Gérard Philipe, qu'il n'était rien, et disponible pour tout. Ce n'est pas le déprécier de dire ça : il possédait cette vacuité portuese de tous les possibles.

» J'ai fait un ballet sur Baudelaire, Molière, Nietzsche, Malraux, Goethe : je m'identifie à eux, je marche comme eux, je mange comme eux. Ces per-

Pensez







## D'UN CHORÉGRAPHE

### III MARIN KARMITZ

« Jean-Claude Gallota : Vous avez choisi la statue de la Liberté.

— Marin Karmitz : Je me suis battu pour obtenir et développer des espaces de liberté. Mais l'erreur est de croire que la liberté s'acquiert une fois pour toutes. Prenons le cas de la création en Union soviétique, que je connais plutôt bien. Il y avait, installés à l'abri du mur, les artistes officiels. Et, de l'autre côté, ceux qui essayaient de le faire tomber, comme Soljenitsyne ou Tarkovski. Le mur est tombé. Et tous se sont retrouvés le cul par terre. On a l'impression d'un pays en cendres. Que va-t-il en naître ? Tout est soudain possible. Et il se passe presque rien. Contre quoi, contre qui se battre dorénavant ? Cette envie de bâtir, qu'on croyait voir surgir, est remplacée par le désir terrifiant de l'argent et de la consommation. Je reviens de Moscou. J'avais le sentiment d'être entre Arturo Ui et l'Opéra des gueux, mais sans Brecht et sans Kurt Weill : il ne reste plus que la mafia et les pauvres.

» Le cinéma est attiré vers le néant. Et la création, dans le sens que lui donne Georges Steiner — ce qui permet à l'homme de se transcender — retourne à l'état de barbarie, aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est. Le processus est déjà fortement engagé. Cet écrasement des gens leur redonnera peut-être le désir de retrouver leur liberté. En attendant, on ne peut pas laisser passer la barbarie. J'ai besoin de me battre pour l'humanité. La création artistique va de pair avec l'expression démocratique, un traitement correct des problèmes sociaux, une réflexion économique.

» Je suis frappé de voir à quel point les cinéastes de trente ans sont isolés les uns des autres. On les compare souvent à ceux de la Nouvelle Vague, mais les Godard, Chabrol, Varda, Rozier, Demy parlaient entre eux toute la journée de cinéma. C'est art était à l'époque aux mains de l'académisme. Pour pouvoir en faire, ils ont dû inventer des systèmes nouveaux, liés au fait qu'ils n'avaient pas d'argent : récits diffé-

Il a commencé en produisant les films de la Nouvelle Vague. Marin Karmitz était alors très jeune. Depuis, il a construit un empire : MK2. Des lettres qui reprennent ses initiales et le nom d'une Jaguar dont il apprécie les formes. Produire, dit-il en homme avisé, n'est tenable qu'à condition d'assurer la distribution. Il parie aujourd'hui sur les créateurs qui viennent du théâtre, du cirque, de la danse. Il croit en Jean-Claude Gallota, dont il vient de financer le deuxième long-métrage. Marin Karmitz est le seul à ne pas s'être entretenu avec le chorégraphe dans le Jardin du Luxembourg. Il est vrai qu'il habite en face. Son jardin, d'inspiration japonaise, au plancher en bois d'amarante, valait bien qu'on traverse la rue. Quand on a parlé du corps, il a appelé à la rescousse sa femme, Caroline, psychanalyste.



« LA CRÉATION RETOURNE A LA BARBARIE. L'ÉCRASEMENT DES GENS LEUR REDONNERA PEUT-ÊTRE LE DESIR DE RETROUVER LEUR LIBERTÉ. »

PHOTOS THIERRY ARBITT

me parler de cinéma, mais seulement de fric. J'étais le riche étranger dont on venait faire les poches. Les scénarios que j'ai lus ne sont pas bons. Il leur faudra bien pourtant affronter une Histoire dont ils sont tous responsables, pour en vivre le deuil, comme les Allemands ont dû le faire après l'hitlérisme. Ce problème a été abordé par un seul réalisateur, Alexis Guerman, et j'ai envie de travailler avec lui.

— J.-C. G. : Croyez-vous que les chorégraphes et les metteurs en scène de théâtre peuvent régénérer le cinéma ?

— M. K. : Il y a forcément interpénétration des expressions artistiques. Ceux qui créent en dehors du cinéma peuvent actuellement apporter beaucoup à cet art : une capacité d'invention, une rigueur, un professionnalisme, mais aussi le sens de la pauvreté. Ils connaissent les contraintes physiques et financières. Ils ont appris à les contourner. C'est très important. Notre métier est devenu un métier de nantis, de paresseux et d'académiques. Non seulement j'ai décidé de vous aider, vous, Jean-Claude Gallota, mais aussi Bartabas du cirque Zingaro, et aussi Bob Wilson qui souhaite réaliser un premier long-métrage. J'espère qu'on réussira ainsi à maintenir en vie le cinéma, qui est à l'agonie.

» On a perdu la parole. Au nom de la technique, on a fini par l'éliminer au profit de l'image. Il y a une cassure complète entre l'image et le son, on est incapable de réfléchir sur les images que l'on montre et d'y mettre un texte correct : on l'a vu avec le charnier truqué de Timisoara, lors des événements de Roumanie.

— J.-C. G. : Vous évoquez souvent certaines situations scandaleuses du cinéma dont personne ne parle. Qu'en est-il de la Cinémathèque ?

— M. K. : Après la nomination du banquier Jean Saint-Geours à la présidence (le Monde du 6 juillet), le problème s'est plutôt clarifié. Il y a deux conceptions du musée. Celle de Langlois était la projection d'une folie, d'un désir, d'un imaginaire. Personne ne peut se substituer à lui. Il a fait son musée contre tout le monde. Maintenant qu'il a disparu, il est devenu la seule référence, à moins de trouver un autre fou et de le laisser faire : de toute façon, actuellement, personne n'accepterait les folies d'un Langlois. Il faut donc trouver une autre solution : la conception classique d'un musée, avec des visites, des archives, de la pédagogie.

» Au début, le musée Langlois, c'était trois bancs en bois, avenue de Messine, mais plus personne n'accepte d'aller poser ses fesses ailleurs que dans des fauteuils confortables. Il n'y a plus, là encore, le même désir de découvrir que celui qui nous animait, il y a une trentaine d'années. Les priorités sont désormais le confort, la dimension de l'écran, le système de diffusion du son. Le contenu vient après.

» L'affaire Parretti. J'aimerais vous en parler, mais c'est très délicat, voire risqué, étant donné le nombre de procès déjà déclenchés, et le silence qui entoure cette opération depuis le début (le Monde du 9 août). On peut quand même dire qu'une banque nationalisée a investi des sommes équivalentes à l'ensemble du budget du ministère de la culture pour soutenir un homme qui avoue ne s'intéresser, de près ni de loin, au domaine culturel. Il s'agissait du rachat de MGM/Artistes associés. D'après le Wall Street Journal, il y aurait eu une perte de 10 milliards. Et nous, on est là comme des fous pour trouver 20 000 francs afin de boucler un budget !

— J.-C. G. : Une certaine compréhension du corps peut-elle changer la vie ?

— M. K. : Il y a vingt ans, le seul problème qui m'importait était celui de la politique. Cette méconnaissance du corps me donnait un regard sectaire sur la vie. Il y a quelques années, je me suis mis à l'équitation. Dans le rapport précis avec l'animal, seule la maîtrise du corps permet de progresser. Cette compréhension m'a redonné un regard. Il ne m'était plus possible de parler de la parole en ignorant qu'elle sortait d'un corps. J'ai pris en compte la forme, l'espace, ce qui m'a permis d'aller très loin dans une série de plaisirs et de désagréments. J'ai appris le goût des vins et celui des cigares. J'ai aussi appris à discerner les douleurs, réelles ou fictives. Je suis passé d'une connaissance partielle du monde à une connaissance plus globale. J'ai appris à me cogner aux murs, à les contourner, à les déplacer, peut-être à les abattre. N'est-ce pas, Caroline ? ■

# Penser le corps...



« SI VOUS N'ÊTES PAS LE JOUR ET LA NUIT, VOUS N'EXISTEZ PAS. VOUS N'ÊTES QU'UNE APPARENCE. IL N'Y A PAS DE DUALITÉ »

l'école, j'étais nul en maths. Depuis que j'ai découvert la musique sérielle, les maths me passionnent...

» La première fois que j'ai entendu vraiment la musique, c'est en écoutant de la musique concrète. En 1954, j'ai eu l'oreille entièrement transformée par Pierre Henry et Pierre Schaeffer. En 1955, j'ai découvert le *Marteau sans maître*, de Boulez.

— J.-C. G. : Y a-t-il dans la danse une tendance à l'homosexualité, ou les hommes à tendance homosexuelle se sentent-ils attirés par la danse ?

— M. B. : Je ne pense pas qu'il y ait plus d'homosexuels dans la danse que dans le théâtre, ou la mode. Il faut penser que la danse a été un refuge pour des gens qui étaient tenus à l'écart. Être danseur, c'était autrefois se mettre hors la loi.

— J.-C. G. : La danse, comme l'homosexualité, serait désormais entrée dans les mœurs ?

— M. B. : Ma position, sur ce sujet, est contradictoire. Il y a un côté de moi qui souhaite que la danse entre dans le corps de tous, et un autre côté qui aime l'ostacisme dont notre art est victime. Il m'arrive de regretter que les comédiens ne soient plus excommuniés : cela donne de l'énergie pour les luttes. Rimbaud, Genet, ne vous diraient pas autre chose. L'art se fait malgré tout.

» Quand j'étais jeune, j'ai fait un peu de tauromachie : ce sont les murs en bois qui donnent sa bravoure au taureau. Il faut casser les murs. La trop grande permissivité empêche l'artiste d'être lui-même. L'enfant doit agresser le père et le détruire, pour le retrouver ensuite et l'aimer.

— J.-C. G. : Penser le corps autrement peut-il nous changer ?

— M. B. : Nous sommes totalement vêtus de pensées, tatoués de pensées. Sans remonter aux yogis, Pascal dit : « Prenez la position de la prière, et la prière viendra. » En adoptant une attitude, on modifie le corps et la manière de penser. Il ne se passe pas la même chose dans la prière musulmane, aux positions très dures, que lorsque vous priez assis sur une chaise. Plus on regardera le corps, plus on le laissera s'épanouir avec tendresse et discrétion. ■

sonnages remplissent pour moi la même fonction que les rôles pour un acteur.

— J.-C. G. : Vous avez dit : « Il faut mélanger les contraires. » Dans cette époque vide de sens, n'est-ce pas ce qu'il faudrait tenter ?

— M. B. : C'est le seul moyen de réaliser quelque chose. C'est, de plus, la seule manière de se réaliser. Si vous n'êtes pas le jour et la nuit, vous n'existez pas, vous n'êtes qu'une apparence. Il n'y a pas de dualité.

— J.-C. G. : Vous avez écrit : « A la barre, on ne pense pas, on transpire. »

— M. B. : Dans la danse de Zarathoustra, Nietzsche dit : « En ce moment, son esprit est à la pointe de son

orteil. » On ne pense pas avec le cortex cervical, mais avec chaque fibre de la peau. Cette pensée qui s'irradie dans chaque parcelle du corps se rematérialise parfois, se rationalise à travers le tamis de la perception du cerveau, pour reprendre une forme plus cartésienne. Mais n'oubliez pas que j'ai du sang nègre !

— J.-C. G. : Qu'y a-t-il au départ de votre travail : une émotion ou une question structurée ?

— M. B. : Imaginez que je suis un architecte qui, en un clin d'œil, a la vision d'un bâtiment tout construit. Après, je l'attonne, j'adopte des codes numériques, des chiffres. C'est ainsi que mes ballets s'élaboraent. A

## IV ERNEST PIGNON-ERNEST

« Jean-Claude Gallota : Pourquoi avez-vous choisi la statue d'Acis et Galatée dans la Fontaine Médicis ?  
- Ernest Pignon-Ernest : Ça ne marque pas l'histoire de la sculpture, bien sûr, mais je suis troublé que, d'un bloc de pierre, on extirpe un si beau corps, sensuel, souple, presque transparent. L'an dernier, un de mes amis a reçu un bloc de marbre dans sa cour juste avant l'été. Les enfants du voisinage l'avaient admiré. Quand ils sont revenus de vacances, le sculpteur avait réalisé un cheval. Tous lui ont demandé : « Comment savais-tu qu'il y avait un cheval à l'intérieur de cette pierre ? »  
- J.-C. G. : Michel-Ange disait que « Dieu avait mis la sculpture dans la pierre et que lui se contentait de retirer ce qu'il y avait autour... ». Comment réagissez-vous aux courants de mode ?  
- E. P.-E. : La peinture, le dessin sont des pratiques avec lesquelles on se cotine pendant des décennies, pendant toute sa vie. Ça n'a rien à voir avec ce vocabulaire de vendeur de tee-shirts. Dire qu'un travail est démodé témoigne d'un regard étroit, d'une conception démodée de l'art, type début du siècle. Lorsqu'on croyait, en ce domaine, à une avancée mécaniste des choses, au progrès. Il y a longtemps qu'on est libéré de cette problématique. Il y a chez Caravage des choses aussi modernes que chez Buren. On a réglé son compte à cette fonction de la peinture.

« L'étape qui subit la personnification la plus forte est l'étape du mont Ventoux », écrivait Roland Barthes dans une de ses Mythologies traitant du Tour de France. Ernest Pignon-Ernest, plasticien-nomade, nous parle du vélo, du poids de sa jambe sur la pédale, mais aussi de l'espace défunt de la toile peinte, des impossibilités actuelles de l'art, des modes fugitives. Avec son Rimbaud au pochoir, apparu un beau matin, il y a déjà plus de quinze ans, sur tous les murs de la capitale, Ernest Pignon-Ernest est l'ancêtre des taggers. Il resacralise l'art en le plongeant dans les villes et dans la nature, au contact de la lave des volcans et de la chlorophylle des feuilles. Feu follet, il allume l'imagination.

Ce n'est plus sur la surface de la toile qu'on va inventer une nouvelle appréhension de l'espace : les tableaux monochromes ont bouclé la boucle. On ne nous propose plus que de modestes spéculations formelles.  
» Le jugement mécaniste a été favorisé par la manière dont les arts plastiques ont été organisés depuis une dizaine d'années. Par le choix d'une certaine catégorie de conseillers culturels qui ont quadrillé le territoire, et mis au pas les régions : une attitude hégémonique, très dix-neuvième siècle, impulsant la création d'œuvres directement conçues pour le musée. Un nouvel académisme, au ventre mou...  
» Il engendre ces phénomènes de mode, ces alignements serviles sur les propositions les plus superficielles, les plus fabriquées du marché. Les fonctionnaires de la culture, choisis sur les mêmes critères, ne connaissent pas grand-chose et, surtout, n'aiment rien vraiment, se montrent toujours prêts à aimer ce qu'on leur dit d'aimer, quand on leur dit d'aimer.  
» On a vu les mêmes qui défendaient les conceptuels les plus « minimaux » se battre quelques mois après pour la figuration libre, qui n'est rien d'autre qu'une figuration primaire, c'est-à-dire pauvre, cinquante ans après Matisse et Picasso. Une figuration de réaction (notamment contre la pensée, contre un

art jugé trop intellectuel) avec, pour objectif, la production de choses « accessibles » au grand nombre, à la nouvelle clientèle qui fréquente les expositions.  
- J.-C. G. : Comment donc peut-on être peintre aujourd'hui ?  
- E. P.-E. : Je ne crois pas que la peinture fournira les images de notre époque. Elles viendront du cinéma. En même temps, ça n'est sûrement pas un hasard si tant de propositions artistiques éphémères se développent aujourd'hui. Il faut être égayé par de sacrées certitudes pour tailler dans le marbre. On verra plus tard que cette évolution, tant du spectacle vivant que des arts plastiques, est l'expression d'un vaste désarroi.  
» Au fond, je ne me sens pas vraiment peintre, mais plutôt poète. Prenons par exemple mes *Arborigènes*. C'étaient des sculptures dans les arbres, mais l'élément poétique essentiel n'était pas dans leur forme mais - par l'utilisation de ce phénomène fabuleux de la photosynthèse - dans la vie qui les traversait.  
» C'est dire que mes choix ne sont pas purement plastiques et que, très souvent, mon « matériau » essentiel ne se voit pas. Les images que je colle à Naples ont une force suggestive parce que je les inscris dans des lieux dont elles extirpent toutes les charges symboliques, depuis le souvenir des rituels

de mort du temps des Romains jusqu'aux dalles de lave qui en pavent le sol et qui rappellent la menace vésuvienne.  
» Ma proposition n'est pas dans mes dessins, mais dans la richesse des relations que leur insertion dans le réel - visible ou pas - va provoquer. Je suis peut-être sorti de la peinture quand je me suis rendu compte que mes plus grandes émotions naissent de mes rencontres avec les gens. Au fond, mon travail est l'héritage de ce constat. Une ville, un lieu, des êtres humains sont pour moi les stimulants poétiques les plus intenses.  
- J.-C. G. : Tout peut donc être objet d'art ?  
- E. P.-E. : Ces fonctionnaires dont nous parlions tout à l'heure à propos des modes ont pauvrement assimilé l'idée du « ready-made » de Duchamp. S'il existe un héritage vivant de cet artiste, c'est que tout a la possibilité d'être objet poétique. La photosynthèse peut être un objet artistique. Aujourd'hui, je travaille à la reconstitution du phénomène de l'arc-en-ciel que je vais proposer comme sculpture. Pour Naples, j'étais avec Caravage et le dix-septième siècle ; pour les *Arborigènes*, j'ai travaillé dans une centrale nucléaire. Je me réjouis de cette énorme palette. Le milieu artistique est en retrait par rapport au possible.

# ...Survivre en mouvement

## V ALEXANDRE MINKOWSKI

« Jean-Claude Gallota : Après cinquante ans passés dans les hôpitaux, existe-t-il encore une chose qui vous paraît scandaleuse ?  
- Alexandre Minkowski : Il faut rappeler que je suis le fils de deux grands psychiatres français, Eugène et Françoise Minkowski. Ils ont bercé mon enfance de l'intérêt pour autrui. Ils disaient : « Nous aimons les malades mentaux », une manière de s'exprimer plutôt surprenante pour les oreilles d'un petit enfant. J'ai aujourd'hui soixante-quinze ans. Quand j'ai commencé ma médecine à dix-sept ans, le scandale était l'hôpital. Mes deux premières expériences ont été la salle commune de l'Hôtel-Dieu et celle des Hospices de Beaune : les malades qui étaient entrés en agonie, simplement séparés par des tentures, hurlaient ou tombaient dans le coma, et personne ne protestait. A cause de mon éducation, du respect des morts qui m'a été inculqué, je trouvais cette situation abominable. De même, à cette époque-là - les années 32-33 - l'autopsie servait essentiellement à découvrir ce que la médecine avait été impuissante à détecter : ouvrir un corps m'a toujours paru effroyable, et encore maintenant, surtout ceux des bébés. Cette manière dont brusquement le cadavre n'est plus rien, alors que quelques minutes avant il était encore un être humain. Et je ne vous parle pas de la façon dont on traitait les enfants handicapés. Comme au zoo, derrière des grilles. On peut dire que, sauf exceptions, ce scandale a cessé, même si les Français sont très en retard sur le respect à accorder aux personnes.  
» Maintenant que je m'occupe de la santé, mentale et physique, des enfants dans le tiers-monde, j'observe que ces populations savent encore traiter leurs morts, respecter la période de deuil. On ne l'évacue pas comme en Occident.  
- J.-C. G. : Et la vieillesse ?  
- A. M. : Elle est une époque admirable. Son seul inconvénient est d'être limitée dans le temps. Ça m'embête, car j'ai l'ambition de soigner encore longtemps les enfants misérables, ceux du tiers-

Alexandre Minkowski craignait que la statue du « Lion de Nubie » n'accroût son « côté cabot que [lui] reprochent ses ennemis ». La provocation est son fort, mais ce jour-là, en veste rose, achetée à Denver, Colorado, il était d'humeur folâtre. Il zappait avec entrain d'une idée à l'autre et ses phrases sonnaient comme des aphorismes. Cet homme au verbe tumultueux, et pour qui la vieillesse est une époque formidable, ne croit pourtant qu'aux actes. Toute une vie au service des autres en témoigne. Avec pour règle d'or : ne jamais rien tenir pour acquis. Une sainte horreur du dogme.



« L'AVENIR POUR MOI, C'EST RECHERCHER L'HUMAIN, PRENDRE EN CHARGE L'ENFANT, SES RICHESSES ET SES PROMESSES. »

monde et les nôtres. N'oubliez pas qu'il y a en France, outre deux millions de femmes battues, cinq cent mille enfants maltraités dont cinq cents meurent chaque année. Nous vivons aussi, de ce point de vue, dans un pays sous-développé. Pour en revenir à ma vieillesse, après une opération des deux hanches effectuée par un as et l'arrêt de médicaments que les médecins m'avaient prescrits au début de ma retraite, j'ai ressuscité. Je fais du ski, du tennis comme avant, je marche, je peux même courir. Mon regard a changé. Il est précis, acéré. J'ai le temps d'observer cette gestuelle des humains

qui vous est si familière. Elle a une beauté formidable. Tout m'est enchantement. Ce jardin où nous sommes, j'y ai joué enfant, il est très beau, très préservé. Ce n'est pas le cas du jardin des Tuileries dont je suis voisin. Trois fois par an, il est massacré par un soi-disant Institut du monde festif, inattaquable malgré les plaintes des riverains. Où est la sauvegarde du patrimoine ? Je m'adresse là aux plus hauts responsables.  
» Entre trente et cinquante ans, je n'avais pas le temps, je n'ai rien vu de cette beauté du corps qui est phénoménale, et que les peintres n'ont jamais

su saisir. Même les nus de Courbet qui sont au Metropolitan, ou ceux du Titien au Musée de Vienne, ne restituent pas la perfection du corps féminin en mouvement.  
» J'ai étudié le violon, où je n'excelais pas, puis la flûte à bec. J'y étais meilleur, car mon professeur, qui était à l'Opéra, jouait toujours en même temps que moi, j'avais donc l'illusion d'être bon. Mon dernier fils, Marc, est chef d'orchestre, il m'entretient dans la musique. Pour se moquer de moi, la famille m'appelle « le musicologue ». Je viens de lire *René Char en ses poèmes*, je partage ce qu'il dit sur l'esthétique du geste et de l'action. C'est un peu pour cela que je vis. J'ai un certain mépris pour le cursus parisien ou occidental, ces gens qui s'agitent dans tous les sens, qui entreprennent des actions qui touchent à l'absurde comme la guerre du Golfe, qui ont beaucoup d'ambitions personnelles, y compris, hélas, ceux qui s'occupent d'action humanitaire. Je salue les hommes de terrain, comme ce jeune Leyraud, pris récemment en otage à Beyrouth et qui s'est relâché. Le courage de ce gars-là me transporte dans un univers de beauté. Chacun me donne une leçon. Comme ces femmes du tiers-monde qui, devant les handicaps, l'anxiété, les cataclysmes, restent solides sur leurs pieds. Les Parisiens, mais pas les provinciaux, ont perdu l'esthétique de la relation, le sens de la communication. C'est ainsi que les hommes politiques s'affublent de directeurs de communication qui les conseillent pour se grimer, pour parler, pour choisir leurs ministres. Permettez-moi de doucement me serrer les côtes.  
» L'autre avantage de la vieillesse est de passer très facilement du quotidien à la transcendance. L'homme le plus extraordinaire que j'ai rencontré, en dehors de mes parents, s'appelle Don Grammont : il dirigeait l'abbaye du Bec-Hellouin. Il avait un air de majesté très dix-septième siècle, le langage assorti, et une pensée ouverte. C'est lui qui m'a enseigné que la vie avait un pan caché. Sa



QUESTION



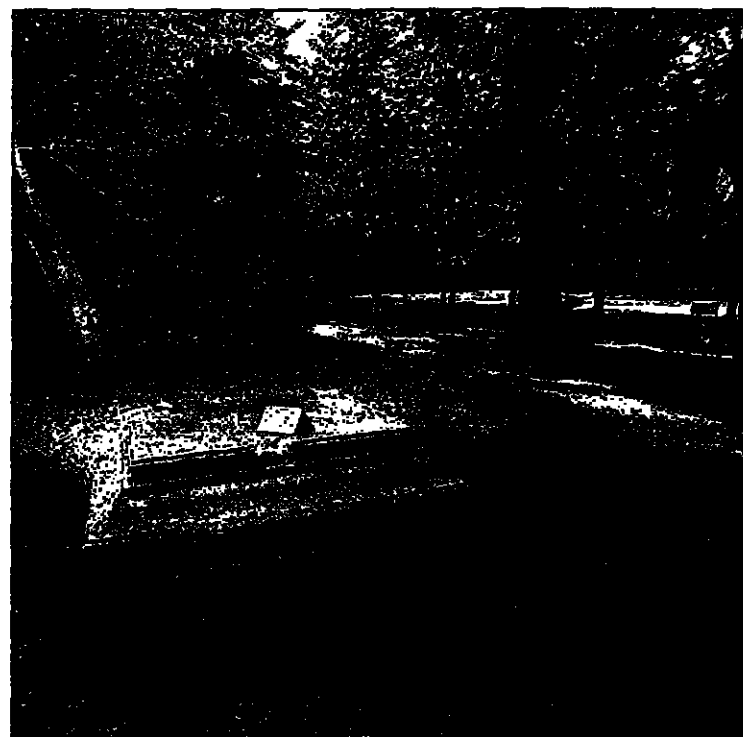
**« AUJOURD'HUI,  
JE TRAVAILLE  
À LA  
RECONSTITUTION  
DU PHÉNOMÈNE  
DE L'ARC-EN-CIEL,  
QUE JE VAIS  
PROPOSER COMME  
SCULPTURE. »**

**FIN**  
**SAMUEL**  
**BECKETT**

**« Jean-Claude Gallota : A vingt ans, j'ai voulu me suicider, mais j'ai choisi de me fondre dans la société en proposant des créations de survie et d'hypervie, mais je sur le vif ? »**

- J.-C. G. : A qui dois-je m'adresser quand tu ne réponds pas ?

- J.-C. G. : Je pensais que l'art avait le pouvoir de changer le monde : mais je ne vois rien - il est vrai que je suis ivroge - pourtant je continue : ai-je raison ?



PHOTOS THIERRY ARDITTI

— E. P.-R.: Mon travail a pour point central l'homme, son corps, ce qui l'entoure. Je n'ai jamais peint de paysage ou de nature morte. Parfois, j'ai le sentiment que j'ai délégué à mes images ce que je ne fais pas avec mon corps. A vous, je peux dire que j'ai toujours eu le regret de ne pas oser danser. Je fais du vélo, du foot, de la natation. Chaque année, je monte le Ventoux à vélo. L'osmose avec la caillasse blanche, le ciel, le vent me procurent une plénitude, une joie difficile à exprimer. Je pense au coureur cycliste Tom Simpson, à Pétrarque. Le vélo irrigue la tête, il amène à une harmonie, à la fois concentration et effort physique : quelque chose que je ne trouve pas dans mon travail. J'ai parfois le désir d'être sculpteur. Le dessin a un caractère trop conceptuel pour me fatiguer physiquement. Alors, quand je n'y tiens plus, même à Paris, je prends mon vélo.

» Le Tour de France, on l'a vu cet été, est d'une beauté extraordinaire. Il faut ne pas savoir regarder

pour ne voir que des couillons qui appuient sur des pédales. Comme le foot ou le rugby, il y a dans ce sport une pensée, une grande intelligence collective en mouvement. A la télévision, les caméramans à moto filment de si près les coureurs, avec une telle compréhension de la course, qu'on peut tout anticiper. Le moindre geste nous donne des indications sur le déroulement à venir : le choix d'un développement, la position sur le vélo, le placement dans le groupe. On pénètre la course de l'intérieur : les stratégies, l'action psychologique, les drames dont elle est le théâtre. On voit quel outil de compréhension des choses pourrait être la télévision.

» Oui, le corps prend de l'importance, se libère, c'est évident. C'est positif, mais il faut être vigilant. Toutes les avancées sont détournées, dévoyées par les marchands. On a vu comment la pornographie s'est emparée des libertés sexuelles. Pasolini, le premier, nous a alertés sur les menaces d'une société dont le moteur est de tout transformer en marchandise. » ■

» On sait beaucoup de choses, on n'en sait pas encore assez ! On a découvert 4 000 maladies génétiques dont 350 touchent le système nerveux. Certains ont la grosse tête à cause de cette accélération des connaissances, je n'en suis pas. Une découverte scientifique, c'est souvent une erreur qu'on remplace tous les quinze ans par une autre erreur. Quand un chercheur trouve vraiment, il éprouve un sentiment si fort que souvent il se tourne vers Dieu. A la cardiologie, j'ai préféré les enfants, et surtout leurs mères : c'est elles qui souffraient quand leurs bébés mouraient. Je suis le pédiatre des femmes, entouré des infirmières, des sages-femmes. Dans mon unité de recherche à l'INSERM, pendant trente ans, je n'ai travaillé qu'avec des femmes. Quand elles étaient enceintes, elles étaient libres de venir travailler à leur gré...

» J'ai choisi la médecine élémentaire du tiers-monde parce que la perte d'une culture est la perte d'une civilisation. Ils sont 700 000 en institution au Bangladesh. Je ne peux pas m'occuper de tous. J'ai choisi la bande étroite, je m'y suis rendu au moment du cyclone. Je vais aussi très souvent au Cambodge : je m'occupe de la santé mentale, des enfants stressés au contact des Khmers rouges qui ont tué leurs parents. Les Américains, les Français ont pactisé à l'ONU avec ces gens-là. Ubuesque ! La civilisation khmère, l'une des plus anciennes de la planète, a bien failli trépasser.

» Je reviens d'Arménie : une magnifique population de trois millions d'habitants. Ces gens m'ont dit : « Heureusement que nous avons eu le tremblement de terre parce que personne ne pensait à nous. » Personne ne pense déjà plus à eux. Je retournerai en Arménie quelles que soient les difficultés, les tracasseries administratives, la présence du KGB. L'Arménie est une conscience qu'il ne faut pas laisser étouffer. Je retournerai aussi au Nordeste brésilien où les franciscains m'aident, contre l'avis de leur pape, à faire des films sur la contraception. Ce Pape qui, en sous-main, tente de christianiser des lieux comme Auschwitz, alors que tous les juifs polonais, dont est issue ma famille, ont été massacrés par l'Eglise catholique ! D'un autre côté, Jean-Paul II a largement contribué à l'écroulement du régime communiste.

... » L'homme passe son temps à être inhumain. L'avenir pour moi, c'est rechercher l'humain, prendre en charge l'enfant, ses richesses et ses promesses. Il faut préserver ses six premières années et sa vie fatale. Les juifs d'Israël ont beaucoup appris de l'éducation séculaire que les femmes bédoûnines donnent à leurs enfants. On doit découvrir ou redé-

- A. M. : Dès 1946, j'ai décidé de m'occuper des vivants contre les morts. Je suis l'élève des professeurs Budin et Tarnier, qui ont été les premiers à se consacrer aux couveuses. Je suis parti aux Etats-Unis, où il existait un livre sur les morts inutiles, et on s'est appliqué à sauver ce qu'on croyait condamné. Je ne crois ni au darwinisme ni à la sélection naturelle : aujourd'hui, on arrive à faire vivre des enfants de 600 grammes, qui ont peu de chances sur dix d'avoir un cerveau normal.

couvrir les modes d'éducation dans le tiers-monde. On a les yeux fixés sur la génétique et ses manipulations, mais pour que la France assure la régénération de ses générations, et que les femmes continuent à travailler si elles le désirent, il faudrait des crèches et des maternelles à la hauteur. Des établissements où il serait tenu compte des vrais besoins du petit enfant pour s'épanouir.

» En France, nous sommes le pays des certitudes incertaines. A mon âge, j'ai enfin compris que toute vérité n'est pas toujours bonne à dire. Il y a des pays qui l'aiment, pas la France. L'approbation du mensonge, du moins sa non-critique, est une forme essentielle de notre culture. Il faut lire le *De la démocratie en Amérique*, de Tocqueville pour comprendre que dans ce pays, pas ailleurs hypocrite, on doit la vérité à tous. Un médecin qui cache à son patient qu'il a un cancer peut être traité devant les tribunaux. La civilisation méditerranéenne vit dans l'a-pu-près; en contrepartie, elle a de la fantaisie.

» Je suis intellectuellement pessimiste et affectivement optimiste. Mon cœur me pousse non pas à modifier le monde tel qu'il est, mais à ne pas le

prendre pour ce qu'il est. Une chose est néanmoins certaine : les politiciens, même en démocratie, ne travaillent pas pour le bien de l'humanité, mais pour leur profit personnel. Alors, les grandes idées... Certes, Mendès France en a eu, ou Churchill. De Gaulle aussi, avec plus d'astuce. Et Simone Veil est la plus grande femme politique de notre pays.

- J.-C. G. : Le corps a-t-il changé ?

- A. M. : A quinze ans, j'étais un garçon en culottes courtes qui passait son bac. Très en avance, j'avais une excellente mémoire, ce qui suffit pour réussir dans le système français. Mais j'étais passablement nulle. Les petites filles à l'Ecole alsacienne étaient des filles de pasteurs. Au cours d'un jamboree en Angleterre avec les écoliers protestants (j'avais treize ans), j'ai été aux prises avec des petites Anglaises. Je ne comprenais rien à ce qui m'arrivait. J'étais, paraît-il, plutôt joli garçon, et les petites Anglaises sont connues pour leur précocité. Maintenant, en France, même à l'Ecole alsacienne, les filles de cet âge-là sont déjà des femmes. » ■

**SEUL AU 14 JUILLET ODÉON**

# les branches de l'Arbre



UN FILM DE SATYAJIT RAY

[illegible]





JUSTICE

Un conflit entre enseignants et élèves à Rochefort

Les dérapages de la presse lycéenne

Après la parution, en janvier dernier, d'un journal lycéen qu'ils jugeaient diffamatoire, des enseignants de Rochefort ont intenté un procès aux jeunes auteurs de la publication. Le jugement, rendu mardi 20 août, relaxe les jeunes gens. L'affaire n'en constitue pas moins une première dans le monde lycéen.

ROCHEFORT

de notre envoyée spéciale

Il se défend comme un beau diable. Yann Lafon, dix-neuf ans, bachelier tout frais émoulu, n'est pas miné par le remords. Au contraire, il persiste et signe. Le journal, *Confessions*, qu'il a conçu dans la foulée des manifestations lycéennes d'octobre 1990 avec deux autres élèves de terminale B, n'était qu'une plaisanterie de potaches, affirme-t-il. Une façon de dire tout haut ce que tous les élèves de son lycée pensent tout bas sur les profs. « Une petite bouffée de délire littéraire ». Pas de quoi foutreter un chat, en somme. Pas de quoi, *a fortiori*, traîner trois élèves devant les tribunaux.

C'est pourtant bien ce qui s'est passé au lycée Merleau-Ponty de Rochefort (Charente-Maritime). Le 3 juillet dernier, Yann Lafon, Arnaud Chanet et Xavier Randrianaolo comparaissent devant le tribunal correctionnel de Rochefort, poursuivis par trois enseignants du lycée, M. Daniel Burg, M. Florence Granelles et M. Raymond Julien. Vu l'état de tension qui règne dans certains établissements de seconde entre professeurs et élèves, ce procès — une première — sonne comme un avertissement.

Jusqu'à maintenant et peu prise au sérieux par l'éducation nationale, la presse lycéenne a aujourd'hui pignon sur rue. Sous la pression des manifestations d'octobre 1990, un décret publié en février dernier a accordé de nouveaux droits aux élèves des lycées, notamment celui de rédiger et de diffuser des journaux

sans autorisation ni contrôle préalable du proviseur. Et une circulaire entièrement consacrée à la presse lycéenne était publiée en mars, pour prévenir les dérives et calmer le jeu du côté des chefs d'établissement (1).

Quand il sort en janvier, « sous le manteau » selon M. Gourlay, le proviseur du lycée, le premier numéro de *Confessions* sème l'émoi dans la salle des professeurs. Car ces derniers sont la cible quasi unique de ces quinze pages en noir et blanc, photographiées à la va-vite. Les trois apprentis reporters, qui n'hésitent pas à se réclamer de la *Grosse Bertha* et de *Charlie Hebdo*, ne font pas dans la dentelle. L'éditorial promet des articles « insolents, obscènes, parfois méchants sur le corps enseignant ». La « provocation gratuite, explicite, traduit un immense sentiment de révolte et de frustration ».

Morphon, impuissant sexuel...

Treize enseignants ont les honneurs de *Confessions*. L'un est assimilé à un morphon, un autre à un spécimen préhistorique, un troisième est un mauvais élève, un quatrième est un impuissant sexuel... Immédiatement, les enseignants organisent la riposte, ils se réunissent en assemblée générale, observent un arrêt de travail et décident de porter plainte.

Le jour même, le proviseur déclenche une procédure de conseil de discipline. La sanction ne faisant guère de doute, deux élèves, Xavier Randrianaolo et Arnaud Chanet, prennent les devants : ils quittent le lycée. Le troisième, Yann Lafon, s'entête et se présente devant le conseil de discipline, le 29 janvier : il est exclu.

La plainte déposée par les enseignants a été classée sans suite par le parquet, mais trois d'entre eux entament des poursuites. En guise de réponse, les auteurs de *Confessions* commettent un deuxième numéro où les dérapages s'accroissent. La violence des propos monte d'un

cran et change de terrain. Le proviseur est traité de « nazi » et le journal s'en prend au Syndicat national des enseignants de second degré (SNES), rebaptisé « association néo-fasciste des enseignants nazis », auquel appartiennent deux des trois enseignants plaignants. Bloc contre bloc, profs et élèves se retrouvent donc le 3 juillet en correctionnelle, devant la dix-septième chambre du tribunal de grande instance de Rochefort.

« Il fallait poser des limites »

La diffusion du journal a révélé chez les enseignants de vieilles blessures, mal cicatrisées. Il y a trois ans, deux enseignants avaient choisi de quitter le lycée Merleau-Ponty parce que les murs de leur maison avaient été couverts de slogans néo-nazis, raconte M. Daniel Burg, l'un des plaignants. Ce professeur de lettres, qui milite à Amnesty internationale, évoque aussi des tracts injurieux à l'égard de certains profs qui ont été diffusés dans le lycée. En outre, l'un des responsables du journal, Arnaud Chanet, ne cachait pas sa sympathie pour les mouvements de droite, voire d'extrême droite. Du coup, les enseignants s'interrogent sur l'impact extérieur éventuel dont seraient bénéficiés les trois élèves pour diffuser leurs journaux et coller leurs affiches.

« Ils sont complètement paranoïques », s'écrit Yann Lafon. Comme si l'on avait besoin des gros bras du RPR ou du Front national pour coller trente affiches dans une ville comme Rochefort. Les profs défilent avec leur manie de la politique. Son avocat, M. Jean Piot, s'étonne de « la réaction des enseignants, disproportionnée » des enseignants.

« Ces élèves sont majeurs, réplique M. Daniel Burg. Il fallait bien poser des limites, les mettre en face de leurs responsabilités, leur faire comprendre que la liberté d'expression qu'ils réclament ne signifie pas qu'on peut, en toute impunité, raconter n'importe quoi et attaquer les gens dans leur vie privée. » Mais fait-il alors commencer par prendre une mesure disciplinaire et obliger trois élèves à partir ?

Cette histoire désastreuse met en tout cas le doigt sur une question que le circulaire du 6 mars 1991 s'est bien gardée de trancher : quel est le statut de la presse lycéenne ? Le texte fait allusion à la loi de 1981 sur la presse, notamment en ce qui concerne la déontologie. Il insiste sur le fait que la responsabilité pénale et civile des élèves (ou de leurs parents s'ils sont mineurs) est engagée. Mais il rappelle aussi que si les publications ne sont pas destinées à être diffusées à l'extérieur des établissements — ce qui est le cas de la quasi-totalité des journaux lycéens — elles ne tombent pas sous le coup de la loi.

C'est précisément cet aspect de la loi qui a permis aux trois lycéens d'éviter toute condamnation. Dans un jugement rendu le 20 août, le président du tribunal de grande instance de Rochefort a décidé de relaxer les jeunes gens, en soulignant que « les diffamations et injures alléguées, à les supposer constituées, n'ont pas eu le caractère public exigé par l'article 23 de la loi du 29 juillet 1981 ». Ce verdict fixe donc une borne à l'activité journalistique lycéenne, mais aussi pousse à l'attitude des enseignants qui, placés devant un écrit les brochant, conformément à une tradition remontant à de nombreuses générations, auraient pu avantageusement se placer de même sur le terrain de la discipline en faisant insérer un droit de réponse dans *Confessions* numéro 2.

CHRISTINE GARIN

(1) Le centre de liaison de l'enseignement et des moyens d'information (CLEMI), qui dépend du ministère de l'Éducation nationale, doit publier un Livre blanc sur la presse lycéenne en octobre prochain. Il devra permettre de clarifier le rôle de chacun, en particulier celui des proviseurs des lycées, seuls médiateurs possibles entre les enseignants et leurs élèves.

ENVIRONNEMENT

La mise en valeur des grands sites nationaux

M. Lalonde décide de classer le marais de Guérande

Les 3000 hectares du marais salant de Guérande seront classés. M. Brice Lalonde, ministre de l'environnement, l'a confirmé au cours d'une visite qu'il vient d'effectuer en Loire-Atlantique. Cette annonce fait suite à la décision prise par le conseil des ministres du 5 juin dernier tendant à assurer la protection de vingt sites français que leur qualité expose aux assauts conjugués de l'urbanisation et du tourisme (*le Monde* du 7 juin).

L'immense zone humide débouchant sur l'Atlantique entre La Baule, Le Croisic, La Turballe et Guérande porte improprement l'appellation de marais, qui évoque son état originel. Grâce à des travaux séculaires, sans cesse recommencés, l'homme a transformé les vastes « usines à sel ». Les bassins d'évaporation bordés de diguettes, et les canaux de circulation de l'eau de mer — les étiers — s'étendent jusqu'à l'horizon, formant une marquetterie parfaite horizontale, ponctuée seulement par les pyramides de sel. Le marais de Guérande est à la fois un milieu propice aux oiseaux d'eau, un paysage exceptionnel et le témoignage d'une longue histoire. Or l'activité des paludiers a failli cesser, ici comme ailleurs, tude par les salines industrielles beaucoup plus productives. Quelques artisans, passionnés et obstinés, se sont accrochés à leur exploitation qui produit un sel de grande qualité. Ils se sont groupés pour valoriser leur production et ont obtenu un label. Bref, leur métier est redevenu rentable.

Le premier dossier ouvert

Mais les marais salants, l'un des derniers espaces naturels de Loire-Atlantique, non protégés, sont également menacés par l'urbanisation rampante. Les stations estivales qui les enserrant de tous côtés comptent quarante mille habitants en morte saison, trois à quatre fois plus qu'en été. Chaque maître curé « conquiert » sur la vase vaut une fortune. Aussi, depuis une quinzaine d'années, des associations locales de défense de l'environnement aident les paludiers à lutter contre les appétits des municipalités, des ingénieurs de l'équipement et des promoteurs de marinas. Elles demandent depuis longtemps le classement du site pour le mettre définitivement à l'abri. L'Etat leur a enfin donné satisfaction.

Sur les vingt sites dont le gouvernement a décidé la protection, le marais de Guérande est l'un des premiers dont le dossier est ouvert (avec celui de l'Estérel dans le Var, du vallon du Soussouéou, dans les Pyrénées-Atlantiques, et de la côte de Bourgogne, en Côte-d'Or). Après avoir longtemps réchigné, les municipalités concernées (La Baule, Le Pouldu, Le Croisic, La Turballe et Guérande) semblent convaincues qu'il est de leur intérêt même de préserver un capital touristique de premier ordre. Le conseil général de Loire-Atlantique n'est pas opposé au classement. Avant la fin de l'année, le périmètre à protéger sera délimité, puis soumis à enquête publique. Au cas probable où une opposition se manifesterait, l'avis du Conseil d'Etat sera sollicité. Puis, M. Brice Lalonde franchira vers le milieu de l'an prochain.

La protection étant ainsi assurée, les pouvoirs publics pourront alors entamer la réparation des digues de front de mer et le curage des canaux dont certains sont envasés. Le marais de Guérande a en effet été inscrit dans la liste des grands sites nationaux (comme la pointe du Raz et le cirque de Gavarnie) dont, en 1989, le gouvernement a décidé la restauration et pour lesquels un crédit annuel de 5 millions de francs avait été prévu.

MARC AMBROISE-RENDU

□ Ouragan Bob : treize morts selon un nouveau bilan. — L'ouragan Bob, qui a frappé durant trois jours la côte des Etats-Unis avant de redevenir, mardi 20 août, une tempête tropicale, a causé la mort de treize personnes, selon un nouveau bilan. Mardi en milieu de journée, les restes de la tempête ont atteint le golfe du Saint-Laurent (Canada). Dans le seul Etat du Massachusetts, les dégâts pourraient atteindre un milliard de dollars. Dans les régions les plus touchées, le pire scénario cependant avait été évité en raison de la rapidité du passage de l'ouragan. — (AFP)

MÉDECINE

A Bâle

Pas de poursuite pénale dans l'affaire des castrations de handicapés

Il n'y aura pas de poursuite pénale dans l'affaire des castrations pratiquées sur des handicapés à la clinique psychiatrique universitaire de Bâle (Suisse), a décidé en mars dernier (*le Monde* du 16 et du 20 mars), a-t-on appris lundi 20 août auprès du département badois de la santé publique. Le procureur chargé de l'enquête a décidé de classer l'enquête sur l'émasculature, en 1987, d'un handicapé mental âgé de trente-neuf ans. Quatre

autres castrations pratiquées dans la même clinique entre 1960 et 1978 n'avaient pas été incluses dans l'enquête parce que trop anciennes.

L'exécuteur de la ville de Bâle doit encore se prononcer sur l'opportunité d'ouvrir une enquête disciplinaire contre le médecin responsable, qui a quitté son poste après l'ouverture de l'enquête. M. Remo Gysin, chef du département de la santé publique, a précisé que les trois experts initia-

lement chargés d'examiner ce cas avaient conclu que cette castration avait constitué une lésion corporelle grave. Contrairement à ce qui avait été affirmé au début de l'enquête, l'accord de la famille n'avait pas été demandé avant la mutilation sexuelle, a ajouté M. Gysin. Le patient avait été castré parce qu'il était en état d'excitation permanente et ne parvenant pas à se soulager, se tapait la tête contre les murs. — (AFP)

Une nouvelle affaire de commerce d'organes

Des condamnés chinois « donnent » leurs reins

Un trafic de reins humains entre la Chine et Hongkong est dénoncé par le docteur Siu-Keung Lam (Queen Mary Hospital, Hongkong), dans l'édition datée du 17 août de l'hebdomadaire médical britannique *The Lancet*. Le témoignage du docteur Lam fait suite à l'évocation, le 22 juin dernier, toujours dans les colonnes de cette revue, d'un trafic similaire en Inde.

Les spécialistes médicaux estiment qu'à Hongkong mille personnes souffrant d'insuffisance rénale chronique sont en attente d'une greffe de rein, alors même que cinquante transplantations rénales seulement sont pratiquées chaque année dans cette mégapole. A Hongkong, la moitié des greffes proviennent d'organes prélevés chez des membres vivants de la famille du malade, l'autre moitié provenant de prélèvements effectués dans

les minutes qui suivent la mort chez des personnes ayant le rein vivant accepté le don d'organe.

Selon le docteur Lam, les néphrologues de Hongkong ont pris l'habitude, ces dernières années, d'adresser en Chine leurs malades en attente de greffes rénales. Dans ce pays, les reins sont prélevés chez des prisonniers condamnés à mort pour divers motifs (viols, crimes politiques, etc.). Aucun consentement n'est recueilli, pas plus de la part du condamné à mort que de sa famille, qui, généralement, ne cherche nullement à récupérer le corps. De telles interventions sont réalisées pour une somme d'environ 100 000 F. Aucun des examens biologiques prévus en usage en Occident (groupes sanguins et diabète, dépistages des stéréotypes de l'hépatite virale de type B et de l'infection par le

virus du sida) n'est généralement pratiqué. Corollaire : la fréquence des rejets de greffes est très élevée.

Le gouvernement et l'Association médicale de Hongkong ont, sans effet aucun, condamné de telles pratiques, les pouvoirs publics refusant, pour leur part, la prise en charge de la prescription de cyclosporine (indispensable médicamenteusement antirejet) chez ces malades.

Cette nouvelle affaire vient malheureusement illustrer la multiplication des trafics internationaux d'organes humains (*le Monde* du 15 février). Les instances éthiques occidentales et l'Organisation mondiale de la santé, fort justement opposées à de telles pratiques, semblent prêcher dans le désert.

JEAN-YVES NAU

EN BREF

□ Un vigile tué et un autre grièvement blessé à Lyon. — Un vigile est mort poignardé et un autre a été grièvement blessé, mardi 20 août, en fin d'après-midi à Lyon, par deux jeunes au centre d'échange de la gare de Perrache. Appelés par des commerçants qui étaient importunés par une bande de quatre garçons, les deux vigiles, employés par la société Eurosecurité, auraient utilisé des bombes lacrymogènes, forçant les jeunes à prendre la fuite. Quelques instants plus tard, deux d'entre eux sont revenus sur place, armés de couteaux. Un vigile a été tué sur le coup. Le second, touché au dos, a été transporté dans un état grave dans un hôpital lyonnais.

□ Des plates de la route près de Marseille. — Deux couples de touristes tchécoslovaques ont été attaqués, dans la nuit du dimanche 18 au lundi 19, près de Marseille, par trois hommes armés. Les touristes s'étaient arrêtés pour passer la nuit sur le bord de la nationale, entre Marseille et Cassis, lorsqu'ils ont été agressés vers 3 heures du matin par trois malfaiteurs armés d'un fusil à pompe, d'un pistolet de gros calibre et d'une hache. Sous la menace de leurs armes, les pirates de la route ont entièrement dépouillé les touristes, crevant les pneus de leur véhicule pour les empêcher de les poursuivre.

□ Destruction en vol d'une fusée stratégique américaine. — Une fusée militaire américaine a dû être détruite en vol, mardi 20 août, pour avoir dévié de sa trajectoire peu après son lancement de Cap Canaveral (Floride). La fusée Ariès, qui avait coûté 10 millions de dollars (plus de 60 millions de francs) au Pentagone, transportait des équipements destinés au programme de recherche « Tigresse rouge » (développement de capteurs pouvant détecter les vrais missiles des ennemis). Un autre lancement, prévu vendredi dans le cadre du

programme de défense IDS (Initiative de défense stratégique), sera probablement reporté en raison de cet incident. — (Reuters, AFP)

□ Une adolescente poursuit la société Nintendo pour une maladie du poignet. — Une adolescente américaine vient d'intenter un procès à la société Nintendo parce qu'elle souffre d'une maladie du poignet après s'être amusée avec des jeux vidéo pendant plusieurs mois. Nicole Le Bruzy, dix-sept ans, affirme qu'elle est victime du « syndrome du canal carpien », très répandu parmi les utilisateurs de claviers. Elle réclame plus de 10 000 dollars à la firme japonaise, coupable selon elle de ne pas avoir averti les clients des dangers potentiels de ses jeux. — (AFP)

□ Incalculable de l'un des auteurs présumés du braquage en 1986 d'un fourgon bancaire. — Cinq ans après le braquage mortel d'un fourgon de la Brink's (*le Monde* du 18 mars 1986) près de Montpellier (Hérault), les enquêteurs ont pu identifier l'un des auteurs présumés, Laurent Samson, inculpé depuis un an dans le cadre d'une autre affaire, a été formellement reconnu lors d'une confrontation, par les deux convoyeurs de fonds survivants. Originaire de Salon-de-Provence, le truand, qui nie sa participation, a été inculpé d'association et d'association de malfaiteurs par le juge Alain Durand, qui doit encore déterminer qui est l'auteur du coup de feu mortel.

□ Un pharmacien et deux médecins poursuivis pour vente et prescription d'anabolisants « très toxiques ». — Un pharmacien de Montélimar (Drôme) a été suspendu pour dix mois à compter du 1<sup>er</sup> septembre par l'ordre des pharmaciens pour avoir vendu à des culturistes des doses anormalement élevées d'anabolisants stéroïdiens « très toxiques » selon la Caisse primaire d'assurance-maladie (CPAM) de la Drôme. Le

pharmacien avait délivré ces substances sur ordonnance de deux médecins, l'un de Lyon et l'autre exerçant dans la Drôme, également poursuivis par leur ordre. Ceux-ci ont fait appel de la sanction prise à leur encontre, qui n'a pas été précisée. La CPAM a réussi à démasquer à partir de feuilles de remboursement présentées par deux culturistes.

□ La sonde spatiale Galileo refuse de fonctionner. — La NASA a annoncé, mardi 20 août, avoir échoué pour la deuxième fois dans sa tentative de débloquent une antenne de la sonde spatiale américaine Galileo. Lancée le 18 octobre 1989 en direction de Jupiter (qu'elle devrait atteindre vers la fin de 1995), la sonde devrait frôler en octobre prochain un astéroïde, le premier à être observé de près par un engin spatial. Son antenne-radio principale, qui ne s'est que partiellement déployée en avril dernier, pourrait compromettre la suite de cette mission, qui a coûté 1,3 milliard de dollars (8 milliards de francs). Une première tentative de redéploiement avait échoué en juillet dernier. Une troisième est prévue pour décembre prochain. — (AFP)

□ AUTOMOBILISME : Liberté sous caution refusée à Bertrand Gachot. — Le juge de la Haute Cour de Londres a refusé, mardi 20 août, d'accorder la liberté sous caution dans l'attente de son appel au pilote franco-belge de formule 1 Bertrand Gachot, condamné le 15 août à dix-huit mois de prison ferme. Lors d'un accident de la circulation avec un taxi londonien, le pilote, qui s'était senti menacé, avait fait usage d'un spray anti-agression interdit par la législation anglaise. Bertrand Gachot sera remplacé par l'Allemand Michael Schumacher au volant de la Jordan pour le prochain Grand Prix de Belgique, dimanche 25 août à Spa-Francorchamps.



## ÉCONOMIE

## Un entretien avec M. Jérôme Monod

« Les chefs d'entreprise veulent un pouvoir politique européen fort et efficace » nous déclare le président du groupe Lyonnaise-Duméz

## BILLET

## Particularismes syndicaux

La CFE-CGC et la CFDT devaient ouvrir, mercredi 21 août, une série de contacts bilatéraux entre organisations syndicales réformistes. Dans les prochains jours, deux autres rencontres sont prévues entre la centrale des cadres et Force ouvrière, puis avec la CFTC.

A la veille de la rentrée sociale, de telles entrevues n'ont, de prime abord, rien d'extraordinaire. Pourtant, elles constituent un événement dans le petit monde syndical français qui, depuis plusieurs années, consacre davantage d'énergie à entretenir ses particularismes et ses divisions qu'à tenter de remédier à son incapacité de peser sur les grandes décisions économiques et sociales.

La paternité de ce dialogue revient à M. Paul Marchetti, le président de la CFE-CGC, qui en a lancé l'idée au début de l'été. Selon lui, la montée du chômage, la rigueur budgétaire, les difficultés de la protection sociale et les questions salariales nécessitent que les syndicats — à l'exception de la CGT, toujours isolée — mettent leurs divergences entre parenthèses. Aussi, propose-t-il à ses homologues d'envisager une plateforme commune minimale. Sans avoir éprouvé le besoin de se concerter, les leaders syndicaux ont, ces derniers temps, condamné avec les mêmes accents la politique économique du gouvernement, jugée trop timorée. De même, ils réclament une action plus volontariste pour contenir la dégradation de la situation de l'emploi. Néanmoins, ces convergences ne paraissent pas suffisamment fortes pour permettre aux confédérations réformistes de parler d'une même voix. D'ailleurs, si la CFDT se réjouit d'une initiative susceptible de décaler les rapports intersyndicaux, Force ouvrière ne montre aucun empressement et assure qu'il ne s'agit, pour l'heure, que d'un strict échange de vues avec la seule CGC. Quant à la CFTC, elle reste très prudente sur les prolongements que pourraient avoir de tels contacts. Outre ses réactions imprévisibles, la CFE-CGC n'a pas le poids suffisant pour résister à ces forces centrifuges. Il est vrai que la division syndicale nécessite que chacun cultive sa différence. Comment, sinon, justifier son existence ? Tant pis, si, comme vient de le rappeler l'OCDE, la France est le pays où le taux de syndicalisation est le plus bas.

JEAN-MICHEL NORMAND

## Renault et trois grandes banques françaises vont pouvoir s'implanter en Algérie

Dans le cadre de la libéralisation de l'économie algérienne, Renault et les trois grandes banques françaises, ont reçu l'autorisation de s'implanter en Algérie. La décision a été annoncée, mardi 20 août, dans un communiqué du Conseil algérien de la monnaie et du crédit.

Après Peugeot qui avait eu cette autorisation à la fin de l'an dernier, Renault va pouvoir bâtir un

Après sa fusion avec Duméz, il y a un an, le groupe Lyonnaise-Duméz, avec cent dix mille salariés est l'un des plus grands groupes européens. Son président, M. Jérôme Monod, soixante ans, fait partie du cercle fermé de l'European Round Table qui regroupe quelques grands patrons européens. A la mi-septembre, cet organisme publiera un rapport intitulé « Remodeler l'Europe ». Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Monod plaide en faveur d'un pouvoir politique européen fort et efficace.

« Les pays d'Europe centrale et orientale sont l'un des axes du développement de votre groupe. Les événements actuels en Union soviétique vous conduisent-ils à remettre en cause cette politique ? »

— Non. Nous avons mis beaucoup d'accent ces derniers temps sur notre développement dans la partie orientale de l'Allemagne. Ce qui se passe en URSS doit nous encourager à y accélérer et à y renouveler nos efforts. Il en va de même pour la Tchécoslovaquie et la Hongrie. Nous allons y poursuivre nos implantations et le développement de nos marchés. Comme sur le plan politique, les industriels ont le plus grand intérêt à amarrer le plus rapidement possible ces deux pays à l'Europe de l'Ouest.

« En Union soviétique, nous avons actuellement une mission à Léningrad pour un projet de financement duquel la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement) devrait participer. Nous ne savons pas quel en sera l'avenir. Les événements actuels devraient vraisemblablement retarder beaucoup des projets qui existaient. La crise soviétique nous confirme dans l'idée que nous sommes dans un monde beaucoup plus incertain. C'est pourquoi il faut une Europe forte. C'est ce que souhaitent les industriels. »

## Une attitude de Gribouille

— A propos de l'accord automobile entre la CEE et le Japon, M. Calvet, président de Peugeot SA, s'est engagé dans une croisade contre l'Europe telle qu'elle se construit actuellement. Qu'en pensez-vous ?

— Les propos, très sévères, de Jacques Calvet traduisent sa grande déception à l'égard de la politique japonaise de l'Europe. Il est évidemment nécessaire de sauvegarder l'industrie automobile européenne, et l'accord qu'il incrimine montre bien, à encore, la nécessité pour l'Europe d'être forte. Avec les États-Unis, où les pressions protectionnistes s'accroissent, comme avec le Japon expansionniste, l'Europe doit se montrer capable de faire face. Mais ce sentiment d'insécurité de Gribouille de condamner toute la politique européenne à cause du seul cas du Japon.

« Quant à moi, je partage l'idée centrale de la plupart des chefs

d'entreprise européens que l'Europe est ou doit devenir leur marché « domestique », afin de se porter au niveau mondial dans des conditions de compétitivité qui soient celles des meilleurs. Pour eux, le libéralisme, qui fut presque chassé de la politique et de l'action, qui a été « longtemps intellectuellement démodé », comme l'a écrit l'historien Fernand Braudel, doit resurgir sous des formes nouvelles, au fur et à mesure que le monde ancien s'écroule.

— Puisant, le Japon est formé. Il fait pour ?

— Les patrons européens doivent « apprendre » le Japon, former leurs ingénieurs à la langue japonaise, accepter pendant des années de perdre de l'argent avant de pénétrer sur ce marché. C'est difficile, mais les Japonais le font bien hors de chez eux. Pour y arriver, il faut du courage et de la ténacité : le patron européen doit lui-même sceller ses accords avec ses partenaires japonais, sans se départir d'une attitude de fermeté et d'amitié. C'est ce que j'ai fait avec deux géants japonais, Daiippon Ink et Shimizu, dans un domaine où mon groupe excelle, les usines de traitement d'eau. Nous gagnons de l'argent aujourd'hui, mais le marché japonais, ce qui m'incline à une fidélité encore plus attentive.

« La nouvelle Europe n'a aucun complexe à nourrir : le scientifique Joseph Needham nous rappelle que « l'Europe n'a pas créé l'importation de la science, mais la science mondiale ». C'est aussi ce que le pays — le nôtre — ou la région du monde, l'Europe, qui veut être mondiale par ses industries doit envisager en même temps la révision de ses structures mentales et sociales. Le Japon, qui a déjà mondialisé ses produits, devra faire la même chose.

« Certains dénoncent surtout la voie ultra-libérale que suit aujourd'hui l'Europe, s'ouvrant à tous sans tenir de véritables réciprocités ? »

— Distinguons clairement ces deux affirmations. Le système économique libéral est aujourd'hui le seul qui vaille. Que ce soit pour la monnaie, l'éducation, l'industrie, la recherche (pas un programme n'est aujourd'hui la mesure d'une seule entreprise ou d'un seul pays), il n'est plus possible de rester enfermé derrière des barrières. Le corollaire nécessaire est le renforcement de l'organisation interne de l'Europe, ce que l'on appelle l'approfondissement du grand marché européen des Douze.

« Les chefs d'entreprise souhaitent un approfondissement rapide avant que l'on ne perde de son élan ? » — C'est à d'autres pays. Ils veulent un pouvoir politique européen fort et efficace, qui se fonde sur les principes solides du contrôle démocratique, le vote à la majorité et de la subsidiarité ; et cela pour la politique monétaire, la politique étrangère et la sécurité. L'Europe ne doit pas briller par son absence dans les grands conflits qui secouent le monde. La sécurité de l'Europe, c'est son ouverture vis-à-vis des États-Unis et du Japon avec des règles effectives de réciprocité et une responsabilité plus grande à l'égard du monde en développement.

« Les égoïsmes nationaux poussent plutôt à l'éclatement ? » — Non, je ne crois pas. Bien sûr, aujourd'hui, les Espagnols ont peur de l'Europe, les Italiens jouent leur jeu particulier, les Britanniques sont en crise économique, les Allemands ont un marché toujours égoïste. Mais il faut dépasser les égoïsmes. Les chefs de grandes entreprises réunis au sein de l'European Round Table souhaitent fermement un pouvoir politique

européen non bureaucratique, légitime et décidé à remodeler l'Europe. Ils ont tracé le calendrier des actions essentielles pour que celle-ci retrouve à une autre échelle sa compétitivité industrielle mondiale. Ils utilisent un langage fort, car c'est celui des anticipations.

— Votre ami, M. Edouard Balladur, n'est pas aussi pressé que vous ? Comme le RPR, il s'oppose à de nouveaux abandons de souveraineté en matière monétaire par exemple ?

— Je respecte la position réaliste d'Edouard Balladur, qui est un vrai libéral au bon sens du mot. Ce n'est pas que les hommes politiques affirment des positions, puis qu'ils prennent des décisions. Mais le monde change à toute allure. Croyez-vous aujourd'hui que le pouvoir, en matière de monnaie, soit vraiment entre les mains des gouvernants d'un pays ?



« L'économie devient mondiale. Pour les entreprises françaises, l'Europe est désormais le cadre géographique naturel de leurs investissements et de leurs produits. Dans ces conditions, la souveraineté nationale n'est plus une notion absolue qu'elle l'a été. Elle a d'ores et déjà fait l'objet de transformations progressives. Dans le domaine de la monnaie, notamment dans celui des taux d'intérêt, la réalité du pouvoir n'est plus seulement nationale. Il faut organiser un pouvoir monétaire vraiment européen pour éviter qu'il n'y ait hors de ce cadre une monnaie nationale dominante qui impose sa loi aux autres. Paradoxalement, c'est ainsi que l'on pourra peser sur l'orientation de la politique monétaire.

— Vous vous exprimez aussi comme un homme politique. Alors, chef d'entreprise ou militant ?

— Séparons la vie des affaires et la politique. Je dis seulement que les chefs d'entreprise doivent avoir une vision du marché européen et mondial en termes d'histoire. Ce qui intéresse l'entreprise, ce sont les stratégies à long terme. Le passage de 1992 à 1993 est une occasion historique de renouveler notre vision. Les chefs d'entreprise ont des choses à dire : ce devoir de s'exprimer sur les grands problèmes n'a pas toujours été ressenti comme nécessaire, dans notre pays.

« Compte tenu du discrédit des hommes politiques, les chefs d'entreprise doivent-ils se substituer à eux ? »

— Non, à chacun son métier. Les hommes politiques ont des contraintes particulières : leur élection. Ils abordent souvent les problèmes avec une vision immédiate car ainsi va la démocratie qui leur confère, à eux seuls, la légitimité de décider des affaires publiques.

Mais ils doivent aussi utiliser les mots du futur.

« Les chefs d'entreprise ont comme première obligation de rendre plus compétitives au plan mondial leurs entreprises. Ils sont forcés d'avoir une vue à long terme. Ils doivent donc s'exprimer librement sur les grands problèmes de la formation, de la recherche, de l'emploi, de la recherche, des grandes infrastructures de communication, de l'aménagement et du cadre de vie, questions qui ne se posent plus au seul plan national.

— Le discrédit dont souffraient les hommes politiques ne risque-t-il pas, avec les affaires, d'affecter aussi les chefs d'entreprise ? Y a-t-il, selon vous, une détérioration de la moralité dans les affaires ?

— C'est vrai que l'actualité est fournie : voyez le scandale des opérateurs financiers au Japon, l'affaire de la BCCI, les dysfonctionnements nés de la décentralisation : les bureaux d'études bidons, les distorsions dans l'attribution des marchés publics... L'internationalisation des circuits financiers fait, par ailleurs, passer les limites d'encadrement mis en place par les États et crée des tentations malsaines. Le phénomène est général dans le monde.

« Les grands groupes sont porteurs d'un ordre moral ? »

— Disons qu'ils sont économiquement légitimes ou illégitimes. Ils sont économiquement légitimes s'ils exercent des métiers facilement identifiables qui les positionnent sur le marché mondial et s'ils sont suffisamment décentralisés pour ne pas constituer des mamouths légionnaires, s'ils vivent grâce à une organisation intelligente de la gestion et de la participation ; enfin, s'ils respectent ce que j'appelle les trois « Juges suprêmes » : l'Actionnaire, le consommateur et l'Autorité publique qui édicte les règles.

« Mais les grands groupes ont aussi des devoirs. En matière de formation et d'éducation d'abord : c'est aussi et peut-être surtout notre affaire ! Les patrons ont beaucoup de choses à dire à l'État, aux éducateurs et aux jeunes, et beaucoup à faire. Autre devoir : l'emploi. Le chef d'entreprise n'est pas tant chargé de lutter contre le chômage que d'obtenir une flexibilité accrue et une qualité meilleure des emplois. Il lui appartient de créer des instruments adéquats de gestion afin que personne ne se pose de questions de conscience sur ce qui est légitime ou illégitime dans l'entreprise. Il faut en effet parler de morale dans les affaires.

« Concrètement, comment cela peut-il se traduire ? »

— Les entreprises peuvent par exemple se doter de chartes qui définissent les principes et les règles du jeu. Mais il y a d'autres moyens exemplaires : favoriser la recherche et l'enseignement de l'éthique dans les universités et les écoles. Avec Didier Pincus-Valencien, nous finançons une chaire d'éthique à l'ESCC de Lyon. Il y a cent choses de ce genre à faire qui témoignent tout autant que l'exemple personnel au sommet.

— A la tête de l'un des principaux groupes privés français,

pensez-vous que le débat sur nationalisation-privatisation rebondira ?

— Je crois que le débat public-privé ou libéralisme-étatisme est derrière nous. En Grande-Bretagne, si les travailleurs reviennent au pouvoir, je ne crois pas qu'ils renationaliseront massivement les services publics, par exemple. Il y a d'autres façons de faire prévaloir l'intérêt général. Et comment les pays appartenant au grand marché européen feraient-ils chez eux ce qu'ils déconseillent aux pays de l'Est ?

« Je pense enfin que nous allons, au moins pour nos métiers, vers une économie de type concessionnaire, où l'entreprise apporte l'argent et son savoir-faire dans un contrat de longue durée avec les autorités publiques qui n'ont plus les moyens de financer ni de gérer les services publics, industriels ou les grands ouvrages de transport et de communication. La poussée des villes entraîne à elle seule, partout dans le monde, une brutale détérioration de leur paysage humain matériel : le prochain siècle sera celui du génie urbain et des matériaux nouveaux.

Un engagement industriel partagé

« L'État doit-il, selon vous, avoir une politique industrielle ? »

— L'État ne doit pas se mêler de faire l'industrie de l'industrie. Il doit y avoir un engagement industriel partagé entre les chefs d'entreprise et l'État. Celui-ci doit favoriser un environnement, au sens large du terme, qui permette aux entreprises de se développer harmonieusement face à la concurrence.

« Il est vrai que sans l'intervention passée des gouvernements, on peut se demander où en serait aujourd'hui la force de l'Europe dans le secteur du nucléaire, des trains à grande vitesse et de l'aéronautique civile. Mais les temps changent. Disons qu'il existe un réel besoin de développer le dialogue entre les industriels et les pouvoirs publics pour fixer de nouvelles règles du jeu.

« Sept ans de rigueur et les Français ont le sentiment qu'ils n'en tirent pas encore véritablement les dividendes : le chômage augmente. Faut-il relancer l'économie ? »

— Il ne faut pas remettre en cause la politique du franc fort ni la stabilité des prix. Mais je suis assez pessimiste sur la conjoncture internationale pendant toute l'année 1992. Les industriels établis aux États-Unis, comme l'est mon groupe, ne ressentent pas les signes de reprise que l'on annonce depuis la fin de la guerre du Golfe.

« La situation économique et sociale va être assez difficile. Et chez nous, la politique, comme souvent, risque d'oblitérer l'avenir. Je crois donc qu'il est nécessaire de procéder à une relance sélective dans certains secteurs seulement, au nombre desquels le bâtiment et les communications, et de continuer à réduire toutes les rigidités de notre système.

« Avez-vous personnellement renoncé à jouer un rôle politique ? »

— Mon métier de chef d'entreprise m'apprend tous les jours à ne répondre à rien... Mon ambition est de constituer un groupe véritablement mondial d'aménagement et de services. L'eau, qui est le cœur du groupe, et que mes prédécesseurs ont si bien connue dans les communes de France, est devenue l'un des problèmes cruciaux du monde, en moins d'une génération ! Alors, le choix est simple.

Propos recueillis par FRANÇOIS GROSCHICZ et ERIK IZRAELWICZ

## Guinness cède les magasins Hédiard

Le groupe britannique Guinness a annoncé, mercredi 21 août, la vente des magasins Hédiard — 12 épiceries de luxe sur Paris et la région parisienne et 39 points de vente en Asie — à un groupe d'investisseurs industriels et privés, formé et animé par M. Jean-Louis Masset, qui est l'ancien directeur général du groupe de luxe LVMH. Selon Guinness, cette opération relève, annoncée en mai, parfaitement la stratégie de recentrage du groupe sur ses deux principaux pôles d'activités, les spiritueux et la bière. L'identité des repreneurs devait être révélée à la fin de septembre. Les magasins Hédiard ont réalisé en 1990 un chiffre d'affaires de 163 millions de francs. Pour 1991, celui-ci devrait être de l'ordre de 130 millions de francs.

## Solvay récupère une usine dans l'ex-RDA

Le groupe chimique belge Solvay va récupérer le 1<sup>er</sup> septembre prochain son usine de production de carbonate de soude qui avait été mise sous séquestre en Allemagne depuis plus de cinquante ans, a annoncé Solvay mardi 20 août. Une fois modernisée, cette unité de production, située à Bernburg, approvisionnera principalement les marchés de l'Allemagne orientale et de l'Europe centrale en soude légère, a précisé la firme belge. L'usine avait été mise par les nazis sous surveillance par les nazis en octobre 1939, puis sous séquestre en mai 1940. Solvay possède d'autres usines et des avoirs immobiliers en ex-RDA et des négociations sont en cours pour parvenir à leur restitution.

## Après l'affaire Salomon Brothers

## La SEC enquête sur les principaux négociateurs de fonds d'État

Le gendarme de la Bourse américaine, la Securities and Exchange Commission (SEC) a étendu son enquête aux autres négociateurs privilégiés de fonds d'État, après la découverte de fraudes effectuées par l'un d'entre eux, Salomon Brothers.

La SEC a demandé aux quarante firmes négociatrices de lui communiquer leurs documents relatifs aux adjudications du Trésor américain. Les enquêteurs redoutent que les pratiques illégales découvertes chez Salomon et qui ont conduit à la démission de

l'équipe dirigeante (le Monde du 20 août) ne soient plus courantes que prévu.

Conséquence de ces découvertes, un organisme de retraite, le Calpers (California public employees retirement systems) a décidé de suspendre la négociation des titres du Trésor américain confiée à Salomon Brothers, pour une période indéterminée, en attendant le résultat de la reorganisation de Salomon, et des enquêtes sur les agissements de cette firme de courtage.

## La production manufacturière a augmenté de 1,6 % en juin

La production manufacturière a augmenté en France de 1,6 % en juin par rapport à mai. L'indice de l'INSEE calculé sur la base 100 en 1985 s'est inscrit à 112,1 contre 110,3 en mai. Par rapport à juin 1990 la baisse est de 1,6 % (indice 130,2 en juin 1990, soit - 2,4 %).

Les résultats de juin constituent un peu une surprise : ils montrent que la production industrielle a moins reculé qu'on ne le prévoyait et est repartie plus vite. La production du second trimestre a finalement été supérieure de 1,5 % à celle du premier trimestre, ce qui laisse supposer que le PIB (produit intérieur brut) second trimestre qu'on connaît la semaine prochaine sera lui aussi en progression.

En juin, l'automobile et les biens d'équipement ménager ont nettement progressé, passant de l'indice 124,7 à 127,1, soit + 1,9 %

## Nouvelles règles du jeu des conventions collectives

Le débat sur la révision des conventions collectives s'ouvre. Les syndicats et les entreprises vont se rencontrer pour discuter des nouvelles règles du jeu. Les syndicats demandent une révision plus stricte, les entreprises une révision plus souple. Le débat sera très animé.

Les syndicats demandent une révision plus stricte, les entreprises une révision plus souple. Le débat sera très animé. Les syndicats demandent une révision plus stricte, les entreprises une révision plus souple. Le débat sera très animé.

Les syndicats demandent une révision plus stricte, les entreprises une révision plus souple. Le débat sera très animé. Les syndicats demandent une révision plus stricte, les entreprises une révision plus souple. Le débat sera très animé.

Les syndicats demandent une révision plus stricte, les entreprises une révision plus souple. Le débat sera très animé. Les syndicats demandent une révision plus stricte, les entreprises une révision plus souple. Le débat sera très animé.

Les syndicats demandent une révision plus stricte, les entreprises une révision plus souple. Le débat sera très animé. Les syndicats demandent une révision plus stricte, les entreprises une révision plus souple. Le débat sera très animé.

Les syndicats demandent une révision plus stricte, les entreprises une révision plus souple. Le débat sera très animé. Les syndicats demandent une révision plus stricte, les entreprises une révision plus souple. Le débat sera très animé.

Les syndicats demandent une révision plus stricte, les entreprises une révision plus souple. Le débat sera très animé. Les syndicats demandent une révision plus stricte, les entreprises une révision plus souple. Le débat sera très animé.



## Les nouvelles règles du jeu des conventions collectives

Le mouvement est encore hésitant mais ses contours commencent à se dessiner : dans plusieurs entreprises et branches professionnelles, patronat et syndicats tentent de trouver un nouvel équilibre fondé sur des contreparties mieux adaptées aux exigences économiques comme aux attentes des salariés. Souvent conflictuel, cet effort de modernisation a déjà abouti à la refonte totale de certaines conventions collectives.

Les évolutions technologiques, le vieillissement de la population salariée comme l'intensification de la concurrence à laquelle doivent faire face certaines professions créent un contexte nouveau qui remet en question la logique des textes accumulés depuis quarante ans. Observateurs attentifs, les spécialistes de la Direction des relations du travail le confirment : patronat et syndicats paraissent avoir de plus en plus tendance à revoir les règles du jeu social. Or cette recherche d'une meilleure adaptation aux réalités économiques bouscule nombre d'avantages acquis et nécessite - c'est là sa principale difficulté - que les protagonistes s'accordent sur de nouvelles contreparties.

Dans pratiquement toutes les négociations, la réforme de la prime d'ancienneté constitue un enjeu essentiel. Pour l'employeur, les mécanismes traditionnels d'avancement automatique sont vécus comme un facteur de sévérité, ils entravent la mobilité du personnel et absorbent une part importante de la masse salariale alors que les entreprises veulent disposer d'une marge de manœuvre accrue pour prendre en compte l'évolution des qualifications, le mérite individuel ou recruter des jeunes mieux formés.

Dans l'industrie du jouet, la nouvelle convention collective, ratifiée début 1991 par tous les syndicats hormis la CGT, prévoit ainsi que l'avancement sera fondé non plus sur des mécanismes automatiques mais sur « l'acquisition de formations qualifiantes ». En échange, la prime d'ancienneté, intégrée une fois pour toutes dans le salaire, sera concernée par les augmentations générales. Par ailleurs, les entreprises se sont engagées à consentir un effort de formation au moins supérieur de 0,35 point au plancher légal (1,4 % de la masse salariale à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1992, 1,5 % en 1993).

### Un climat presque idyllique

« Désormais, nous travaillons avec les syndicats dans un climat de confiance presque idyllique », assure M<sup>me</sup> Annie Brandel, chargée des affaires sociales à la Fédération nationale des industries du jouet (FNII) qui, toutefois, a dû négocier pied à pied durant cinq ans avant de signer un accord avec ses partenaires. Dans la réparation automobile, la prime d'ancienneté a également été « gelée » en échange d'un droit à la formation exprimé en points.

En revanche, le patronat de la métallurgie a finalement renoncé à proposer des contreparties sous forme de dépenses de formation, de temps libre capitalisable ou de contribution additionnelle aux régimes de retraites complémentaires. De même, les sociétés d'assurances ont évoqué sans plus de succès une « prime d'expérience » calculée sur le salaire minimum et proportionnelle à la durée de présence dans une même classe de fonction. Pour sa part, l'Association française des banques (AFB) a finalement renoncé à l'opération de refonte de ses textes conventionnels qui datent de 1953 (le Monde du 6 août).

Malgré ces difficultés, M. Bernard Krynem (Direction des relations du travail) estime que « la formation est aujourd'hui considérée comme un acquis par les syndicats qui souhaitent exercer un contrôle sur son orientation ». Selon lui, il s'agit d'une « importante évolution des mentalités ».

Toutefois, ce nouvel « acquis » ne peut se transformer en gain salarial qu'à deux conditions : que l'intéressé décroche effectivement une qualification supérieure et que la grille des rémunérations soit adaptée. Une opération qui implique une nouvelle logique car, pour l'essentiel, les mécanismes en vigueur dans le secteur privé ont été élaborés selon les « critères Parodi » introduits après-guerre dans la fonction publique (à chaque poste de travail correspond une position hiérarchique).

Rigides et déconnectés des réalités technologiques, ces principes ne correspondent plus à une organisation productive qui vise à diriger les compétences des salariés. On s'efforce donc de s'entendre sur des « critères classants » et de réduire les niveaux hiérarchiques tout en définissant des déroulements de carrière. Dans la foulée des négociations sur les bas salaires, quinquante et une branches professionnelles se sont engagées dans une refonte des classifications.

### « Négocier à reculons »

Pour l'heure, six ont déjà abouti, en particulier le bâtiment et la sidérurgie dont les accords sont jugés exemplaires. Le Comptoir des entrepreneurs comme le Cédit foncier viennent aussi d'introduire des mécanismes qui fondent l'avancement du personnel sur la technicité et les résultats individuels. Avec l'accord Dura- jour de 1990 sur la modernisation de la grille indiciaire des fonctionnaires, la fonction publique a, elle aussi, entamé sa mue.

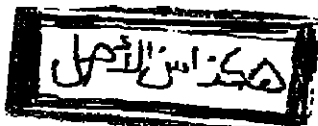
Les nouvelles conventions collectives s'attachent aussi à affirmer quelques principes généraux : la mobilité, le droit au déroulement de carrière et la nécessité de préserver la compétitivité chez Renault, la reconnaissance du caractère saisonnier de la profession dans le jouet. Apparemment de pure forme, ces engagements sont néanmoins susceptibles d'influencer le déroulement des négociations ultérieures.

Si la CGT reste généralement en dehors de ce nouveau jeu social, les autres syndicats reconnaissent la nécessité de réactualiser les textes conventionnels. Mais ils demeurent très prudents, comme M<sup>me</sup> Paulette Hoffman, secrétaire confédérale de Force ouvrière, qui déplore la priorité que le patronat entend donner aux négociations d'entreprise. « On ne peut pas toujours nous demander de négocier à reculons », estime-t-elle. Soixante pour cent des salariés travaillent dans des sociétés où la présence syndicale est inconnue. Les lois Auroux ont amorcé un mouvement de banalisation de la politique contractuelle se déplaçant sur un terrain qui ne nous est pas favorable.

La propension des employeurs à dénoncer les conventions collectives en cours de négociation (jouet, HLM, assurances, maroquinerie, notariat, sociétés de Bourse) renforce encore davantage les réticences syndicales. M<sup>me</sup> Martine Aubry, ministre du travail, s'en est même inquiétée, rappelant à l'ordre indirectement il est vrai les banques, qui menaçaient de placer leurs interlocuteurs au pied du mur. Côté patronal, on retorque qu'il n'existe guère d'autre moyen de « redynamiser » une négociation et de la sortir de l'impasse.

A vrai dire, le code du travail complique singulièrement les possibilités de révision des conventions collectives. Celles-ci sont conclues pour une durée indéterminée et la jurisprudence actuelle (arrêt Basirico de la Cour de cassation) permet à l'un des signataires de s'opposer à toute opération de révision. Il faut donc dénoncer l'ensemble du texte pour introduire les modifications souhaitées. Mais la dimension juridique du problème n'est sans doute pas la plus importante. « Ces conventions d'emploi, à la française, les textes et les avenants, ironise M. Jean-Paul Jacquier, secrétaire national de la CFDT. Tentons plutôt d'adapter régulièrement les textes. En essayant d'atteindre des objectifs et non plus seulement des normes ».

JEAN-MICHEL NORMAND



## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE ÉLECTRICITÉ DE FRANCE Obligations P3R - 0,05 novembre 1990

Les intérêts courus du 3 juin au 2 septembre 1991 seront payables à partir du 3 septembre 1991 à 238,31 francs par titre de 10 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 35,74 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,10 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 7,38 francs, faisant ressortir un net de 195,19 francs.

### ÉLECTRICITÉ DE FRANCE Obligations P3R - 0,0625 novembre 1990

Les intérêts courus du 3 juin au 2 septembre 1991 seront payables à partir du 3 septembre 1991 à 237,99 francs par titre de 10 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 35,69 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 7,35 francs, faisant ressortir un net de 194,95 francs.

### ÉLECTRICITÉ DE FRANCE Obligations P3R + 0,10 février-mars-juin 1988

Les intérêts courus du 19 juin au 17 septembre 1991 seront payables à partir du 18 septembre 1991 à 503,51 francs par titre de 20 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 75,52 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 15,19 francs, faisant ressortir un net de 412,40 francs.

### ÉLECTRICITÉ DE FRANCE Obligations P3R - 0,15 octobre 1988 (tranche C)

Les intérêts courus du 19 juin au 17 septembre 1991 seront payables à partir du 18 septembre 1991 à 490,57 francs par titre de 20 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 73,63 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 15,19 francs, faisant ressortir un net de 402,05 francs.

### ÉLECTRICITÉ DE FRANCE Obligations P3R - 0,15 mai 1989

Les intérêts courus du 19 juin au 17 septembre 1991 seront payables à partir du 18 septembre 1991 à 490,57 francs par titre de 20 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 73,63 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 15,19 francs, faisant ressortir un net de 402,05 francs.

### ÉLECTRICITÉ DE FRANCE Obligations P3R - 0,25 mai 1989

Les intérêts courus du 19 juin au 17 septembre 1991 seront payables à partir du 18 septembre 1991 à 485,81 francs par titre de 20 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 72,87 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 15,04 francs, faisant ressortir un net de 397,90 francs.

### ÉLECTRICITÉ DE FRANCE Obligations P3R - 0,25 juillet 1989 (tranche 1)

Les intérêts courus du 19 juin au 17 septembre 1991 seront payables à partir du 18 septembre 1991 à 245,81 francs par titre de 20 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 72,87 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 15,04 francs, faisant ressortir un net de 397,90 francs.

### ÉLECTRICITÉ DE FRANCE Obligations P3R - 0,15 juillet 1989 (tranche 2)

Les intérêts courus du 19 juin au 17 septembre 1991 seront payables à partir du 18 septembre 1991 à 245,81 francs par titre de 20 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 72,87 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 15,04 francs, faisant ressortir un net de 397,90 francs.

### ÉLECTRICITÉ DE FRANCE Obligations P3R - 0,10 novembre 1989

Les intérêts courus du 19 juin au 17 septembre 1991 seront payables à partir du 18 septembre 1991 à 246,70 francs par titre de 10 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 37,00 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 7,63 francs, faisant ressortir un net de 202,07 francs.

### ÉLECTRICITÉ DE FRANCE Obligations P3R - 0,05 octobre 1990 (tranche B)

Les intérêts courus du 19 juin au 17 septembre 1991 seront payables à partir du 18 septembre 1991 à 123,58 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 18,59 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 3,82 francs, faisant ressortir un net de 101,57 francs.

Les retenues mentionnées au 2<sup>e</sup> paragraphe ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Tous ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

### CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE ÉLECTRICITÉ DE FRANCE Obligations 11 % décembre 1977

Les intérêts courus du 25 septembre 1990 au 24 septembre 1991 seront payables à partir du 25 septembre 1991 à 99,00 francs par titre de 1 000 francs, après retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 11 francs (montant brut : 110 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 5,49 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 3,41 francs, faisant ressortir un net de 90,10 francs.

Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Ces titres ont été dématérialisés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981 et décret n° 83-359 du 2 mai 1983), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

### SAPAR Obligations TMOR août 1984

Les intérêts courus du 10 septembre 1990 au 9 septembre 1991 seront payables à partir du 10 septembre 1991 à 423,30 francs par titre de 5 000 francs après retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 47,03 (montant brut : 470,33 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 23,49 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 14,57 francs, faisant ressortir un net de 385,24 francs.

### SAPAR Obligations P3R - 0,25 décembre 1988 (tranche A)

Les intérêts courus du 19 juin au 17 septembre 1991 seront payables à partir du 18 septembre 1991 à 242,91 francs par titre de 10 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 36,43 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 7,51 francs, faisant ressortir un net de 198,97 francs.

### SAPAR Obligations P3R - 0,25 décembre 1988 (tranche B)

Les intérêts courus du 19 juin au 17 septembre 1991 seront payables à partir du 18 septembre 1991 à 121,46 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 18,21 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 3,75 francs, faisant ressortir un net de 99,50 francs.

### SAPAR Obligations P3R - 0,30 janvier 1989

Les intérêts courus du 19 juin au 17 septembre 1991 seront payables à partir du 18 septembre 1991 à 241,64 francs par titre de 10 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 36,24 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 7,47 francs, faisant ressortir un net de 197,93 francs.

### SAPAR FINANCE Obligations P3R - 0,25 octobre 1989

Les intérêts courus du 19 juin au 17 septembre 1991 seront payables à partir du 18 septembre 1991 à 121,46 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 18,21 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 3,75 francs, faisant ressortir un net de 99,50 francs.

### SAPAR Obligations 7 % septembre 1986

Les intérêts courus du 22 septembre 1990 au 21 septembre 1991 seront payables à partir du 22 septembre 1991 à 315 francs par titre de 5 000 francs après retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 35 francs (montant brut : 350 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 17,48 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 10,85 francs, faisant ressortir un net de 286,67 francs.

Les retenues mentionnées au 2<sup>e</sup> paragraphe ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Tous ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

### CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE Obligations 10,30 % 1978

Les intérêts courus du 25 septembre 1990 au 24 septembre 1991 seront payables à partir du 25 septembre 1991 à 185,40 francs par titre de 2 000 francs après retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 20,60 francs (montant brut : 206,00 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 10,28 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 6,38 francs, faisant ressortir un net de 168,74 francs.

Les renseignements concernant les obligations sorties au tirage du 19 juillet 1991 sont parus au Journal officiel du 1<sup>er</sup> août 1991.

Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont effectués chez tout intermédiaire habilité.



Le chiffre d'affaires consolidé réalisé par le groupe au cours du premier semestre 1991 ressort à 782 millions de francs H.T., ce qui représente, par rapport au premier semestre 1990, une augmentation de 34 %, comparable à celle de l'exercice 1990 par rapport à 1989. En raison des charges inhérentes au développement de l'activité, la progression des performances financières ne pourra attendre un rythme comparable à celui du chiffre d'affaires.

## Le Monde

### PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :  
46-62-72-67

### Droit-Eco ça se prépare

Stage de pré-rentree :  
2 septembre

Quatre semaines pour réussir  
son année de fac

IPEC  
Quartier Latin  
Institut Privé  
Tel 46 33 81 23  
ou 43 29 03 71

## L'ASTRADUL

Association des Traducteurs  
Diplômés de l'Université de Londres

Vous propose une équipe de traducteurs  
FRANÇAIS et ANGLAIS

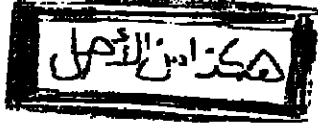
Tél. : 45-79-41-66 - 45-55-92-94 - 45-78-75-80

B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07

Siège social : Institut britannique de Paris







REPRODUCTION INTERDITE

### LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
<b>75 PARIS 1<sup>er</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>19<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>93 - SEINE-SAINT-DENIS</b>		
4 PIÈCES 81 m², 1 <sup>er</sup> étage parking	24, rue Cambon SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	10 125 + 1 269 7 290	2 PIÈCES 80 m², r.-de-c.	6/8, rue A.-Mille SAGGEL - 42-66-61-05 Frais de commission	4 952 + 603 3 565	3 PIÈCES 76 m², 7 <sup>e</sup> ét. cave, parking	PIERREFITTE 52-64, avenue du Gal-Gallieni AGF - 49-24-45-45 Frais de commission	3 155 + 1 032 2 198
<b>8<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			3 PIÈCES 70 m², r.-de-c. sur jardin	6/8, rue A.-Mille SAGGEL - 42-66-61-05 Frais de commission	5 607 + 700 4 037	<b>94 - VAL-DE-MARNE</b>		
5 PIÈCES 196 m², 3 <sup>e</sup> étage	12, rue Paul-Baudry SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	30 000 + 4 670 21 600	4 PIÈCES 79 m², 3 <sup>e</sup> étage balcon, cave, parking	74/84, rue Petit AGF - 49-24-45-45 Frais de commission	5 620 + 1 500 3 999	2 PIÈCES 53 m², 2 <sup>e</sup> étage parking	JOINVILLE 12, rue Helifax SAGGEL - 42-66-61-05 Frais de commission	4 050 + 419 2 916
<b>9<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>60 - OISE</b>			2 PIÈCES 55 m² 4 <sup>e</sup> étage	SAINT-MANDÉ 7, rue Fays LOC INTER - 47-45-16-71 Frais de commission	5 102 + 558 3 978
3 PIÈCES 75 m², 3 <sup>e</sup> étage	74, rue d'Amsterdam SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	7 700 + 779 5 544	5 PIÈCES 106 m² rez-de-chaussée	CHARENTILLY 15, rue Marie-Amélie LOC INTER le matin - 47-45-15-71 Frais de commission	3 962 + 1 295 3 150	4 PIÈCES 97 m², 4 <sup>e</sup> ét. balcon, 2 parkings	SAINT-MANDÉ 2, avenue Victor-Hugo LOC INTER - 47-45-15-74 Frais de commission	9 000 + 886 6 750
<b>11<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>78 - YVELINES</b>			4 PIÈCES 95 m², 8 <sup>e</sup> étage parking	VANVES 114, avenue Victor-Hugo SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	9 500 + 1 332 6 840
3 PIÈCES 66 m², 2 <sup>e</sup> étage cave, parking	5, rue des Nanettes AGF - 49-24-45-45 Frais de commission	5 825 + 507 4 145	2 PIÈCES 52 m², 1 <sup>er</sup> étage parking	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 14-18, rue du Docteur-Timsit Résidence Timait LOC INTER - 47-45-46-09 Frais de commission	3 747 + 990 2 970	5 PIÈCES 124 m² rez-de-chaussée	VANVES 114, avenue Victor-Hugo SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	8 102 + 1 888 5 834
STUDIO MEUBLÉ 20 m², sur jardin	Home Piazza HOME PLAZZA 40-09-40-00	5 500 + 825	<b>92 - HAUTS-DE-SEINE</b>			6 PIÈCES 127 m², 3 <sup>e</sup> ét. parking	VANVES 1, rue Rabalais SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	11 430 + 1 879 8 229
2 PIÈCES MEUBLÉES 50 m², sur jardin	Home Piazza HOME PLAZZA 40-21-22-23	8 500 + 1 275	STUDIO Immeuble neuf, 41 m² rez-de-chaussée parking	BOULOGNE 33-37, rue Pasteur SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	4 600 + 525 3 850	3 PIÈCES 72 m², 3 <sup>e</sup> ét. balcon, 2 parkings	VINCENNES 88, rue Deffrance LOC INTER - 47-45-15-71 Frais de commission	6 580 + 670 5 022
<b>14<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			2 PIÈCES 55 m², balcon 3 m² parking	BOULOGNE 33/37, rue Pasteur SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	7 500 + 737 6 025	4 PIÈCES 84 m², 7 <sup>e</sup> ét. terrasse, 2 parkings	VINCENNES 83/85, rue Deffrance LOC INTER - 47-45-15-84 Frais de commission	7 423 + 870 5 670
4 PIÈCES 88 m², 8 <sup>e</sup> étage cave, parking	80/84, rue de l'Abbé-Carton AGF - 49-24-45-45 Frais de commission	10 300 + 882 7 329	3 PIÈCES 59 m², balcon 6 m² 3 <sup>e</sup> étage, parking	BOULOGNE 33-37, rue Pasteur SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	8 500 + 907 6 781	3 PIÈCES 79 m², 7 <sup>e</sup> ét. balcon, 2 parkings	VINCENNES 44, rue de Fontenay LOC INTER - 47-45-15-84 Frais de commission	7 775 + 940 5 886
3 PIÈCES DUPLEX 104 m², 9 <sup>e</sup> et 10 <sup>e</sup> ét. cave, parking	80-84, rue de l'Abbé-Carton AGF - 49-24-45-45 Frais de commission	13 500 + 1 045 9 807	<b>95 - VAL-D'OISE</b>			<b>95 - VAL-D'OISE</b>		
4 PIÈCES DUPLEX 100 m², cave, parking 9 <sup>e</sup> et 10 <sup>e</sup> ét.	80/84, rue de l'Abbé-Carton AGF - 49-24-45-45 Frais de commission	14 500 + 1 004 10 318	3 PIÈCES 88 m², 3 <sup>e</sup> étage parking	BOULOGNE 80, rue de la Touraille SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	7 470 + 1 779 5 378	Pavillon 7 PIÈCES 149 m², parking	CERGY 5, Clos de Mandellau AGIFRANCE - 49-03-43-04	9 032 + 544
<b>16<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			5 PIÈCES DUPLEX Immeub. neuf, 179 m², terrasse 75 m², 4/5 <sup>e</sup> étage, parking	BOULOGNE 33/37, rue Pasteur SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	26 000 + 1 440 19 525	Pavillon 7 PIÈCES 149 m², parking	CERGY 4, Clos de Mandellau AGIFRANCE - 49-03-43-04	9 042 + 545
4 PIÈCES 134 m², 2 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup> ét.	80, rue Lauriston SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	12 400 + 1 422 8 928	4 PIÈCES 90 m², 3 <sup>e</sup> ét. parking	PUTEAUX 181 bis, rue de la République AGIFRANCE - 49-03-43-04	5 772 + 998			
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>								
7 PIÈCES 257 m², 1 <sup>er</sup> étage	97, rue de Courcelles SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	30 800 + 3 186 22 176						

**Le Monde**

CHAQUE MERCREDI  
numéro daté jeudi

VOS  
RENDEZ-VOUS

**IMMOBILIER**

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE  
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS  
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 609 000 Français dont 808 000 Parisiens. 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs » dont 375 000, soit 58 %, habitent l'Ile-de-France. (Source : CESP 1989.)

Pour tous renseignements  
Professionnels 46-62-73-43  
Particuliers 46-62-73-90 - 46-62-72-02

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE  
AVEC LA PARTICIPATION DE



## ÉCONOMIE

## TRANSPORTS

Pour éviter de nouveaux incidents

## La SNCF réduit la vitesse du TGV-Atlantique

La SNCF ramène provisoirement de 230 à 180 kilomètres-heure la vitesse de pointe des rames du TGV-Atlantique entre Tours et Bordeaux pour éviter de nouveaux incidents, après l'avoir réduite à 160 km/h dès samedi 17 août. En effet, trois ruptures de caténaires se sont produites au cours de l'été : l'une a concerné un train de marchandises, mais les deux autres, le 6 août à Courras (Gironde), l'autre le 16 août à Maille (Indre-et-Loire) avaient bloqué des milliers de voyageurs et désorganisé le trafic de la ligne pendant plusieurs heures.

L'examen du système de captation du courant entrepris par la

SNCF sur la section Tours-Bordeaux et les modifications éventuelles prendront sans doute plusieurs semaines. Mais la limitation de vitesse ne devrait allonger la durée du trajet (de quinze minutes au plus) que pour les TGV directs entre Paris et Bordeaux.

Par ailleurs, sept trains du TGV Atlantique ont subi des retards de vingt à cinquante minutes mercredi 21 août en début de matinée à la suite d'une panne du central de télécommunications de la gare Paris-Montparnasse interrompant la signalisation et perturbant les liaisons des rames avec l'extérieur.

## La compagnie aérienne EAS est reprise par un spécialiste du Moyen-Orient

PERPIGNAN

de notre correspondant

Le tribunal de commerce de Perpignan a approuvé mardi 20 août la reprise de la compagnie aérienne Europe Aéro Service (EAS) de Perpignan par M. Omram Adham, un homme d'affaires de nationalité algérienne et d'origine syrienne vivant à Paris. Spécialisée dans le vol charter avec une flotte de quatre Boeing 727, quatre 737 et six Super Caravelle, cette compagnie avait déposé son bilan le 16 mai dernier (*Le Monde* des 5 et 18 mai) : la baisse de 60 % des activités au premier trimestre 1991 avait porté le passif de l'entreprise à 450 millions de francs alors que l'actif réalisable n'était que de 300 millions.

Président de Omram Adham Group (OAG) société de droit canadien spécialisée dans le négoce des céréales entre le Canada et les pays du Moyen-Orient, M. Adham Omram, qui s'est engagé à maintenir à Perpignan le siège de la société, envisage d'étendre l'activité d'EAS à six pays : Libye, Algérie, Nigéria, Syrie, Liban et Irak.

JEAN-CLAUDE MARRE

Continental Airlines supprime 600 emplois et abandonne 133 dessertes. La compagnie aérienne Continental Airlines, gérée par un tribunal des faillites depuis décembre 1990 (Le Monde du 5 décembre 1990) à la suite d'un déficit de 82 milliards de dollars en 1990, a annoncé, mardi 20 août, 600 suppressions d'emplois - d'autres réductions d'effectifs sont attendues - l'abandon de 133 dessertes quotidiennes et la mise hors service de 22 avions. La compagnie a jusqu'au 28 novembre pour présenter un plan de restructuration.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Groupe AGF, 1<sup>er</sup> semestre 1991 : chiffre d'affaires 27 milliards, + 19 %

en millions de francs	1991	1990	Variation en %
AGF IART	7 723	7 359	4,9 %
AGF VIE	9 108	7 738	17,7 %
AGF INTERNATIONAL	7 769	5 347	45,3 %
Autres sociétés	2 505	2 303	8,7 %
Groupe AGF	27 105	22 747	19,2 %

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe des AGF s'établit à 27,1 milliards de francs à la fin du premier semestre 1991, en progression de 19,2 %. A structure constante l'augmentation est de 10,3 %.

Le chiffre d'affaires d'AGF International augmente notamment en raison :

- des acquisitions de Protocollon et Consorcio au Chili ;
- de l'effet des acquisitions au cours de l'année 1990 de l'Escaut en Belgique, et de Nem en Grande-Bretagne ;
- de la restructuration des activités d'assurance en Irlande (ICI et Church and General).

La progression du chiffre d'affaires d'AGF VIE provient essentiellement d'une forte augmentation des souscriptions au contrat "la Retraite AGF".

Le chiffre d'affaires d'AGF IART augmente notamment en raison :

- de la progression de l'activité d'assurance en Irlande (ICI et Church and General) ;
- de la progression de l'activité d'assurance en Irlande (ICI et Church and General) ;
- de la progression de l'activité d'assurance en Irlande (ICI et Church and General) ;

Le chiffre d'affaires d'AGF IART augmente notamment en raison :

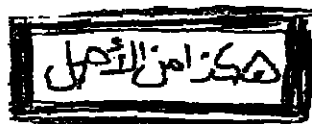
- de la progression de l'activité d'assurance en Irlande (ICI et Church and General) ;
- de la progression de l'activité d'assurance en Irlande (ICI et Church and General) ;
- de la progression de l'activité d'assurance en Irlande (ICI et Church and General) ;

Le chiffre d'affaires d'AGF IART augmente notamment en raison :

- de la progression de l'activité d'assurance en Irlande (ICI et Church and General) ;
- de la progression de l'activité d'assurance en Irlande (ICI et Church and General) ;
- de la progression de l'activité d'assurance en Irlande (ICI et Church and General) ;

Le chiffre d'affaires d'AGF IART augmente notamment en raison :

- de la progression de l'activité d'assurance en Irlande (ICI et Church and General) ;
- de la progression de l'activité d'assurance en Irlande (ICI et Church and General) ;
- de la progression de l'activité d'assurance en Irlande (ICI et Church and General) ;



## MARCHÉS FINANCIERS

NEW-YORK, 20 août ↑

## Une reprise fragile

A l'exemple des autres places boursières internationales, Wall Street s'est ressaisi mardi 20 août après les frayeurs que lui avait causées en début de semaine le coup d'Etat en URSS. L'indice Dow Jones des valeurs américaines a ainsi gagné 38,56 points à 2 937,38. Mais il allait repartir la semaine prochaine du terrain initialement acquis avant de remonter un peu, pour finalement s'inscrire à 2 913,68, avec un gain limité à 15,65 points (+ 0,54 %).

Le bilan de la séance a tout de même été de meilleure qualité puisque, sur 2 087 valeurs traitées, 1 005 ont monté, 541 ont baissé et 481 n'ont pas varié. Mais ce résultat n'a toutefois pas été très significatif pour deux raisons. La première est que plusieurs valeurs composant les indices furent indisponibles, empêchant les gérants de portefeuilles d'établir leur stratégie. La seconde est qu'à cause de l'ouverture de la séance, les investisseurs n'ont pu parvenir sur le marché.

Cela étant, Wall Street a littéralement été à l'écoute des événements en provenance de Moscou. La Bourse new-yorkaise devait redémarrer après que l'on ait appris que la communication téléphonique entre Boris Eltsine et Boris Yeltsine avait été interrompue à l'instant où les deux présidents se dirigeaient vers le Parlement. Elle allait remonter à l'annonce de la soudaine indisponibilité d'un des putschistes. L'activité a néanmoins été portée par 184,09 millions de titres contre 229 millions la veille.

VALEURS	Cours de 19 août	Cours de 20 août
Alcoa	38 1/8	40 5/8
AT&T	38 1/8	39 1/4
Banque	45 3/8	45 7/8
Chemical Bank	42 1/4	42 1/4
Du Pont de Nemours	42 1/4	42 1/4
Exxon Mobil	41 3/8	42 1/4
General Motors	28 7/8	29 1/2
IBM	20 3/8	20 3/4
Intel	34 1/8	34 3/4
ITT	37 1/4	37 5/8
Medco	82 3/8	87
Pharmacia	62 3/8	67
Schlumberger	88 1/8	88 1/8
Tempco	32	32 1/2
Union Carbide	132 1/4	132 1/4
Union Carbide	20 1/4	20 3/4
United Tech.	42 7/8	44 5/8
Windsor	22 1/2	22 1/2
Xerox Corp.	52 1/4	53 3/8

LONDRES, 20 août ↑

## Reprise modérée

Après la chute de 3 % lundi provoquée par la destination de M. Gorbatchev, les valeurs se sont modestement reprises mardi au Stock Exchange, soutenues par des achats spéculatifs et des espoirs de reprise économique en Grande-Bretagne. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a ainsi apprécié de 14 points (0,55 %) à 2 520,11, le plus haut depuis le 31 points en séance. Le volume des échanges s'est contracté à 1,1 milliard de titres contre 588,5 millions la veille.

Les investisseurs sont toutefois demeurés prudents. Les achats encouragés par la faiblesse des cours de la plupart des valeurs, et par les détails en provenance de l'Est pour racheter, dans la crainte d'une nouvelle chute du marché.

## FAITS ET RÉSULTATS

La banque néerlandaise Rabobank a déposé un bénéfice net en hausse de 8,6 % au premier semestre. Le bénéfice net de la banque des coopératives agricoles néerlandaises, Rabobank, a progressé de 8,6 % au premier semestre 1991 par rapport à la période correspondante de 1990, à 530 millions de florins (1,29 milliard de francs). Le bénéfice brut s'est établi à 1,123 milliard de florins au premier semestre de 1991 (+ 11,5 %). Les crédits octroyés (secteur privé) ont augmenté au premier semestre 1991 de 4,6 milliards de florins à 132,7 milliards de florins. Les ventes des commissions ont diminué de 1,2 % pour s'établir à 405 millions de florins. L'ensemble des charges est en hausse de 17,7 % à 2,114 milliards de florins, mais que les produits bancaires ont progressé de 15,5 % à 3,237 milliards de florins.

Le Groupe privé de gestion détent 5 % des droits de vote de la CSE. La société Groupement privé de gestion a acquis 5,07 % des droits de vote de la CSE (Compagnie des signaux et d'équipements électroniques), le 9 août dernier selon un avis publié par la Société des Bourses françaises (SBF). Le Groupement privé de gestion, contrôlé par le Groupe leader de promotion (GLP), était déjà actionnaire de la CSE. L'un de ses responsables a indiqué à l'agence Reuter que cette firme a entretenu avec elle les deux autres actionnaires connus de la CSE qui sont Quadral (23 % du capital) et le groupe italien Finmeccanica dont la participation supérieure à 10 % approcherait les 20 %.

Les actionnaires de Montedison boudent l'augmentation de capital de ce groupe immobilier britannique. Les actionnaires de Montedison, le groupe immobilier britannique propriétaire de la chaîne de magasins espagnole Galerías Preciados, ont boudé l'augmentation de capital de 96 millions de livres (560 millions

PARIS, 20 août ↑

## Ressaisissement

Au lendemain du « lundi rouge » marqué par la destination de Mikhaïl Gorbatchev et qui a provoqué une chute des marchés financiers internationaux, le ressaisissement a été observé à Paris. Les indices boursiers redevenaient positifs. Dès l'ouverture l'indice CAC 40 débutsait la séance sur une hausse de 1,48 %.

La progression était telle ensuite que le barre des 2 % était franchie en fin de séance. Peu avant l'ouverture de Wall Street, l'indice CAC 40 avait atteint 2 365. La journée se terminait sur un gain de 2,25 %. A titre de comparaison, vingt-quatre heures auparavant la chute dépassait les 9,2 % pour ensuite terminer à 7,28 %.

Le marché était actif et nombre de valeurs, vivement atteintes lundi, se reprisent. Les valeurs plus fortes haussaient sensiblement 14 % et 6 %. Parmi celles-ci figuraient SEB, Nouvelles Galeries, Euro-tunnel et Matra. Du côté des baisses, la plus importante, Métalcorp, se limitait à 9 %. Un niveau de volatilité était observé dans la technique après la réaction spéculative du 19 août. Toutefois, le marché ne devait pas être perturbé par de nouvelles spéculations.

Tout comme la hausse des prix de 0,4 % en juillet, la stabilité de la production française en juin a été reléguée au second plan. Selon les statistiques de l'INSEE, la production a été stable en juin par rapport à mai, la hausse de 1,8 % de la production manufacturière ayant été compensée par la baisse de 3,2 % dans l'énergie et de 3,25 % dans les industries agroalimentaires.

Enfin, au lendemain d'une poussée des cours, le indice CAC 40 s'est inscrit en léger recul à Paris où l'indice s'est établi à 3 571,81 dollars contre 3 580,29 dollars lundi en fin de journée.

TOKYO, 21 août ↑

## La hausse se ralentit

Réarmé au lendemain de l'annonce du coup d'Etat en URSS, le mouvement de reprise s'est poursuivi mercredi au Kabuto-cho. Mais très rapidement au début de la séance, il s'est dégonflé et, à la clôture, l'indice Nikkei, un instant en progrès de 754,28 points, n'enregistrait plus qu'une avance de 364,54 points (+ 1,53 %).

L'absence d'informations fraîches en provenance d'Union soviétique, les investisseurs ont continué à rechercher les bonnes affaires à réaliser. D'un côté, le marché japonais s'est borné à coller aux places étrangères. Ici comme ailleurs, le dollar continue à cirer que l'indice de la dette publique des États-Unis se passe de l'URSS. Son économie ne s'estelle pas développée durant les quatre ans de guerre civile ? L'activité est restée assez forte pour cette période de l'année avec 2,2 milliards de dollars d'exportations contre 330 millions la veille.

VALEURS	Cours de 20 août	Cours de 21 août
Alia	1 040	1 040
Amoco	1 380	1 380
Canon	1 380	1 380
Fujitsu	2 550	2 570
General Motors	1 380	1 380
IBM	1 380	1 380
Intel	1 380	1 380
Medco	1 380	1 380
Pharmacia	1 380	1 380
Schlumberger	1 380	1 380
Tempco	1 380	1 380
Union Carbide	1 380	1 380
Union Carbide	1 380	1 380
United Tech.	1 380	1 380
Windsor	1 380	1 380
Xerox Corp.	1 380	1 380

de francs) lancée le mois dernier pour restaurer les finances de la France. Il est soutenu par le mouvement 11,9 % des actions offertes, a annoncé mardi 20 août Mount-High. Ce regain signale que la participation des deux dirigeants américains de Mount-High, MM. Nelson Peltz et Peter May, de deux côtés du Groupement Family Trust va bonifier de 22 % actuellement à 47 %.

Accord de joint-venture dans la chimie entre Mitsubishi et BP. Le groupe japonais Mitsubishi a un penchant pour la chimie européenne. Après les accords signés avec le géant allemand Hoechst dans le polyester puis avec Hino, affaire contrôlée par Montedison (groupe Ferruzzi-Montedison) dans les technologies, il vient de s'associer avec la filiale chimique du groupe pétrolier britannique BP. Il a été ainsi convenu que Mitsubishi-Rayon et BP Chemicals allaient créer une joint-venture une unité de production de monomères méthyliques en Grande-Bretagne. Le capital de la nouvelle firme (2,2 millions de dollars), baptisée Nextron Chemical, sera détenu à hauteur de 60 % par BP Chemicals, de 39 % par Mitsubishi et de 1 % par Osaka Organic Chemical Industry.

Le bénéfice de Canon est en hausse de 9,2 % au 1<sup>er</sup> semestre. Canon Inc., le premier fabricant japonais d'appareils photographiques, a enregistré une hausse de 9,2 % de son bénéfice net à 22 milliards de yens (946 millions de francs) au cours du premier semestre 1991 (terminé le 30 juin). Le chiffre d'affaires de Canon, qui est aussi un très important fabricant d'équipement de bureau, a fait un bond de 14,6 % à 522 milliards de yens (21,6 milliards de francs) au cours de la même période. Les ventes d'équipement de bureau seules ont augmenté de 12 % à 394 milliards de yens (photocopieurs, imprimantes d'ordinateurs, systèmes de communication de données).

## PARIS :

## Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cités	2400	2400	Imtech. Hélios	825	825
Amstel Asseco	137	137	Imtech. Computer	142	149 10 d
B.A.C.	130	130	LP S.M.	80	73
Banque Paribas	800	800	Locat. Invest.	246 10	246 10
Banque Paribas	350	350	Locat. Invest.	70	70
Banque Paribas	225	225	Mare. Comm.	103 90	103 90
Banque Paribas	820	820	Mare. Comm.	148	148
Banque Paribas	260	260	Publ. Financ.	380	380
Banque Paribas	670	670	Publ. Financ.	710	710
Banque Paribas	145	145	Rhône-Alpes (Ry.)	238 40	238 40
Banque Paribas	274	274	S.S.M.	170 60	170 60
Banque Paribas	900	900	S.S.M.	98	98
Banque Paribas	280	280	S.S.M.	370	370
Banque Paribas	1000	985	S.M.T. Group	130	130
Banque Paribas	170	170	S.M.T. Group	270	270
Banque Paribas	370	370	S.M.T. Group	318	318
Banque Paribas	1600	1600	S.M.T. Group	265	265
Banque Paribas	300	300	S.M.T. Group	195	195
Banque Paribas	787	787	S.M.T. Group	88	88
Banque Paribas	318	318	S.M.T. Group	743	743
Banque Paribas	135	135			
Banque Paribas	250	250			
Banque Paribas	255	255			
Banque Paribas	122	122			
Banque Paribas	130	130			
Banque Paribas	109	109			
Banque Paribas	370	370			
Banque Paribas	135	135			
Banque Paribas	680	680			
Banque Paribas	980	980			
Banque Paribas	204	204			
Banque Paribas	122	122			

LA BOURSE SUR MINITEL  
36-15 TAPEZ LE MONDE

## MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 20 août 1991

Nombre de contrats : 93 581

COURS	Sept. 91	Déc. 91	Mars 92
Dernier	184,53	184,53	184,72
Précédent	184,44	184,52	184,28

Options sur notional

PRIX D'EXERCICE

Options d'achat

Options de vente

105

0,24

1,03

0,60

1,31

## CAC 40 A TERME

(MATIF)

Volume : 13 346

COURS

Aout

Septembre

Octobre

Dernier

Précédent

1 729

1 682

1 743

1 783,5

1 751

1 715,5

## CHANGES

Dollar : 6,07 F ↓

Mercredi 21 août, le dollar

continuait son mouvement de

repli amorcé la veille, dans l'at-

tente prudente de l'évolution de

la situation en Union soviétique.

A Paris, la devise américaine

s'échangeait à 6,07 francs au

cours des premiers échanges

contre 6,090 francs mardi au

fixing.

FRANCFORT 20 août 21 août

Dollar (en DM) 1,7955 1,7855

TOKYO 20 août 21 août

Dollar (en yen) 137,78 137,18

MARCHÉ MONÉTAIRE

(offres privées)

Paris (21 août) 5 15/16-9 1/16

New-York (20 août) 5 1/2

## BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)

19 août 20 août

Valeurs françaises 109 111,6

Valeurs étrangères 115,78 116,7

(SBF, base 100 : 31-12-81)

Indice général CAC 40 453,04 453,55

(SBF, base 1000 : 31-12-87)

Indice CAC 40 1 687,54 1 725,57

NEW-YORK (indice Dow Jones)

19 août 20 août

Industrielles 2 398,03

LONDRES (indice Financial Times)

19 août 20 août

100 valeurs 2 640,99 2 654,99

30 valeurs 1 975,99 1 987,99

Mines d'or 184,48 181,30

Fonds d'Etat 85,59 85,61

FRANCFORT

19 août 20 août

Dex 1 497,93 1 526,93

TOKYO

20 août 21 août

Nikkei Dow Jones 21 687,06 22 051,60

Indice général 1 686,27 1 720,77

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS DU JOUR

UN MON





## COMMUNICATION

Selon un sondage de «la Vie» et de l'institut CSA

Les Français jugent les journalistes courageux, compétents mais peu indépendants

53 % des Français estiment que les journalistes résistent «plutôt mal aux pressions de l'argent», tandis que 30 % pensent le contraire, selon un sondage réalisé du 23 au 29 juillet auprès d'un échantillon représentatif de la population de 998 personnes, par l'institut CSA et l'hebdomadaire *la Vie* et publié jeudi 22 août.

Les journalistes français résistent «plutôt mal» aux pressions du pouvoir politique, selon 49 % des personnes interrogées (38 % d'un avis inverse). Au total, 50 % ne les estiment pas «indépendants». Toutefois, les journalistes sont considérés par les Français comme «courageux» (79 %), «compétents» (75 %), «sérieux» (70 %) et une majorité de sondés les jugent même «honnêtes» (52 %).

64 % des personnes interrogées estiment que les journalistes de télévision recherchent plutôt la sensationnel au détriment d'une information sérieuse du public. La presse écrite est jugée à même d'enseigner pour 56 %. Les journalistes radio sont les seuls à être jugés «sérieux» (70 %) et une majorité de sondés les jugent même «honnêtes» (52 %).

64 % des personnes interrogées estiment que les journalistes de télévision recherchent plutôt la sensationnel au détriment d'une information sérieuse du public. La presse écrite est jugée à même d'enseigner pour 56 %. Les journalistes radio sont les seuls à être jugés «sérieux» (70 %) et une majorité de sondés les jugent même «honnêtes» (52 %).

RUGBY : deux mois avant la Coupe du monde  
Simon et Moscato écartés de la sélection française

A un peu plus de deux mois de l'ouverture de la Coupe du monde, l'équipe de France réunie mardi 20 août à Luchon pour un stage de préparation, a connu ses premiers problèmes. Serge Blanco, son capitaine, souffre d'une fièvre du périoste. Après une période de repos, il devrait, néanmoins, être présent pour le premier match de préparation, le 4 septembre à Cardiff contre le Pays-de-Galles. En revanche, les deux premières lignes, Serge Blanco et Vincent Moscato, risquent d'être écartés de la Coupe du monde pour ne pas s'être présentés au stage de Luchon.

Les deux cadres, champions de France avec leur club, ont appelé, mardi 20, l'entraîneur des... lignes arrière, Jean Trillo, avec lequel il ont plus d'affinités, pour lui expliquer les raisons de leur «forfait». Ils auraient été vus de ne pas voir leur nom dans une liste de vingt-six sélectionnables publiée par *Midi olympique*, l'hebdomadaire du rugby. «Ce n'est qu'une liste de presse : ils se mettent donc volontairement à l'écart», a estimé Henri Fourès, le manager de l'équipe de France, à la suite d'une conversation téléphonique avec Albert Ferrasse, le président de la Fédération. Ce dernier a réagi avec sa fermeté habituelle : «Ils n'ont pas le droit de partir ainsi. Ils resteront donc définitivement à la maison. Ils n'ont pas à la Coupe du monde ou je ne m'appelle plus Albert.»

Les nouvelles grilles des télévisions publiques

## Innovations sur Antenne 2 et continuité sur FR 3

M. Hervé Bourges, président commun d'Antenne 2 et FR 3, a présenté mardi 20 août la grille de la chaîne publique. Les difficultés financières et sociales, en partie comblées par le 1,5 milliard de francs apporté par l'Etat sur deux ans, n'empêchent pas M. Bourges de vouloir «séduire, étonner, satisfaire, informer et cultiver» le public. «Principal juge de la programmation». La complémentarité entre les deux chaînes est présentée comme un atout majeur.

Antenne 2 sera la chaîne qui bouge le plus. Evolution politique et internationale oblige, la fréquence des magazines d'actualité se renforce avec «Direct», magazine d'information sur les problèmes de société animé par Christine Ockrent, en alternance avec «Sauve qui peut», magazine sur l'environnement d'Henri Sannier. «L'heure de vérité», qui sera diffusé le dimanche à midi, devient hebdomadaire, comme «Musiques au cœur» d'Eve Ruggieri, tandis que Bernard Pivrot présentera dorénavant son «Bouillon de culture» le dimanche au lieu du samedi. Michel Polac, Thierry Ardisson, Pascal Sevran reviennent sur la scène télévisuelle. Christine Bravo, quant à elle, quitte FR 3 pour A2 avec «Merci et encore Bravo», le jeudi. Mais Antenne 2 lance aussi des émissions nouvelles comme «Défendez-vous», magazine d'information juridique quotidien, réunissant professionnels et téléspectateurs, ou «Mardi soir» animé par Daniel Billeau, qui succède aux traditionnels «Dessins de l'écran». Un grand absent, Claude Sérillon, qui n'apparaît pas dans la programmation. Il est toujours en pourparlers avec France-Inter.

«Continuité dans la qualité» pour FR 3 : les émissions vedettes de la chaîne («Thalassa», «La marche du

siècle», le «19/20», etc.) sont conservées. La semaine sera plus clairement rythmée, avec des émissions le mercredi, du cinéma le jeudi («La dernière séance») et des créations et découvertes le vendredi («Thalassa» et «Carcasses» de Bernard Rapp, qui troque Antenne 2 pour FR 3). Caroline Trezza sera à l'écran le dimanche soir avec «A vos amours».

M. Bourges a profité de cette présentation pour indiquer ce qui, selon lui, n'était pas sur les chaînes publiques. Première accusée, la tranche de 19 heures-20 heures d'Antenne 2, dont le feuilleton «Des jours et des vies» lui «fait un peu honte». «Il y a eu aussi cet été trop de téléfilms américains», a estimé le président d'Antenne 2-FR 3, qui voit «un risque de perte d'identité». «La télévision publique doit retrouver son identité de télévision de création», a expliqué M. Bourges. C'est dans cet esprit que la télévision publique lance un «appel d'offres» destiné aux créateurs pour le lancement de nouvelles émissions scientifiques et de nouveaux jeux télévisés.

Le propriétaire du New-York Post en faillite personnelle. Le propriétaire du quotidien le New-York Post, M. Peter Kalikow, a demandé à bénéficier d'une procédure de faillite personnelle. M. Kalikow, qui a fait fortune dans l'immobilier, dispose ainsi d'un délai pour négocier l'adéquation de ses dettes face aux banques qui l'assignaient en justice. Cette procédure n'affecte pas la parution du *Post*, mais l'affaiblit alors qu'il est en compétition avec les autres quotidiens populaires de New-York, *Newday* et *Daily News*.

## SPORTS

NATATION : championnats d'Europe  
Une médaille d'or pour Catherine Plewinski

Catherine Plewinski a remporté, mardi 20 août à Athènes, sa première médaille d'or des championnats d'Europe 1991 de natation en gagnant le 100 mètres. La Savoyarde n'a certes pas réalisé un temps remarquable (56 sec 20) alors qu'elle avait espéré nager dans un temps voisin de son meilleur «chronométré» (52 sec 11). Après avoir «bu la tasse» au départ, elle a eu besoin de toute la première longueur de bassin pour retrouver son rythme respiratoire.

RUGBY : deux mois avant la Coupe du monde  
Simon et Moscato écartés de la sélection française

A un peu plus de deux mois de l'ouverture de la Coupe du monde, l'équipe de France réunie mardi 20 août à Luchon pour un stage de préparation, a connu ses premiers problèmes. Serge Blanco, son capitaine, souffre d'une fièvre du périoste. Après une période de repos, il devrait, néanmoins, être présent pour le premier match de préparation, le 4 septembre à Cardiff contre le Pays-de-Galles. En revanche, les deux premières lignes, Serge Blanco et Vincent Moscato, risquent d'être écartés de la Coupe du monde pour ne pas s'être présentés au stage de Luchon.

Les deux cadres, champions de France avec leur club, ont appelé, mardi 20, l'entraîneur des... lignes arrière, Jean Trillo, avec lequel il ont plus d'affinités, pour lui expliquer les raisons de leur «forfait». Ils auraient été vus de ne pas voir leur nom dans une liste de vingt-six sélectionnables publiée par *Midi olympique*, l'hebdomadaire du rugby. «Ce n'est qu'une liste de presse : ils se mettent donc volontairement à l'écart», a estimé Henri Fourès, le manager de l'équipe de France, à la suite d'une conversation téléphonique avec Albert Ferrasse, le président de la Fédération. Ce dernier a réagi avec sa fermeté habituelle : «Ils n'ont pas le droit de partir ainsi. Ils resteront donc définitivement à la maison. Ils n'ont pas à la Coupe du monde ou je ne m'appelle plus Albert.»

## PARIS EN VISITES

JEUDI 22 AOÛT

«Sept des plus vieilles maisons de Paris», 10 h 30, métro Hôtel-de-Ville, 2, rue des Archives (Paris intra-muros).

«Les plus célèbres couples de l'ère Louis-Philippe», 10 h 30 : «Les plus célèbres victuaires de l'ère Louis-Philippe», 14 h 45, porte principale, boulevard de Ménilmontant (V. de Langle).

«Le Chinatown du 13<sup>e</sup> arrondissement», 11 heures et 14 h 30, métro Porte-de-Chaillot (C. Merle).

«Vieux quartiers de l'île de la Cité, de la place Dauphine à l'enceinte du cloître Notre-Dame», 14 h 30, Pont-Neuf, avenue de Henri IV (E. Roman).

«Le Marais, de la maison de Marie Touchet au village Saint-Paul», 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie rue Lobau (M. Cazes).

«Aujourd'hui, le parc Saint-Pierre, les hôtels Galigny et Fieschi, les hameaux», 14 h 30, sortie métro Église-d'Auteuil, côté rue Chandon-Lagache.

«Le parc des Buttes-Chaumont, création du Second Empire», 15 heures, sortie métro Botzaris (Monuments historiques).

«Versailles : le quartier Saint-Louis», 14 h 30, à la cathédrale Saint-Louis (Office du tourisme).

«Le Vieux Montmartre», 14 h 30, métro Abbesses (A. nous deux Paris).

«Hôtels du Marais spécialement ouverts, passages, ruelles, jardins, plafonds et escaliers inconnus. L'itinéraire du Parisien curieux qui découvre

## CYCLISME

## Armand de Las Cuevas sélectionné pour le Championnat du monde

Le directeur technique national du cyclisme, Lucien Bailly, a annoncé la sélection de l'équipe de France masculine pour le Championnat du monde sur route des professionnels, le 25 août à Stuttgart, à l'issue du Grand Prix Ouest-France remporté, mardi 20 à Flouay par le champion de France Armand de Las Cuevas. Ce dernier, qui n'avait pas été retenu pour le Tour de France par son directeur sportif (Banesto), le jugeant trop jeune pour cette épreuve, figure parmi les quatorze sélectionnés aux côtés de : Charly Mottet, Marc Madiot et Thierry Claveyrolat (RMO), Laurent Fignon et Luc Leblanc (Castorama), Laurent Jalabert et Bruno Cornillet (Toshiba), Jean-François Bernard (Banesto), Gérard Ruc et Gilles Delion (Helvetia-La Suisse), Jean-Claude Colotti (Tonton Tapin), Thierry Bourguignon (Toshiba) a été retenu comme remplaçant.

## ÉCHECS

Le tournoi des candidats au championnat du monde

## Timman premier qualifié pour les demi-finales

Victor Kortchnoï, «Victor le terrible», a probablement dit adieu, mardi 20 août à Bruxelles, à la très haute compétition, celle du moins qui mène aux marches du championnat du monde d'échecs. Agé de soixante ans, le dissident soviétique irrédécible, l'ancien rival de Karpov pour le titre suprême, aujourd'hui naturalisé suisse, a été éliminé des quarts de finale du tournoi des candidats au titre de champion du monde par le Néerlandais Jan Timman, trente-neuf ans, dixième joueur mondial, sur le score sans appel de 4,5 à 2,5. Mardi, il a suffi à Timman de faire une nulle dans la septième ronde pour se qualifier en demi-finales.

Pour les autres candidats, la huitième et dernière ronde, jeudi, sera nécessaire. Karpov et Anand sont à égalité 3,5-2,5 après leur septième partie conclue par la nulle. L'ancien champion du monde sur les Blancs, S'ly a encore une nulle, deux parties supplémentaires devront être jouées.

Short mène 4-3 face à Gelfand, les deux joueurs ayant partagé les points mardi. Le Britannique, qui aura les Noirs, n'a besoin que d'un demi-point pour se qualifier.

Ivanchouk mène 3,5 à 2,5 devant Yousoufov. Les deux joueurs doivent terminer, mercredi, la septième partie ajournée par Yousoufov avec un pion de plus mais dans une position qui devrait amener la nulle. Ivanchouk mènerait alors 4 à 3 et, avec les Noirs, la nulle dans la huitième partie le qualifierait.

## CULTURE

«Bilan mensuel pour Drouot». Au cours du premier semestre 1991, l'activité de l'éditorial des ventes parisiennes s'est nettement ralentie par rapport à la même période de l'année passée : 1 581 594 020 F contre 3 101 416 454 F. Cette baisse est surtout imputable à la dégringolade des tableaux modernes (219 183 000 F pour les six premiers mois de 1991 contre 1 655 195 000 F pour la même période en 1990). Une chute sensible également dans le domaine des meubles, des objets d'art et des tableaux anciens (865 317 000 F en 1991 contre 1 098 999 000 F en 1990). Cette baisse amorcée dès la fin de 1990 et accélérée par le ralentissement de l'activité économique touche tous les secteurs du marché à l'exception du livre, de l'argenterie et du dessin ancien).

«Nominations d'un conseiller pour l'architecture au cabinet de M. Jack Lang». Architecte des bâtiments de France, M<sup>me</sup> Béatrice Belyneck vient d'être nommée conseiller technique chargé des relations avec la direction de l'architecture et de l'urbanisme, au cabinet de M. Jack Lang. Ses fonctions s'exerceront dans le cadre des nouvelles attributions dévolues au ministre de la culture et de la communication par le décret du 18 juin 1991. Celui-ci dispose désormais d'un conseiller dans ce domaine : il participe en effet avec le ministre de l'équipement et du logement aux actions d'amélioration de la qualité architecturale aux niveaux national et international.

## Le Monde

Edité par le SARL Le Monde

Comité de direction : Jacques Lesourne, gérant

directeur de la publication : Bruno Frappet

directeur de la rédaction : Jacques Gullu

directeur de la gestion : Manuel Lucbert

secrétaire général : Jacques-François Simon

Rédacteurs en chef : Jacques Arnault

Jean-Marie Colombani

Robert Solé

(adjoints au directeur de la rédaction)

Thierry Frenet

Philippe Herpin

Jacques-François Simon

Daniel Ventet

(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Fauvet (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

André Fontaine (1985-1989)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-26

Télécopieur : 40-65-25-99

Tél. : (1) 40-65-25-26

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94802 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-26

Télécopieur : 40-65-25-99

Tél. : (1) 40-65-25-26

## CARNET DU Monde

## Décès

Jacqueline Bachet, 81 ans, ont l'immense douleur de faire part du décès de

Christian ARTUS, survenu accidentellement le 14 août 1991.

L'inhumation a eu lieu à Nemours-Bouvry, dans la plus stricte intimité, le 19 août.

Une messe à sa mémoire sera célébrée le mardi 10 septembre, à 18 h 45, en l'église Notre-Dame-de-Lorette.

Ouésy (Calvados).

M<sup>me</sup> Arnaud Derais,

son épouse,

M. et M<sup>me</sup> Thierry Derais

et leurs enfants,

M. et M<sup>me</sup> Dominique Lajeunesse

et leur fils,

M. et M<sup>me</sup> Guy Le Roy,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Arnaud DERAIS,

survenu à la suite d'une longue ma-

ladie.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale, le 15 août 1991, à Toul.

Château de Ouésy,

14270 Ouésy,

PF 14270 Ouésy.

Tél. : 31-20-09-87.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Stéphane DIETERLEN,

ingénieur civil du génie maritime,

ingénieur de l'armement (2),

survenu à Versailles, le 18 août 1991.

«L'Eternel est mon berger»

(Psaume 23)

Résidence Orsay,

8, square Raphaël,

78150 Le Chesnay.

## CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-25-94

Tarif : la ligne F.T.

Toutes rubriques : 92 F

Abonnés et actionnaires : 80 F

Communications diverses : 95 F

Thèmes étudiants : 50 F

## Le Monde

## RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE

75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-26

Télécopieur : (1) 40-65-25-99

Tél. : 206.806F

Edité par le SARL Le Monde

Durée de la société :

cent ans à compter du

10 décembre 1944

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

«Les rédacteurs du Monde»

«Association Hubert-Beuve-Méry»

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises,

M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie

de «Le Monde»

12, C. M. Gumbourg

94802 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms

et index du Monde au (1) 40-65-25-33

## ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94802 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-26

Télécopieur : (1) 40-65-30-10

Tél. : 261.311F

Edité par le SARL Le Monde

Durée de la société :

cent ans à compter du

10 décembre 1944

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

«Les rédacteurs du Monde»

«Association Hubert-Beuve-Méry»

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises,

M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie

de «Le Monde»

12, C. M. Gumbourg

94802 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms

et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Reproduction interdite de tout art

sans accord avec l'administration

Le Monde

PUBLICITE

Jacques Lesourne, président

François Hugot, directeur général

Philippe Dupuis, directeur commercial

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avès

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-72

Tél. MONDOPUS 634 128 F

Tél. : 46-62-98-71 - Société filiale

de la SARL Le Monde et de Régie Presse SA.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Types LEMONDE

ou 36-15 - Types LM

Reproduction interdite de tout art

sans accord avec l'administration

## ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94802 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. :

TARIF FRANCE SUISSE-BELGIQUE AL

3 mois 469 F 571 F 1 500 F

6 mois 899 F 1 123 F 1 900 F

1 an 1 620 F 2 066 F 2 900 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre

règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur

numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP-Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : Prénom :

Adresse : Code postal :

Localité : Pays :

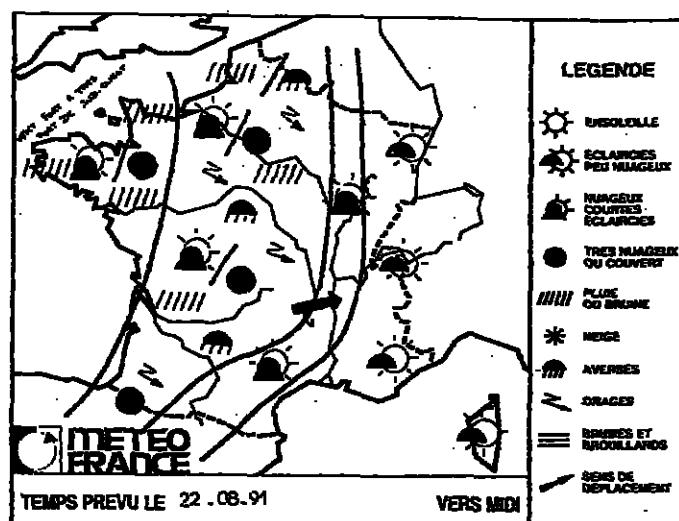
Veuillez avoir l'obligeance d



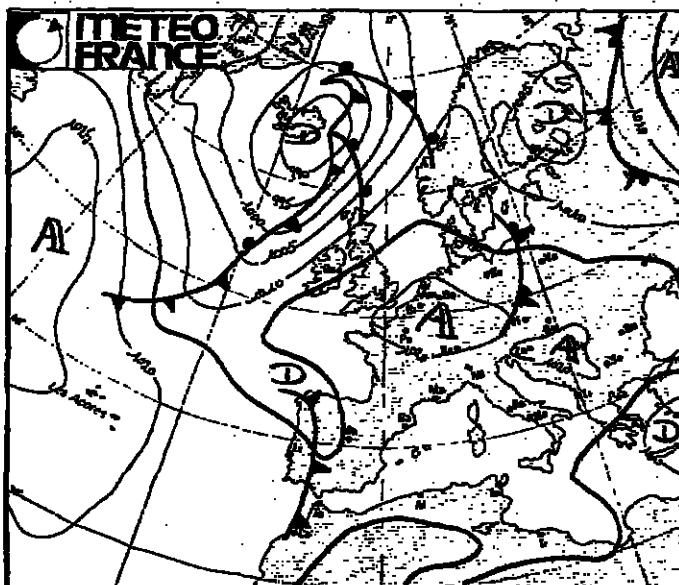
هناك اسرار

## MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le jeudi 22 août 1991  
Important système orageux traversant la France



SITUATION LE 21 AOÛT 1991 À 0 HEURE TU



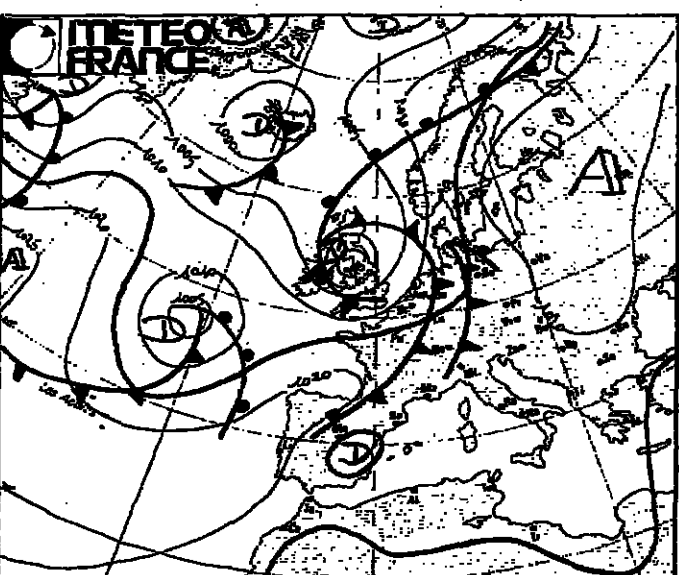
Vendredi 23 août : orages sur la moitié sud-est, très nuageux ailleurs. Sur la moitié sud-est du pays, le temps sera lourd et des orages éclateront, en particulier de la Lorraine et de l'Alsace aux Alpes ainsi que sur les Pyrénées et le Massif central. Ils pourront être localement violents et donner des pluies importantes, de la grêle et de fortes rafales de vent.

Sur les autres régions, nuages et éclaircies alternent. Les nuages seront plus nombreux au nord de la Loire, où ils donneront des averses et

même quelques orages isolés. Le vent d'ouest soufflera modérément sur les côtes de la Manche.

Les températures minimales seront comprises entre 10 et 13 degrés sur le quart nord-ouest, entre 18 et 20 sur le pourtour méditerranéen, entre 13 et 17 ailleurs. Les températures maximales seront en baisse : elles ne dépasseront guère 16 à 21 degrés sur la Bretagne, les Pays de Loire et la Normandie. De la Vendée et de l'Aquitaine au Centre au Nord et à la Lorraine, elles varieront entre 19 et 23 degrés. Plus au sud, elles atteindront encore 24 à 29 degrés.

PRÉVISIONS POUR LE 23 AOÛT 1991 À 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé  
le 21-8-91

FRANCE			ÉTRANGER			LUXEMBOURG		
ALGER	28 19 D		ALGER	24 19 D		LUXEMBOURG	26 14 D	
ARLES	26 17 D		AMSTERDAM	20 14 N		MADRID	33 25 N	
BASTIA	26 17 D		ATHÈNES	32 24 N		MARRAKECH	42 24 O	
BELLEVILLE	26 17 D		BANGKOK	30 26 C		MEXICO	23 13 P	
BREST	24 24 D		BARCELONE	26 20 N		MILAN	23 17 D	
CARIN	26 13 D		BERLIN	16 11 C		MONTREAL	24 11 C	
CHERBOURG	22 10 N		BIRMINGHAM	22 9 N		MOSCOW	19 14 A	
CLERMONT-FR.	22 12 D		BOGOTA	22 20 C		NEW DELHI	32 27 N	
DJON	27 14 N		BUENOS AIRES	22 20 C		NEW YORK	24 21 C	
GENÈVE	22 10 D		CAIRO	32 22 D		OSLO	22 8 A	
LILLE	22 10 D		CHICAGO	22 9 N		PALMA DE MAY	22 20 D	
LYON	22 10 D		COPENHAGUE	18 10 N		PEKIN	23 25 D	
MARSEILLE	21 18 D		DAKAR	29 26 C		PRAGUE	22 19 D	
NANCY	27 10 D		DUBAÏ	32 22 D		SINGAPOUR	32 28 C	
NANTES	22 10 D		GENÈVE	27 11 D		STOCKHOLM	22 10 N	
NICE	22 10 D		GUANGZHOU	27 20 C		SYDNEY	22 10 N	
PARIS-MONTY	21 16 D		HAÏPHONG	27 17 D		TOKYO	26 28 A	
PAU	22 10 D		JERUSALEM	33 24 D		TURIN	19 11 N	
PERPIGNAN	20 17 D		LE CAIRE	34 19 N		VARSOVIE	27 18 D	
RENNES	22 10 D		LISBONNE	26 16 D		VIENNE	22 14 C	
ST-ETIENNE	22 10 D		LONDRES	22 10 D				
STRASBOURG	22 10 D		LOS ANGELES	23 19 D				

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.  
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément hebdomadaire. Signification des symboles : > signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; < Film à éviter ; = On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

### Mercredi 21 août

- TF 1**
- 20.45 **Téléfilm** : Vengeance à Rio. Coproduction franco-helvético-italo-brésilienne.
- 22.10 **Théâtre** : Le Saut du lit. Pièces de Ray Cooney et John Chapman adaptées par Marcel Mitheo, mise en scène de Jean Le Poulain, avec Dany Carrel, Philippe Nicoud. Un appartement bizarrement envahi.
- 0.25 **Journal**, **Météo** et **Bourse**.
- A 2**
- 20.45 **Jeu sans frontières**. Thème : Cent ans de vie balnéaire.
- 22.10 **Diversité** : Rire A2. Vous connaissez la dernière ?
- 23.15 **Magazine** : C'était Dim Dam Dom.
- 0.05 **Journal** et **Météo**.
- FR 3**
- 20.45 **Téléfilm** : Loin de chez soi. Trois enfants s'éloignent par la destin.
- 22.20 **Journal** et **Météo**.
- 22.40 **Opéra** : Mithridate. Opéra de Mozart, livret de Cignasanti d'après la tragédie de Racine, mise en scène de Jean-Claude Falt, par l'Orchestre de l'Opéra de Lyon, dir. et clavier Theodor Guschbauer.
- 1.10 **Musique** : Carnet de notes.

- CANAL PLUS**
- 21.00 **Cinéma** : Perfect. ■ Film américain de James Bridges (1985). Avec John Travolta, Jamie Lee Curtis, Mariu Henner.
- 22.55 **Flash d'informations**.
- 23.00 **Cinéma** : Bienvenue à bord. ■ Film français de Jean-Louis Leconte (1990). Avec Pierre Richard, Martin Lamotte, Évelyne Bouix.
- 0.20 **Cinéma** : Le Mouton à cinq pattes. ■ Film français d'Henri Verneuil (1964). Avec Ferraïndel, Paulette Goddard, Noël Roquevert.
- 2.00 **Jazz** : Autour de mes nuits. Sonny Rollins.
- LA 5**
- 20.45 **Téléfilm** : Un ennemi de longue date. Le commissaire Büllof face à deux frères ennemis.
- 22.20 **Sport** : Football (sous réserve). Coupe d'Europe : Stockerau (Autriche) - Tottenham (Grande-Bretagne).
- 0.10 **Journal** de la nuit.
- M 6**
- 20.35 **Téléfilm** : La Piège de l'orchidée. Vengeance à Singapour.
- 22.10 **Météo** des plages.
- 22.15 **Téléfilm** : Minutrip. Kinski et fou de rock.
- 23.40 **Six minutes d'informations**.
- 23.45 **Sexy Clip**.
- 2.00 **Rediffusions**.

- LA SEPT**
- 21.00 **Documentaire** : Parana.
- 22.30 **Théâtre** : Elle est là. Pièce de Nathalie Sarraute, mise en scène de Michel Dumoulin, avec Maria Casarès, J.-P. Rousillon.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.10 **Le Pays d'ici**. A Lussas (Ardèche), « les États généraux du documentaire ».
- 21.00 **Dramatique**. L'inconnu, de Sabine Ludwig, d'après des textes de Marie Perle, écrit et joué de Maupassant (rediff.).
- 22.40 **Musique** : Nocturne. Festival international de piano de La Roque-d'Anthéron. Sonate n° 13 en mi bémol majeur op. 27 n° 1, de Beethoven ; Polonaise-Fantaisie en la bémol majeur op. 61, de Chopin ; Sonate n° 2 en si bémol majeur op. 36, de Rachmaninov ; Pétrouchka (version pour piano), de Stravinski, par Nelson Goerner, piano.
- 0.05 **Du jour au lendemain**. Avec Alain Larcher (Géographie) (rediff.).
- 0.50 **Musique** : Coda. La vie en bleu : Memphis Slim. 8. De Memphis à l'Europe : les étapes de la reconnaissance (rediff.).
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.00 **Discothèques privées**. Jean d'Ormesson.
- 21.30 **Opéra** (donné le 8 avril 1988, salle Pleyel) : Le Roi d'Ys, de Lalo, par le Nouvel Orchestre philharmonique et les Chœurs de Radio-France, dir. Armin Jordan ; sol. : Jacques Prat, 1<sup>er</sup> violon, Barbara Hendricks, Delors Ziegler, Eduardo Villa, Marcel Vanaud, Jean-Philippe Couris, Michel Piquemal, Philippe Schéa.
- 0.07 **Nuits chaudes**.

### Jeudi 22 août

- TF 1**
- 13.35 **Feuilleton** : Les Feux de l'amour.
- 14.25 **Feuilleton** : Côte Ouest.
- 15.15 **Série** : Tribunal.
- 15.45 **Tiercé à Vincennes**.
- 15.55 **Club Dorothea vacances**.
- 17.15 **Série** : Texas Police.
- 18.05 **Feuilleton** : Riviera.
- 18.30 **Jeu** : Une famille en or.
- 19.00 **Feuilleton** : Santa Barbara.
- 19.25 **Jeu** : La Roue de la fortune.
- 19.50 **Diversité** : Pas folles les bêtes.
- 19.55 **Tirage** du Tac-O-Tac.
- 20.00 **Journal**, **Tiercé**, **Loto sportif**, **Météo** et **Tapis vert**.
- 20.40 **Feuilleton** : La Vengeance aux deux visages. Chantier.
- 22.15 **Variétés** : Bonjour les 70. Année 1978.
- 23.25 **Documentaire** : Histoires naturelles. Aveyron, l'eau à la bouche, d'Igor Benère et Jean-Pierre Riou.
- 0.20 **Journal**, **Météo** et **Bourse**.
- 0.40 **Au trot**.
- A 2**
- 13.45 **Feuilleton** : Falcon Crest.
- 14.30 **Série** : Le Retour du Saint.
- 15.20 **Feuilleton** : L'Homme de la nuit. (1<sup>er</sup> épisode).
- 16.25 **Série** : Drôles de dames.
- 17.10 **Magazine** : Giga.
- 18.05 **Jeu** : Des chiffres et des lettres.
- 18.35 **Série** : Maguy.
- 19.00 **Jeu** : Question de charme.
- 19.30 **Feuilleton** : Des jours et des vies.
- 20.00 **Journal** et **Météo**.
- 20.45 **Documentaire** : La Planète miracle. Des champs de lave à la terre cultivée. Les récits de l'explorateur.
- 21.35 **Cinéma** : La Guerre de Murphy. ■ Film britannique de Peter Yates (1971). Avec Peter O'Toole, Sian Phillips, Philippe Noiret.
- 22.25 **Journal** et **Météo**.
- 23.45 **Concert** : Julien Clerc au Zénith.
- FR 3**
- 13.30 **Amuse 3 vacances**.
- 14.40 **Série** : Justiciers et hors-la-loi.
- 15.30 **Feuilleton** : La Conquête de l'Ouest.
- 16.20 **Magazine** : 40<sup>e</sup> à l'ombre de la 3. Invités : David Koven, Guy Criek.
- 18.30 **Jeu** : Questions pour un champion.
- 19.00 **Le 19-20 de l'information**. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
- 20.05 **Diversité** : La Classe.
- 20.45 **Cinéma** : La Jeune Cassidy. ■ Film britannique-américain de John Ford et Jack Cardiff (1935). Avec Rod Taylor, Maggie Smith, Julie Christie.
- 22.30 **Journal** et **Météo**.
- 22.50 **Téléfilm** : Les Tueurs de l'autoroute. Des policiers à toute épreuve.
- 1.05 **Musique** : Carnet de notes. Ballade n° 3, de Chopin, par Jorge Bolet, piano.

- En clair jusqu'à 20.30**
- 13.30 **Dessin animé** : Tiny Toons.
- 18.50 **Top 50**.
- 19.30 **Flash d'informations**.
- 19.35 **Dessin animé** : Les Simpson.
- 20.00 **Les Nuls...** l'émission. Invité : Claude Berri.
- 20.30 **Cinéma** : Le Soleil même la nuit. ■ Film italo-germano-français de Paolo et Vittorio Taviani (1989). Avec Julien Sands, Charlotte Gainsbourg, Nastassja Kinski.
- 22.15 **Flash d'informations**.
- 22.25 **Cinéma** : Le Lion du désert. ■ Film américain de Mustafa Akkad (1979). Avec Anthony Quinn, Rod Taylor, Oliver Reed (v.o.).
- 1.00 **Cinéma** : La Belle des belles. ■ Film italo-français de Robert Z. Leonard (1955).
- LA 5**
- 13.20 **Série** : L'Inspecteur Derrick.
- 14.25 **Série** : Sur les lieux du crime.
- 15.55 **Série** : Bonanza.
- 16.45 **Youpi! Les vacances**.
- 17.45 **Série** : Cap danger.
- 18.15 **Série** : Shérif, fais-moi peur.
- 19.05 **Série** : Kojak.
- 20.00 **Journal** et **Météo**.
- 20.40 **Journal** des courses.
- 20.45 **Téléfilm** : Les Feux de la passion. Un riche producteur de pétrole enquête sur la mort mystérieuse de sa fille, mariée à un chirurgien renommé.
- 23.35 **Magazine** : Ça vous regarde. Thème : et Dieu est entré dans leur vie.
- 0.35 **Journal** de la nuit.
- M 6**
- 13.35 **Série** : Dis-donc, papa.
- 15.40 **Variétés** : Bleu, blanc, clip.
- 16.50 **Jeu** : Zygomusic.
- 17.20 **Série** : L'Homme de fer.
- 18.10 **Série** : Mission impossible.
- 19.00 **Série** : La Petite Maison dans la prairie.
- 19.54 **Six minutes d'informations**.
- 20.00 **Série** : Cosby Show.
- 20.35 **Cinéma** : La Bataille de Marston. ■ Film de franco-italien de Jacques Tourneur (1959). Avec Steve Reeves, Mylene Demongeot, Daniela Rocca.
- 22.00 **Météo** des plages.
- 22.05 **Série** : Le Voyageur.
- 22.30 **Cinéma** : Le Coucou. ■ Film italien de Francesco Masaro (1980).
- 0.05 **Six minutes d'informations**.
- 0.10 **Série** : Câlins d'abord.
- 2.00 **Rediffusions**.

- le mineur BWV 156, de Bach ; Concerto pour piano et orchestre n° 20 en ré mineur K 465, Symphonie n° 17 en sol majeur K 129, de Mozart, par l'Orchestre de chambre de Lituane, dir. Saulius Sondeckis ; sol. : Gyorgy Sebok, piano.
- 0.07 **Nuits chaudes**. Autour d'Ernest Chausson. Œuvres de Chausson, Massenet, Debussy, Albeniz, Chabrier.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.10 **Le Pays d'ici**. A Lussas (Ardèche), « les États généraux du documentaire ».
- 21.00 **Dramatique**. La Falsa de sable, de Hubert Haddad (rediff.).
- 22.40 **Musique** : Nocturne. Festival international de piano de La Roque-d'Anthéron. Intégrale des sonates pour piano-forte (3<sup>e</sup> partie), Sonate en ut majeur K 279, Fantaisie K 475, Sonate en ut mineur K 457, Sonate en si bémol majeur K 261, Sonate en ré majeur K 576, de Mozart, par Malcolm Bilson, pianoforte.
- 0.05 **Du jour au lendemain**. Avec François George (La Traversée du désert de Maurice) (rediff.).
- 0.50 **Musique** : Coda. La vie en bleu : Memphis Slim. 9. Missionnaire et ambassadeur en Europe (rediff.).

### MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5590

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

**HORIZONTALEMENT**

1. Ne sont plus que des poussières. - 2. Pout éternuée quand on est sur l'oreiller. Se transforme. - 3. Quand il y en a beaucoup, on risque d'avoir la langue très chargée. - 4. Des travailleurs qui ne doivent pas manquer de discernement. Certains sont longs. - 5. Ne part que lorsqu'il est chargé. - 6. Échange de timbres. Comme une galère. - 7. Pronom. Des filles qu'on ne voit jamais courir. - 8. Est tiré d'une moelle. Est parfois plein de poussières. - 9. Baie du Japon. A l'étranger.

**VERTICALEMENT**

1. Rosseries. - 2. Oiseau. Grip. - 3. Se. Smilla. - 4. Sobriété. - 5. Érigea. Fric. - 6. Riens. Tâche. - 7. Sa. Pin. Es. - 8. Est. Ol. Art. - 9. Sœur. Toies.

**Solution du problème n° 5589**

**Horizontalement**

1. Rosseries. - 2. Oiseau. Grip. - 3. Se. Smilla. - 4. Sobriété. - 5. Érigea. Fric. - 6. Riens. Tâche. - 7. Sa. Pin. Es. - 8. Est. Ol. Art. - 9. Sœur. Toies.

**Verticalement**

1. Rosseries. - 2. Oiseau. Grip. - 3. Se. Smilla. - 4. Sobriété. - 5. Érigea. Fric. - 6. Riens. Tâche. - 7. Sa. Pin. Es. - 8. Est. Ol. Art. - 9. Sœur. Toies.

### FRANCE-CULTURE

- 20.00 **Discothèques privées**. Jean d'Ormesson.
- 21.30 **Concert** (en direct du Festival de La Roque-d'Anthéron) : Symphonie pour corne n° 10 en si mineur, de Mendelssohn ; Concerto pour clavier et orchestre en

- CANAL PLUS**
- 13.30 **Cinéma** : Tap Dance. ■ Film américain de Nick Castle (1988). Avec Gregory Hines, Suzanne Douglas, Sammy Davis Jr.
- 15.20 **Documentaire** : Les Allumés... La Panaméricaine.
- 15.45 **Cinéma** : Izzy et Sam. ■ Film américain de Joan Micklin Silver (1988). Avec Amy Irving, Peter Rinkert, Raúl Bozyl.
- 17.35 **Série** : Sois prof et tais-toi.
- 18.00 **Canaille poluche**.

GUY BROUTY

Distribuant massivement propagande et subventions

## Le parti au pouvoir a remporté haut la main les élections au Mexique

Quarante-huit heures après la publication des premiers résultats des élections fédérales tenues dimanche 18 août, l'opposition était encore mardi sous l'effet du choc provoqué par la victoire absolue de la formation au pouvoir depuis plus de trente-deux ans : le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) est assuré de reprendre la plupart des positions perdues en 1988. Une victoire qui pourtant semble moins attribuable à la fraude qu'aux impressionnants moyens de propagande - voire d'intimidation - mis en place durant la campagne.

SAN-LUIS-POTOSÍ  
de notre envoyé spécial

L'incrédulité et la colère dominent au sein de l'opposition - à gauche comme à droite - qui refuse de croire les chiffres publiés au compte-gouttes par les autorités électorales. Selon l'Institut fédéral électoral créé l'an passé pour assurer une meilleure transparence des scrutins, le PRI a remporté largement, avec près de 62 % des suffrages exprimés d'après le comptage des bulletins effectués dans 40 % des bureaux de vote pour l'élection des députés (500 sièges) et des sénateurs (la moitié des sièges, soit 32 sur 64).

Le scrutin portait également sur le renouvellement des gouvernements dans six États sur trente et un. Dans quatre d'entre eux, la victoire, très probable du PRI, ne créera pas de surprise. La situation est, en revanche, très tendue dans les États de San-Luis-Potosí et du Guanajuato, où l'opposition refuse de reconnaître le triomphe du parti officiel, qui revendique plus de 60 % des voix dans le premier cas et un peu plus de 50 % dans le deuxième.

Le candidat du Parti d'action nationale (PAN, conservateur) dans le Guanajuato, M. Vicente Fox, qui bénéficie visiblement de l'appui d'une grande partie de la population, a revendiqué la victoire dans cet État considéré comme le « laboratoire du processus démocratique » en cours au Mexique. Selon M. Fox, qui a reçu le soutien de son adversaire du parti de la Révolution démocratique (PRD, gauche), M. Porfirio Muñoz Ledo, « les bureaux de vote utilisés par les autorités électorales n'ont aucune valeur car ils ont été modifiés par les représentants du PRI ».

Le problème est similaire dans l'État voisin de San-Luis-Potosí, qui entretient des relations très tendues avec le pouvoir central depuis trente ans. Pour la première fois, l'opposition de droite et de gauche présentait un candidat commun au poste de gouverneur, M. Salvador Nava, qui fut déjà dépossédé de la victoire en 1961 à la suite d'un sanglant répression. Malgré ses soixante-dix ans, ce conservateur, étroitement lié à l'Eglise catholique et très populaire dans les villes, a décidé de poursuivre la lutte « dans la rue s'il le faut mais sans violence » pour obtenir la reconnaissance de sa « victoire ».

Irregularités  
dénoncées

« La démocratie n'existe pas au Mexique », a-t-il déclaré devant ses partisans, venus nombreux au siège de la commission pour observer les dernières nouvelles. « Le PRI est capable d'obtenir le pouvoir mais pas le respect du peuple. » Il a dénoncé les très nombreuses irrégularités constatées lors du vote, en particulier dans les régions rurales, ainsi que des « anomalies » dans l'élaboration des listes électorales.

« La victoire de Fausto Zapata (le candidat du PRI) n'a aucune légitimité », a-t-il ajouté. Mais nous n'en contestons pas pour autant les résultats devant les autorités électorales car ce sont elles qui organisent la fraude. Le peuple décidera de la marche à suivre. »

Les dirigeants des deux principales formations d'opposition, MM. Luis Alvarez pour le PAN et Cuauhtémoc Cárdenas pour le PRD, ont condamné le déroulement du scrutin en des termes très sévères. « Il s'agit de la plus grande fraude de l'histoire du Mexique », n'a pas hésité à affirmer M. Cardenas, qui en a attri-

bué la « responsabilité principale » au président de la République lui-même, accusé de « chercher à consolider son régime autoritaire ».

Le président du PAN, qui avait mené jusqu'ici une politique de collaboration avec le gouvernement dans l'espoir de parvenir « graduellement à la démocratie », n'a pas caché sa déception à l'égard de M. Salinas, à qui il a reproché de « s'être comporté au cours de la campagne électorale comme un chef de parti et non comme un président de la République », intervenant à tout moment pour influencer les électeurs.

Le PRI doit-il vraiment sa victoire à la fraude ? Sans doute beaucoup moins qu'en 1988, lorsque M. Salinas avait remporté les élections avec moins de 51 % contre M. Cardenas, qui n'a jamais reconnu la victoire de son adversaire. Il ne fait aucun doute que de nombreuses irrégularités ont été commises dimanche dernier. Mais l'époque du bourrage d'urnes et des falsifications grossières semble révolue depuis l'expérience désastreuse de 1988.

La manipulation informatique des données par les autorités électorales pour « créer » des résultats - la « fraude cybernétique » - pourrait aussi ne pas avoir joué un rôle aussi important que ne l'affirme l'opposition. En fait, l'explication du score exceptionnel du PRI, pourtant très discrédité auprès de l'opinion, doit plutôt s'inspirer de l'analyse des groupes d'observateurs qui, pour la première fois, avaient obtenu l'autorisation de vérifier le déroulement des opérations de vote.

Un président  
« père Noël »

Les organisations des droits de l'homme, qui avaient consacré l'essentiel de leurs efforts dans la capitale et dans les États les plus problématiques - Guanajuato et San-Luis-Potosí - ont mis l'accent sur « le climat peu propice au processus démocratique ». Ils ont notamment relevé l'agressivité locale de la télévision et des journaux locaux à l'égard des candidats de l'opposition, les multiples procédés d'intimidation à l'égard des électeurs et surtout « l'utilisation de l'aide économique pour

favoriser les candidats du PRI ». La clé du succès du parti officiel se trouve en effet essentiellement dans les gigantesques moyens mis en œuvre par le gouvernement pour l'amélioration de la situation économique et dans l'action personnelle du président de la République, qui s'est montré particulièrement généreux. Au cours de la campagne électorale, M. Salinas, transformé en véritable « père Noël », a parcouru tout le pays, remettant des titres de propriété à des dizaines de milliers de paysans ou inaugurant une nouvelle ligne de métro pour convaincre les habitants de la capitale d'abandonner l'opposition, qu'ils avaient massivement appuyée en 1988.

Depuis le début de l'année, le gouvernement a reconnu avoir dépensé plus de 6 milliards de francs dans le cadre du programme national de solidarité (PRONASOL), qui finance l'installation des services de base (eau potable, électricité, routes, téléphone) dans les villages et les banlieues misérables de Mexico. Les efforts ont plus particulièrement porté sur les zones où l'opposition avait progressé en 1988, y compris dans la bastion de M. Cardenas, l'État du Michoacán, où le PRI affirme avoir repris la totalité des sièges perdus il y a trois ans.

Le succès semble avoir été total. Il s'agit d'une victoire personnelle de M. Salinas beaucoup plus que de son parti. Le PRI serait effectivement sur le point de reconquérir le district fédéral, que le PRD lui avait enlevé en 1988. Seule concession à l'opposition, le tout nouveau parti écologiste aurait fait un score honorable, ce qui ne représente cependant aucun danger pour le pouvoir.

Le retour à l'époque du « rouleau compresseur » a créé un profond malaise dans la plupart des secteurs de la société mexicaine, y compris au sein de l'élite démocratique du PRI, qui craint un retour en force des « dinosaures » du parti, très secoué en 1988. « Pour eux, déplore un militant de l'île démocratique, ce pourrait être l'occasion de prendre leur revanche et d'empêcher toute participation de l'opposition à la vie politique. Ce qui conduirait, tôt ou tard, le pays à la伯政, tel ou tel, le pays à la dérive, tel ou tel, le pays à la dérive. »

BERTRAND DE LA GRANGE

Décès de l'inventeur Jack Ryan

### La poupée Barbie orpheline

La mère de la poupée Barbie, le designer américain Jack Ryan, est mort le 13 août, à l'âge de soixante-cinq ans, dans Los Angeles (Californie). Il avait permis à la célèbre poupée, mesurant vingt-neuf centimètres - l'un des jouets les plus vendus au monde - de voir le jour en 1959.

Fabriquée par la société Mattel, Barbie avait été imaginée par Ruth Handler, épouse d'un des fondateurs de cette société. Mais c'est Jack Ryan qui lui avait donné sa silhouette gracieuse et ses formes voluptueuses.

EN BREF

URSS : l'ambassadeur soviétique à Prague condamne la nouvelle direction soviétique. L'ambassadeur d'URSS à Prague, M. Boris Pankine, s'est désolidarisé mercredi 21 août des « actes barbares » commis par les nouveaux dirigeants soviétiques, dans une interview à l'agence CTK. M. Pankine, qui a déclaré parler également au nom du conseiller d'ambassade M. Alexandre Lebedev, a accusé le Comité d'État pour l'état d'urgence de « se rendre coupable vis-à-vis de la population soviétique pacifique et du pouvoir légitime ». (AFP)

Acquisition du médecin français d'origine tunisienne arrêté à Tunis. Le tribunal de première instance de Tunis a acquitté, mardi 20 août, le médecin d'origine tunisienne et de nationalité française, le docteur Magid Sghaier, qui avait été arrêté le 7 août à son arrivée dans le pays où il s'était rendu en voyage de soins, a-t-on appris de source judiciaire à Tunis (le Monde du 18-19 août). Le docteur Sghaier

s'était réfugié en France il y a dix ans après avoir été condamné par la justice tunisienne. (Reuters, AP)

Manifeste en faveur de l'union de la droite et du Front national. MM. Alain Honoré, conseiller municipal du Creusot, radié des cadres du RPR, et Michel Collinot, membre du bureau politique du Front national et secrétaire général de l'Alliance en faveur de l'union de la droite, ont appelé mardi 20 août « à la conciliation, à la réconciliation et au redressement de toutes celles et de tous ceux qui se reconnaissent à droite ». Selon eux, « il n'y aura de victoire de l'opposition demain aux prochaines élections cantonales, législatives et présidentielles qu'avec le Front national ». MM. Honoré et

L'enquête sur l'assassinat de l'ancien premier ministre du Chah

## L'un des trois assassins présumés de Chapour Bakhtiar aurait été arrêté en Suisse

La police suisse a arrêté mercredi 21 août, à Genève, l'un des trois assassins présumés de Chapour Bakhtiar, ancien premier ministre du Chah, a-t-on appris auprès de la police genevoise. L'homme correspondrait au signalement d'Ali Riaz Vakil.

Avant cette annonce, l'enquête n'avait guère progressé. Depuis le 15 août, les policiers suisses avaient perdu la trace d'Ali Vakil Rad, alias Mousa Kocer, et de Mohammad Azadi, alias Ali Kaya, deux des auteurs présumés qui avaient été repérés successivement dans trois hôtels de Genève. La police helvétique confiait simplement qu'un « quatrième homme » avait porté assistance aux deux fugitifs en réservant les chambres d'hôtel payées d'avance.

Ces trois hommes ont été retrouvés dans cet appartement à Genève, où le troisième assassin présumé, Faydoun Boyer Ahmadi, dans un studio du treizième arrondissement également loué à l'avance. Il a été établi que les pensements retrouvés dans cet appartement étaient liés au sang de Chapour Bakhtiar, tout comme les traces qui avaient été retrouvées dans la BMW de l'ancien ministre iranien.

Cela tendrait à accréditer l'idée que les membres du commando qui a assassiné Chapour Bakhtiar ont pu sortir de la ville de Suva, au sein du sang des victimes sans attirer l'attention des hommes de garde. Y avait-il donc des failles dans le dispositif de sécurité ? Mis en cause par deux anciens ministres de l'opposition, M. Robert Pandrand (sécurité) et M. Robert Boudry (justice), M. Philippe Marchand, ministre de l'Intérieur, a affirmé mardi 20 août que « depuis le début de cette affaire il n'y a eu aucune erreur du côté de la police et en particulier du côté de la brigade criminelle ». Il a précisé que « les CRS ont fait leur devoir qui est de rechercher les auteurs de ce crime. Ils ont été vus par les CRS et ont été arrêtés. Ils ont été interrogés et les pièces d'identité des trois individus ».

Le ministre a expliqué qu'il existait « des instructions extrêmement précises » datant de 1989 sur la protection de l'Assemblée nationale, du Chah tout en laissant « un espace de liberté à cet homme de soixante-seize ans qui avait une vie extrêmement calme. Il ne voulait pas de CRS ou de policiers dans sa mai-

son, mais ce qu'il voulait, c'était le contrôle de ceux qui y entreraient ». M. Charles Pasqua, a néanmoins estimé qu'il y avait « des irrégularités et des lacunes » dans l'enquête qui, selon lui, a été « mal engagée et mal dirigée ». Il a écarté toute mauvaise volonté « politique » des policiers et des autorités mais il a dénoncé « un certain laxisme » dans la conduite de l'affaire. Enfin il a remis en question l'efficacité de s'être « défouillé » sur le juge d'instruction.

Des fantes

Le fils de l'ancien premier ministre du Chah, inspecteur principal des renseignements généraux, M. Guy Bakhtiar, qui était chargé de la surveillance de son père, a également contredit les affirmations du ministre de l'Intérieur. « Des fautes ont été commises au moins sur deux points », par les CRS, a déclaré M. Guy Bakhtiar dans une interview publiée le 21 août par le Figaro.

« Les CRS de garde chez mon père n'ont pas respecté les consignes de sécurité, estime-t-il. D'une part, le gardien du poste devait plusieurs fois par jour au minimum cinq, effectuer une ronde autour de la maison en passant par le jardin. Si tel avait été le cas, il aurait vu le corps du secrétaire Souroush Khatib, un téléphone jeté par terre, une tasse de thé renversée. La scène (...) est visible de la baie vitrée devant laquelle il doit passer. Il n'a donc pas accompli son tour de garde pendant quarante heures. D'autre part, la liste des visiteurs attendus par mon père dans la journée était déposée tous les matins par M. Khatib. Au cas où ce dernier ne descendait pas au poste de garde, consigne était donnée aux CRS de monter la chercher à 10 heures. Le mercredi matin, lendemain du crime, ils ne l'ont ni échangé par fait ».

Le fils de Chapour Bakhtiar s'étonne également que l'attention des CRS n'ait pas été attirée par les fenêtres restées ouvertes la nuit : « J'imagine très mal les consignes de silence imposées à plusieurs CRS (...). Je suis simplement persuadé que si les consignes avaient été correctement appliquées, le crime aurait été découvert plus vite. » M. Guy Bakhtiar indique enfin qu'il a été averti par téléphone de Téhéran de rumeurs circulant le mercredi 7 août dans la capitale iranienne sur la mort de son père.

## M. Barrot (CDS) souhaite censurer le gouvernement s'il engage une réforme électorale

Le secrétaire général du CDS, M. Jacques Barrot, a affirmé, dimanche 18 août, lors du « Forum RMC/Express », que les députés centristes demanderaient le dépôt d'une motion de censure si le gouvernement veut modifier le mode de scrutin pour les prochaines élections.

« Ce que nous demanderons, à travers cette motion de censure, c'est que désormais la France se donne des règles pour changer les modes de scrutin », a précisé M. Barrot. Réformer la règle du jeu exige une majorité qualifiée et

une procédure spéciale (prévoyant un certain délai avant les élections).

Pour qu'une motion de censure ait quelque chance de trouver une majorité à l'Assemblée nationale, il faut que le groupe communiste joigne ses voix à celles de la droite et du centre. Le 7 août, l'Humanité avait jugé que la réforme électorale souhaitée par les socialistes constituerait « une atteinte grave à la démocratie ».

Le 19 novembre 1990, lors de la motion de censure déposée contre le projet de contribution sociale généralisée, l'association des députés communistes et de ceux des groupes RPR, UDF et UDC, pour la première fois depuis le début de la législature, n'avait pas suffi pour atteindre la majorité nécessaire pour renverser le gouvernement de M. Michel Rocard. Cette motion avait recueilli 284 voix, alors que la majorité requise était de 289 voix.

(Publicité)

## Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les effractions. ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ces fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en santé. Garantie dix ans. Dévis gratuits. Magasin d'exposition 111, rue La Fayette (10<sup>e</sup>) - M<sup>e</sup> Gare-du-Nord. Tél. 48-37-15-15.

### L'ESSENTIEL

#### VOYAGE AVEC COLOMB

20. Carabes, pour mémoire... 2

#### ÉTRANGER

La crise en URSS... 3-9

L'avenir du Cambodge  
Hanot et Pékin pourraient  
proposer leur solution... 10

#### ARTS • SPECTACLES

Jean-Claude Gallota convoque  
ses « grands témoins » au jardin  
du Luxembourg... 11 à 16

#### SOCIÉTÉ

Le marais de Guérande  
classé

Un site protégé,  
parmi vingt autres... 17

Les dérapages  
de la presse lycéenne  
Trois jeunes gens  
relaxés à Rochefort... 17

#### ÉCONOMIE

Un entretien  
avec M. Jérôme Monod

Le président du groupe  
Lyonnaise-Dumézil souhaite  
« un pouvoir politique européen  
fort et efficace »... 18

Renault en Algérie  
La Régie va pouvoir ouvrir  
un réseau de concessionnaires 18

Moderniser  
les conventions  
collectives

De nouvelles règles du jeu pour  
tenir compte de  
l'évolution économique  
et des attentes des salariés 19

#### COMMUNICATION

Un sondage sur la presse,  
le pouvoir et l'argent

Les Français jugent les  
journalistes courageux  
mais peu indépendants... 24

#### SPORTS

Natation  
Une médaille d'or pour  
Catherine Plewinski... 24

#### Services

Abonnements... 24

Annuaire classés... 20-21

Carnet... 24

Echecs... 24

Marchés financiers... 22-23

Météorologie... 25

Mots croisés... 25

Radio-Télévision... 25

La télématique du Monde :  
3615 LEMONDE  
3615 LM

Le numéro du « Monde »  
daté 21 août 1991  
a été tiré à 583 990 exemplaires.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

DES  
LIVRES